# possibles

VOLUME 6 NUMÉRO 2 ANNÉE 1982



## ABITIBI

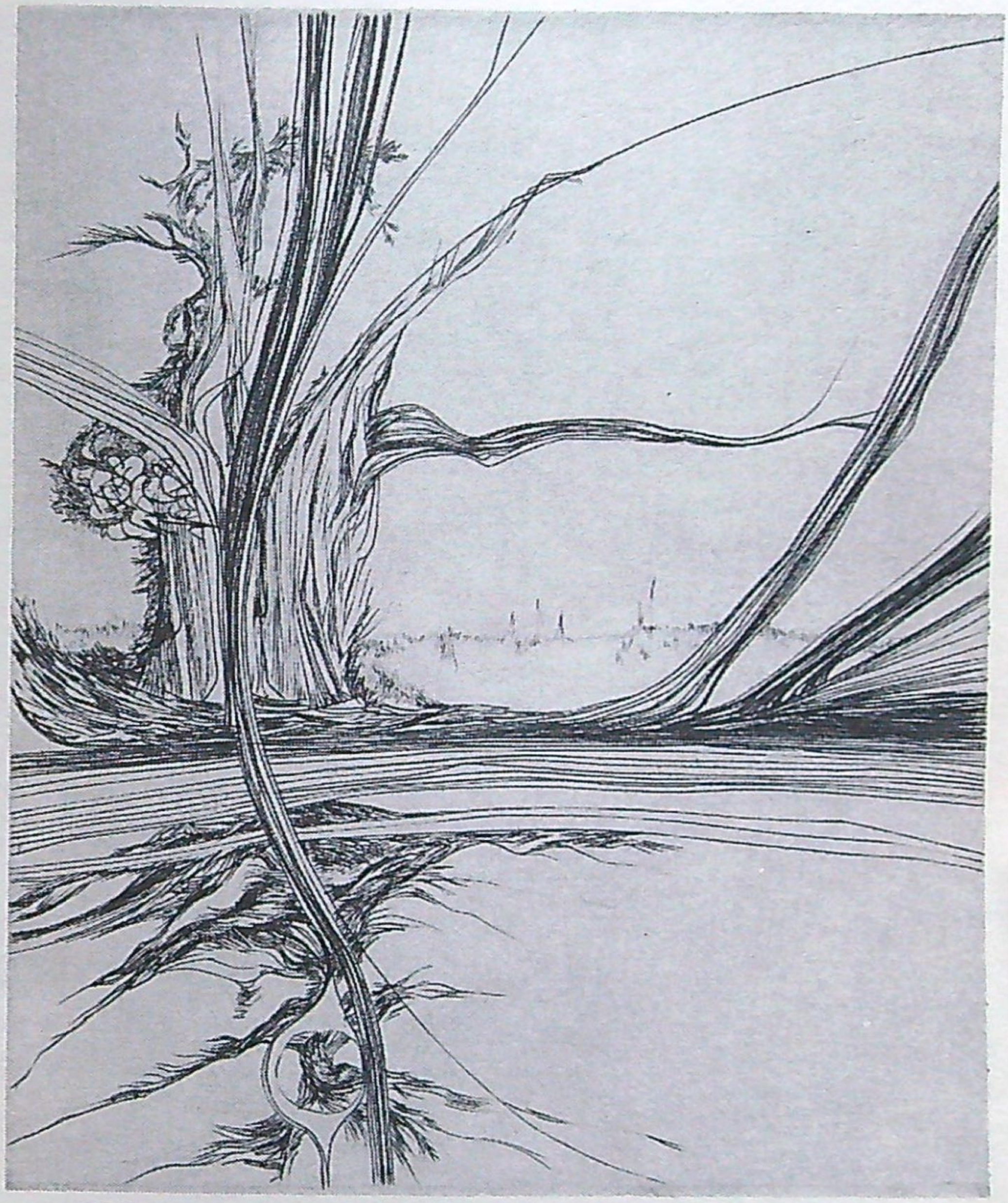
## La voie du Nord

## CAFÉ CAMPUS

## Pierre Perrault : Éloge de l'échec

09.10.08

$ 4.95



Hélène Jolin

Eau-forte 1978

# possibles

VOLUME 6 NUMÉRO 2 ANNÉE 1982

Boîte postale 114, Succursale Côte-des-Neiges, Montréal, Québec

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Marcel Fournier, Gabriel Gagnon, Lise Gauvin, Roland Giguère, Roger Lenoir, Gaston Miron, Marcel Rioux.

Secrétaire de la rédaction : Robert Laplante

Adjointe à la rédaction : Élise Lavoie

## SOMMAIRE

Page

Éditorial :
La voie du Nord ..... 7

Moé, je viens de l'Abitibi
*Jean-Pierre Deslauriers* ..... 15

Région ressource ou économie sous-développée et dépendante ?
*Enrique Colombino et Cécile Sabourin* ..... 21

De l'autre côté
*Louise Anaouïl* ..... 43

Dossier santé : des réflexes de colonisés ?
*Serge Tessier* ..... 47

Au cimetière de Languedoc
*Robert Laplante* ..... 57

L'Université sans nom...
*Daniel Martin* ..... 59

De cœur à corps
*Louise Bédard* ..... 73

Les clubs de consommation :
des solidarités nouvelles ?
*Clément Mercier* ..... 81

Syllabus de l'Utopie
*André Dudemaine* ..... 99

Entrevue avec Benoit Gourd
Recréer le perron d'église ? ..... 107

Un inédit de Shakespeare
*Denys Chabot* ..... 121

Entrevue avec Richard Kistabish ..... 129

La poubelle du Nord
*Yvon Dallaire* ..... 135

Les serres de Guyenne
*Robert Laplante* ..... 145

Éloge de l'échec
*Pierre Perrault* ..... 153

SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION

L'autogestion au Café Campus ou la suite des aventures du groupe de travail pour l'autogestion
*Andrée Fortin et Roger Lenoir* ..... 173

La Pologne autogestionnaire :
une illusion ?
*Marcel Fournier* ..... 185

COURTEPOINTES ET POINTES SÈCHES .... 191

ICONOGRAPHIE :

Hélène Jolin
René Breton
Jacqueline Plante
Julien Lacombe
Denis Chiasson
Sylvain Tanguay
France Lachaine
Denis Forest

# La voie du Nord

le nord n'est pas dans la boussole il est ici.
Pierre MORENCY

1930. La grande misère noire. Contre toute vraisemblance des milliers et des milliers de gens troquent le fatalisme des soupes populaires contre le risque de faire à la barbe du Capital un pays à la hauteur de leur rêverie. Les uns montent au nord en se disant que de toute façon ça ne pourra pas être pire là-bas, les autres parce qu'ils croient sincèrement pouvoir y conquérir le Grand Royaume de leurs espérances. D'autres encore, sans doute le plus grand nombre, s'y laissent entraîner de bon gré, abasourdis par la misère et vulnérables tout aussi bien à l'enthousiasme des plus audacieux qu'aux promesses des élites. Bardés de diplômes de communion solennelle, ils sont pauvres et sans avenir. La société est bloquée mais *ils sont d'une race qui ne sait pas mourir* (Menaud). Ils n'ont que le nord à s'offrir en partage. Un nord que leur contestent les compagnies dévoreuses de bois, de pierres et minerais. Ils seront colons parce qu'ils veulent gagner sur la sauvagerie de l'Empire.

Viendra la guerre et sa fausse prospérité. La colonisation n'apparaîtra plus désormais que comme une solution inadéquate pour accéder au progrès que «les autres» offraient si facilement. La sécurité illusoire du salariat et les arguments du niveau de vie l'emporteront sur ceux de la liberté et de la maîtrise de sa destinée. Méprisés par les classes moyennes montantes — engraissées par les miettes tombant de la table de l'Empire — et bien souvent aussi par un prolétariat enivré par les vapeurs sournoises de la dépendance, les colons resteront seuls à lutter farouchement pour maintenir le cap sur la voie du nord, pour prôner et tenter la conquête globale de notre autonomie.

1982. La grande misère drabe. La crise économique ne fait que rendre plus évidente encore la dégradation générale des milieux et des conditions de vie. La pauvreté n'est plus la même : elle se vit à crédit dans les vitrines du mensonge des centres d'achat. La détresse n'est plus la même, elle alimente désormais des industries culturelles : le capital la recycle et l'exploite à grand renfort de publicité sociétale et de mode de vie prêt à consommer ; les technocrates en vivent, de programmes de prise en charge en plans de carrière en gestion du patrimoine et d'atomes de solitude. Le chômage et le désœuvrement minent les plus voraces appétits de vivre. *L'american way of life* rend de plus en plus difficile les efforts pour vivre ici comme nous l'entendons. L'étau *canadian* se resserre avec la complicité dégoûtante des frenchies. Il devient chaque jour plus évident que même les « retombées » de la table de l'Empire ne pourront être consommées qu'ailleurs (en Alberta ?) et au prix du reniement de notre identité.

L'avenir pèse lourd comme la redoute d'une absence. Après tant et tant de rêves et d'efforts, comme en 1930, le Québec est encore une société bloquée. Même le projet national chambranle parce que le P. Q. commence à réaliser avec horreur ce qu'il en coûte de miser sur la veulerie et la dépendance. Ça fait mal maintenant d'avoir à dire que l'accès à la souveraineté ne sera ni une chose facile et encore moins une chose normale.

La condition québécoise demeure toujours la même.

Et c'est pourquoi il importe au plus haut point de nous réconcilier avec la voie du Nord, là où l'Abitibi par sa survie même témoigne encore et toujours du meilleur de notre acharnation. Consacrer à ce moment-ci un numéro à l'Abitibi n'a donc rien de fortuit : c'est entreprendre de lever le voile sur cette part de nous-mêmes qui nous empêche de saisir à travers notre condition commune les véritables coordonnées de la conjoncture présente. Et lever ce

voile, c'est d'abord reconnaître qu'avant d'être une «région périphérique» l'Abitibi a été d'abord et avant tout une grande stratégie de conquête de notre autonomie. Plus qu'un territoire ou une «région administrative», c'est une rencontre avec nous-mêmes tels que nous sommes à la suite du travail acharné des colons qui rêvaient et rêvent encore d'en faire un espace de souveraineté, un pays. Et en ce sens l'Abitibi d'aujourd'hui nous renvoie le plus fidèle portrait du résultat de nos efforts d'émancipation.

Mais un portrait qu'on ne veut pas voir. Cette région ne peut être qualifiée de périphérique que parce qu'elle existe d'abord et surtout à la périphérie de nous-mêmes. Cette terre porte des traces que la Révolution tranquille a tout fait pour occulter parce qu'on peut partout y lire l'incompatibilité totale entre le projet qui l'a fait naître et les intérêts de ceux qui effectivement se sont approprié l'Abitibi comme le reste du pays. On comprend pourquoi les technocrates voulaient et veulent toujours fermer les paroisses «marginales»: c'est le seul moyen d'effacer les traces, de rendre — par amnésie — la dépendance tolérable pour ceux qui en sont victimes et rentable pour ceux qui font carrière à la gérer. Dans ce cas, parler de région périphérique c'est entretenir et nourrir la mystification. Car parler de périphérie et d'éloignement par rapport aux centres de décision du Québec, c'est seulement parler d'une marginalisation par rapport aux centres de gestion locale de la dépendance. C'est uniquement par rapport à l'Empire américain que la région peut vraiment être dite périphérique. Mais vu sous cet angle, l'Abitibi passe des marges au cœur même de notre combat et apparaît comme l'un des lieux privilégiés où peut se lire la dynamique réelle des contraintes qui pèsent sur notre émancipation.

Dans cette perspective, on comprend en quoi le misérabilisme généralement de rigueur lorsqu'il s'agit de parler de la colonisation et de ce qu'il en est résulté s'appuie sur une gigantesque imposture. Une impos-

ture qui vise à censurer les leçons que nous pourrions tirer tout autant des combats que les colons ont menés et mènent encore que des luttes de ceux qui, ayant échoué (parce que trahis) dans les colonies ont essayé de composer avec les misères de la prolétarisation et d'y engager de nouveaux combats. On y apercevrait des prodiges de ruse et d'imagination qui ont fait de ce pays le royaume des chefs-d'œuvreux. De la naissance des chantiers coopératifs aux multiples et farouches luttes des mineurs et des travailleurs forestiers, tout un pan de l'histoire de ceux qui se sont trouvés là pour avoir voulu bâtir «leur» Abitibi mérite également d'être remis en perspective. On y verrait une détermination et un sens de l'entrepreneurship collectif que nous aurions intérêt à mieux connaître pour mieux en faire profiter tous ceux qui luttent avec le Nord en tête.

Les textes réunis dans ce numéro ne prétendent évidemment pas offrir un bilan des leçons qu'on peut tirer de la lutte abitibienne. Ils ne prétendent pas non plus, loin de là, offrir un portrait exhaustif de la condition abitibienne. Dans l'esprit de la rédaction et des collaborateurs il s'agissait d'abord de jeter un peu de lumière sur ce pays occulté en espérant que cet éclairage suffise au moins à relancer dans une problématique qui colle à notre réalité historique, le débat sur les objectifs et les modalités de la poursuite de notre émancipation.

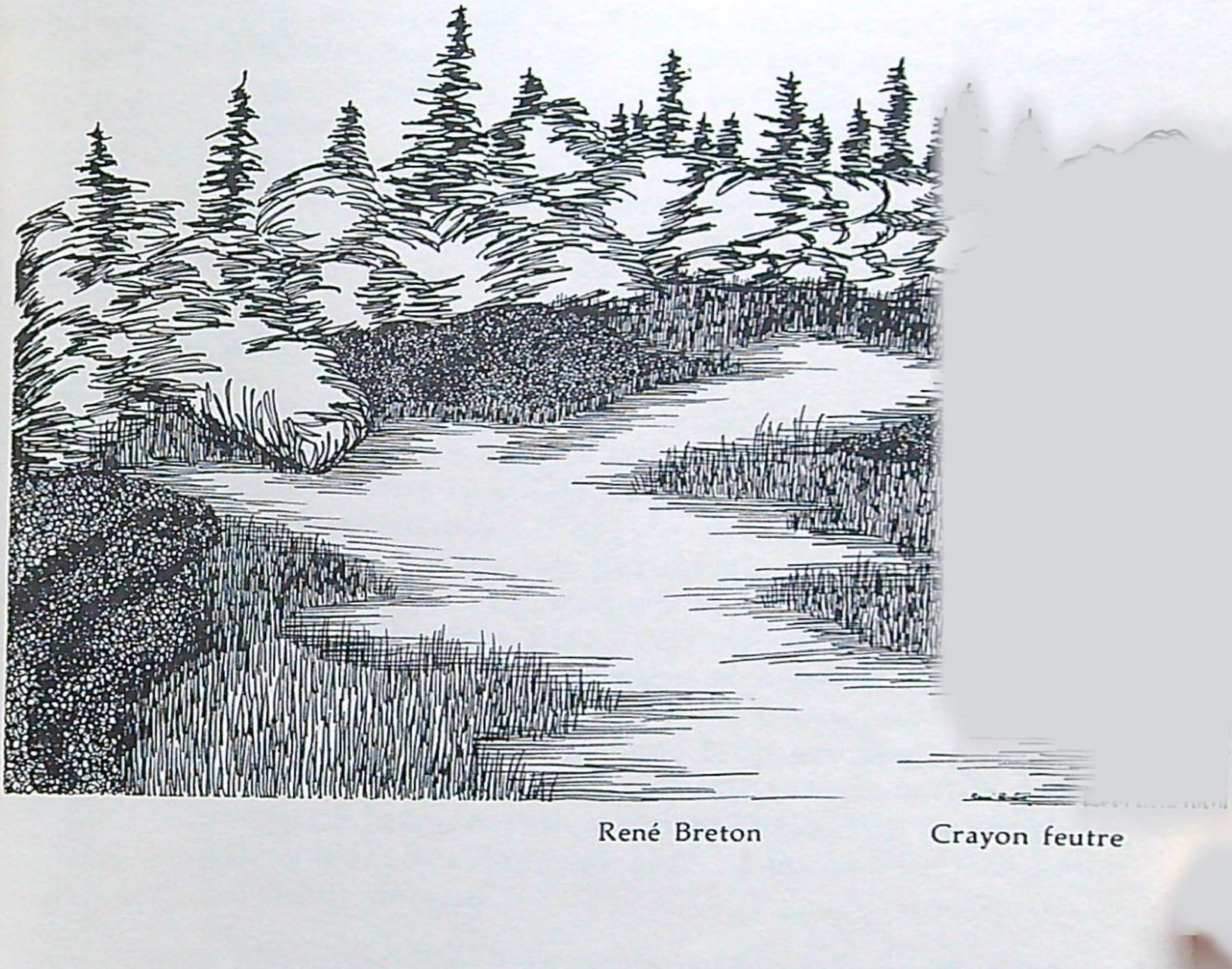
À cet égard les quelques matériaux rassemblés ici suffisent déjà à faire voir qu'il n'y aura de «développement» en Abitibi au profit de ceux qui y habitent que dans la mesure où sera mise radicalement en cause l'intégration économique continentale. Plus encore, la description sommaire de la situation environnementale montre de façon criante que l'exploitation des ressources aux fins de cette intégration nous maintient *déjà* dans un gâchis catastrophique. Des circonstances indépendantes de notre volonté nous ont empêchés de joindre au numéro des articles sur les mines et les forêts. On y aurait vu que la catastrophe

touche non seulement l'écologie mais bien toute la vie sociale et jusqu'au corps même de tout Abitibien. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, qu'il nous suffise tout au moins de réaliser l'urgente nécessité d'une approche globale dans l'élaboration de stratégies de riposte au pillage par l'Empire. Et c'est une tâche à laquelle sont conviés tous ceux qui vivent sur la terre abitibienne. Aussi les Algonquins qui ont été «omis» lors de la grande colonisation doivent-ils être désormais vus — même s'ils sont encore trop souvent des marginaux chez eux — comme des partenaires à part entière dans la commune tâche de réinventer la vie ici. Car s'il n'y a pas de place pour eux en Abitibi, il n'y en aura pas davantage pour personne d'autre. S'il n'y a pas moyen de vivre autrement là-bas, il n'y aura pas moyen de le faire ailleurs.

La question abitibienne, c'est la question du Québec sans fard ni fausse pudeur. Si nous ne reprenons pas la voie du Nord, il ne nous restera plus que celle des ghettos. De Floride ou d'ailleurs.

Robert LAPLANTE
*pour le comité de rédaction*



René Breton Crayon feutre

*Jean-Pierre Deslauriers*

# Moé, je viens de l'Abitibi

Je suis arrivé en Abitibi le 30 septembre 1951. Comme ma mère me le rappelait dans sa dernière lettre, il neigeait ce jour-là pendant que mon père et quelques hommes de bonne volonté plaçaient le ménage dans notre future demeure. Pourquoi diable mes parents avaient-ils déménagé dans ce lointain pays... pour gagner de meilleurs salaires : pour ouvrir une terre : par goût de l'aventure : toutes ces raisons doivent être vraies, comme emmêlées dans un écheveau.

Nous sommes donc arrivés dans le froid, dans le nord : pas dans ce que le monde de Montréal appelle le nord, dans le VRAI nord. Ciel que c'était différent des Laurentides ! Pas de montagnes, parce que l'Abitibi a été nivelée par les glaciers, mais quelques côtes de sable, de loin en loin. Pas de montagnes multicolores non plus, comme nous venions d'en quitter, mais des épinettes, des grandes épinettes, avec un tout petit tronc, et des branches vert foncé, tout en haut. Il ne faut pas trop en demander à un arbre qui a les racines prises dans la glace une grosse partie de l'année. Nous allions connaître le froid, les gelées blanches de la mi-août et les bordées de neige du début de mai.

Les gens d'Abitibi étaient aussi bien différents. Dans les vieilles paroisses de par en-bas, on avait vécu avec le grand-père de ses amis, sa parenté, mais en Abitibi, rien de semblable : nos voisins venaient du Lac-Saint-Jean, des Bois-Francs, de la Mauricie, d'un peu partout dans la province. J'entendais des mots nouveaux, des expressions qui m'étaient inconnues, ça parlait cru et ça jurait dru.

En 1951, on parlait encore de colonisation et le gouvernement continuait de verser des octrois pour toutes sortes de choses : pour bâtir une maison (les maisons de 400 $ dont parle Hauris Lalancette dans le film « Un royaume vous attend »), pour creuser un puits, pour acheter une pompe électrique, un cheval, une vache. Il y avait aussi de l'argent de versé pour chaque acre défriché. L'agent des terres venait à la maison, mesurait le terrain et envoyait la recommandation de paiement à Québec.

Il y avait aussi des octrois accordés pour construire une grange et à un moment donné, je ne sais pas quelle mouche les a piqués, mais plusieurs se sont lancés dans la construction d'une grange. En moins de temps qu'il n'en fait pour le dire, plusieurs belles granges étaient debout. Hélas ! la plupart de leur propriétaire n'avaient pas assez d'animaux pour emplir leur bâtiment. Mais ça ne faisait rien : une belle grange qui brille au soleil, ça donne un maudit beau coup d'œil !

Ceux et celles qui sont monté(e)s en Abitibi ne s'y sont pas toujours plu. Plusieurs sont redescendus en-bas parce qu'ils trouvaient la vie trop dure, et elle l'était aussi. Il y avait l'ennui d'abord : on ne s'arrache pas des lieux qui nous ont vu naître sans un pincement au cœur. Les femmes surtout y ont goûté, confinées qu'elles étaient dans leur maison avec une ribambelle d'enfants accrochés à leur jupe, sans trop de confort, loin de leurs amies et de leur parenté. Les jours d'automne ont dû leur paraître long. Lorsque le curé est passé à la maison pour faire sa visite de paroisse, au printemps 1952, il a dit à ma mère que d'après son expérience, ça lui prendrait cinq ans pour s'y faire. Elle a failli perdre connaissance, elle qui pensait que le pire était passé ! Rien n'empêche que la prédiction du curé s'est réalisée.

Les hommes s'ennuyaient moins d'habitude car ils sortaient de la maison pour aller travailler, et ils pouvaient se faire des amis plus facilement. Cependant, j'ai toujours soupçonné mon père de s'être

ennuyé plus qu'il ne voulait se l'avouer lui-même. Lorsque je suis allé avec lui à la première messe de minuit dans notre nouveau village, je l'ai surpris à pleurer, sans bruit, discrètement. Peut-être que ses souvenirs le ramenaient malgré lui aux Noël de son enfance, au milieu des siens, à Sainte-Lucie.

En 1951, tous les comtés du Québec n'étaient pas encore électrifiés et dans notre coin, à part les villes, il n'y avait pas d'électricité. Les gens s'éclairaient encore au fanal à l'huile et à la lampe à gaz. Les ménagères lavaient le linge avec un moulin mû par un moteur à gaz, et ce genre de moteur faisait le désespoir de ma mère car elle avait toutes les peines du monde à le faire démarrer. Que de fois l'ai-je vue se mettre en colère, sortir la planche à laver et commencer à laver le linge sur ses mains. C'était aussi le temps de l'eau à la pompe, et encore, quand on pouvait avoir un puits! Mon père était habitué comme les gens de par en-bas à trouver de l'eau n'importe où mais en Abitibi, il fallait creuser jusqu'à deux cents pieds avant de trouver une veine. L'eau au robinet et l'ampoule électrique, ça c'était le progrès! Et les chemins ouverts aussi car l'hiver, ils demeuraient fermés parfois pendant plusieurs jours à cause des tempêtes, sans parler de la lenteur de l'entrepreneur qui avait décroché le contrat de déneigement. Non, vraiment, la vie n'était pas facile.

Pourtant, lorsque nous sommes arrivés à Val-Senneville, la paroisse venait de connaître une période de grande prospérité : le bois se vendait bien après la guerre, les prix étaient bons et l'argent roulait. Dans le canton, une dizaine de moulins à scie occupait plusieurs milliers de travailleurs. Si on compare avec les revenus du temps, les « bûcheux » pouvaient se faire des salaires fabuleux sans travailler outre mesure, ce qui était déjà pas mal, en passant. C'était le beau temps, et l'argent ne comptait guère puisqu'il y avait moyen d'en gagner facilement. Peu ont eu la sagesse de profiter de cette manne : la plupart l'ont bue, ou jouée, ou flambée.

Ce n'est pas de cette façon qu'on devient des cultivateurs prospères ! Bien sûr, il fallait montrer un peu d'intérêt pour l'agriculture afin d'obtenir le billet de location, mais sitôt qu'on l'avait dans sa poche, on commençait à bûcher, et quand il n'y avait plus de bois, on passait à autre chose. Non pas que la terre n'ait pas été assez bonne, car elle n'a jamais refusé de produire pour celui qui en prenait soin, mais parce que les hommes de mon village n'étaient pas trop attirés par l'agriculture. Les uns ont continué à gagner leur vie dans le bois, les autres à la mine ; certains se firent mécaniciens, d'autres allèrent travailler dans les magasins. De son côté, mon père n'a jamais regretté sa décision : il n'est pas devenu le cultivateur qu'il voulait être en partant des Laurentides — et d'ailleurs, le voulait-il vraiment —, mais il lui a semblé qu'il s'en était mieux sorti en Abitibi que s'il était demeuré par en-bas.

L'Abitibi ne brille pas par ses paysages. Le touriste qui parcourt les routes en cherchant des photos «carte postale» en reviendra amèrement déçu. Non pas que le pays soit sans charme : il faut avoir vu les longues journées de juillet et les beaux couchers de soleil ; il faut avoir vu les feuilles de saule reluire et la belle avoine qui vient à pleine clôture. La clarté de l'Abitibi a une luminosité spéciale, comme toutes les régions nordiques. Les beaux hivers ensoleillés, quand la neige scintille, c'est plaisant à voir.

L'Abitibi, c'est pas le pays des paysages, c'est le pays des hommes et des femmes qui y habitent. Pour connaître l'Abitibi, il faut s'y arrêter, prendre son temps et parler avec les gens. Les gens n'y sont pas montés parce que c'était plaisant, et chaud ni parce que la vie y était douce. Ils y sont allés parce qu'il le fallait, parce qu'ils y étaient souvent forcés, mais aussi parce qu'ils voulaient ouvrir un pays neuf, pour faire différent. Il fallait être un peu aventurier pour s'installer en Abitibi, et ça n'a pas beaucoup changé. Le contexte a créé un milieu particulier et un nouveau type de personne. En Abitibi, le monde est

solidaire : est-ce le fait de la misère éprouvée ensemble, ou l'isolement, ou l'ennui, ou est-ce que les conditions nouvelles ont été plus propices qu'ailleurs à créer un climat d'égalité ? L'Abitibi, c'est une collectivité ouverte : si vous aimez le coin, vous êtes abitibien(ne). Comme me disait un ancien résident : « En Abitibi, un homme a de la valeur. » Il faudrait bien s'arrêter à définir la culture et les mœurs de ce coin de pays, mais si j'avais à décrire ce que je vois dans la tête de l'Abitibien(ne) moyen(ne), je dirais qu'il y a une épinette, un air de violon, un verre de bière, un panache d'orignal, des bleuets, des pleurs, de la neige, des souvenirs, des lacs et un grand chemin droit.

Le cours de ma vie m'a éloigné de l'Abitibi depuis une dizaine d'années mais ma parenté demeure encore dans le village ou dans les alentours. Je vais toujours faire une visite une couple de fois par année, durant les fêtes et durant l'été. J'aime bien jaser avec mes anciens voisins, Monsieur Fortin et Monsieur Petit ; j'aime bien revoir Gérard, mon ami d'enfance qui a racheté la terre où nous nous étions installés en 1951. Je sens que la vie dans le sud est en train de me gâter parce que lorsque je retourne dans mon village, il me semble que je supporte le froid moins bien qu'avant. Cependant, lorsque je veux m'imaginer un beau paysage, je ferme les yeux et je me rappelle le beau ciel rouge qu'il faisait lorsque le soleil de juillet se couchait de l'autre côté de la maison de Madame Bélair. Et il y a une chose de certaine : lorsque je dépasse Mont-Laurier et que je traverse le parc La Vérendrye, quand je commence à voir des épinettes vert foncé, toutes en hauteur, avec un petit tronc, il me semble que je retrouve l'air du pays : mon cœur bat plus vite, je reviens chez nous. Le véritable pays d'une personne est celui qu'elle transporte dans son cœur, et c'est pour ça que je réponds à ceux qui me demandent d'où je viens : « Moé, je viens de l'Abitibi. »

*Enrique Colombino*
*Cécile Sabourin*

# Région ressource ou économie sous-développée et dépendante ?

Poser un regard différent, c'est-à-dire un regard «non officiel» sur l'Abitibi-Témiscamingue en tant que région économique, voilà le principal défi que tente de relever cet article. Nous croyons qu'il est temps de questionner la vision conventionnelle ou dominante de la région telle qu'elle est véhiculée par le discours officiel et les média de communication.

* * *

## Le regard «officiel» sur l'Abitibi-Témiscamingue

Tous connaissent l'Abitibi-Témiscamingue par l'abondance de ses ressources naturelles, son éloignement géographique, sa faible densité démographique. C'est l'image véhiculée sur la région par les organismes et observateurs gouvernementaux et privés qui ne considèrent que certaines caractéristiques dominantes. Leur discours se forme comme si l'Abitibi-Témiscamingue se trouvait sur une autre planète, comme s'il émanait d'une métropole lointaine qui ne retient que les caractéristiques qui lui soient avantageuses ou problématiques. Le diagnostic est posé du point de vue de la métropole qui en tire avec certitude des conclusions sur le potentiel et les réserves de ressources, les distances infranchissables, la faiblesse démographique et la stagnation économique. En quelques mots, il s'agit du discours sur les grandeurs et les misères d'une région en devenir mais où la structure économique déficiente, l'organisation socio-politique, les problèmes sociaux et humains qui en découlent sont systématiquement écartés de

l'analyse et souvent balayés d'un revers de main. Le regard «officiel» est un regard impérialiste dans le sens classique du terme. Il propose et impose la continuation d'un modèle unique de développement, celui qui s'insère dans le contexte de la croissance libérale capitaliste d'après-guerre.

Depuis le début du siècle et à travers les plans de colonisation, le développement de l'Abitibi-Témiscamingue équivaut à la conquête du territoire et à son appropriation par le défrichage et l'agriculture. La propagande officielle et la réalité montrent bien que l'appropriation des richesses du territoire en Abitibi-Témiscamingue est vraiment réservée à certains «élus» comme le montre cet extrait :

> «Allez vous tailler un domaine dans la fertile région du Nouveau-Québec. C'est là qu'un avenir plein de promesses vous attend et que vous goûterez la joie d'être des hommes libres et indépendants... Les capitalistes, tant de l'Ancien que du Nouveau Monde qui veulent placer des capitaux dans l'industrie, les mines, le commerce, trouveront au Témiscamingue une contrée avantageuse et présentant à leur énergie et à leur esprit d'entreprise les plus grandes chances de réussite»[1].

Aujourd'hui, les thèmes et les mots ont quelque peu changé mais le discours demeure foncièrement le même. L'Abitibi-Témiscamingue est par définition administrative une «région-ressource» que l'Office de Planification et de Développement du Québec (OPDQ) étudie sous le code numérique 08. Avec ses consœurs «périphériques», la Côte-Nord (région 09) et le Bas-St-Laurent-Gaspésie (région 01), elle est une proie idéale à la multiplication d'études et de diagnostics officiels qui promettent un développement dont la source est ainsi définie par l'OPDQ :

---

1. A. Pelland, *Le Témiscamingue (Nouveau Québec). Ses ressources, ses progrès et son avenir*, Québec, Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1910.

« (Son) développement... repose davantage sur l'exploitation des ressources en particulier les mines, la forêt et l'aménagement hydro-électrique. Ces types d'activité s'associent à une agriculture localisée dans les bassins ou vallées, et au tourisme de plein air »[2].

L'Abitibi est donc une région-ressource. Ce n'est pas un euphémisme. Encore aujourd'hui économistes, historiens, géographes continuent à transmettre cette vision conventionnelle des caractéristiques régionales. Dans une étude récente, l'économiste Léo Pelletier[3] énonçait la problématique de l'Abitibi-Témiscamingue en ces termes :

- un secteur primaire prépondérant mais en régression (26,7% selon le recensement de 1971) ;
- une agriculture régionale qui se bute à des obstacles insurmontables : pauvreté des sols, faible productivité, éloignement des marchés ;
- des activités minières en perte de vitesse (de 6 000 en 1966, les emplois miniers étaient de 2 500 en 1976, nous signale Pelletier) et très vulnérables aux fluctuations de la demande internationale ;
- des activités forestières locales souvent source de relance manufacturière mais affectées par des rudes obstacles : épuisement des forêts les plus accessibles, faibles rendement par hectare, manque de reboisement. Il s'ensuit des diminutions de profits et des pertes d'emplois ;
- un secteur manufacturier faible (18% de l'activité économique, régionale, le plus faible pourcentage au Québec) à cause de l'éloignement des marchés, de la très forte concentration de la production soit celles de la première transformation des métaux et de la transformation du bois ;

---

2. Office de Planification et Développement du Québec : « Les deux Québec. La base et les régions ressources ». Chap. 26 du Livre *L'économie québécoise*, recueil d'études éditées sous la direction de Rodrigue Tremblay, P.U.Q., 1979, page 418.
3. Léo Pelletier, « Abitibi : une terre a "recoloniser" » dans la revue « *L'économiste* », vol. 5, n° 2, nov.-déc. 1980.

• un secteur tertiaire ou de services que l'auteur qualifie de «tertiaire d'accompagnement» pour souligner son manque d'effets d'entraînement. La faiblesse des marchés locaux provoque ce qu'il appelle un manque de «seuil». La précarité du secteur des services en Abitibi-Témiscamingue s'exprime d'ailleurs dans le «drame» de Rouyn-Noranda que l'auteur ne reconnaît pas comme une véritable métropole régionale.

L'étude se caractérise autant par son impressionnisme que par la circularité de son raisonnement. Loin de nous la prétention de nier que la région a connu un certain essor dans le passé grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles; ce qui

**Importance des principales entreprises privées possédant des investissements dans les ressources naturelles de l'Abitibi-Témiscamingue 1980-81**

| Entreprise ou groupe | Actifs ($ millions) | Ventes ($ millions) | Rang d'importance au Canada, selon [1] Actifs | Rang d'importance au Canada, selon [1] Ventes | Rang d'importance au Québec, selon [2] Actifs | Rang d'importance au Québec, selon [2] Ventes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Mines Noranda Inc.* | 3 938 a | 2 889 c | 11 | 18 | — | — |
| Domtar Inc.* | 1 250 b | 1 653 c | 52 | 40 | 16 | 5 |
| Falconbridge Nickel Mines Ltd | 1 559 a | 757 c | 53 | 83 | — | — |
| (Falconbridge Copper Corp.) | (173) a | (125) c | — | — | — | — |
| Kruger Pulp & Paper Ltd | 391 a | 318 c | 125 | 171 | 30 | 23 |
| Brascan Ltd** | 1 455 a | 151 c | 45 | 286 | — | — |
| Corporation de Gestion La Vérendrye | 110 b | 116 d | 253 | 336 | 54 | 56 |
| Normick-Perron Inc. | 101 a | 101 c | 267 | 363 | 55 | 66 |
| Tembec Inc. | 89 b | 90 c | 288 | 386 | 61 | 68 |
| Donohue Inc. | 422 b | 272 d | — | — | 28 | 26 |
| Forex-Leroy | 83 b | 77 d | — | — | 65 | 73 |
| Howard Bienvenu | 40 b | 42 d | — | — | 101 | 92 |
| Groupe Minier Sullivan | 22 b | 1,8 d | — | — | 111 | 123 |

Sources: a et c: *The Financial Post 500*, juin 1981
b et d: Journal *Finance*, vol. II, nº 50, 26 oct. 1981.

1. Voir «The 1981 ranking of Canada's 500 largest companies», *The Financial Post*, op. cit.
2. Voir «Les 100 plus grandes entreprises à contrôle québécois», Journal *Finance*, op. cit.

* Des blocs importants d'actions de ces deux groupes ont été acquis récemment par le gouvernement du Québec.

** À travers sa filiale Ressource Brascade (Société de portefeuille).

nous importe c'est de faire ressortir que dès que ces activités régressent (pour de multiples raisons souvent mal analysées ou simplement escamotées) il s'ensuit stagnation ou régression dans les activités extractives, en agriculture, dans le secteur manufacturier et les services. Partout on trouvera toujours les mêmes explications aux blocages : éloignement des marchés principaux et faible densité démographique. Dans ce contexte, les conclusions de l'auteur sont à peine croyables : il faut d'abord « régionaliser » puis ne pas avoir peur d'investir dans le développement du secteur tertiaire, services, activités touristiques, loisirs, sports. Quoi d'étonnant à ce qu'une telle analyse purement métropolitaine du sous-développement régional conclut que l'Abitibi-Témiscamingue est une terre à « recoloniser ». Malgré les nuances, la région est perçue comme une éternelle colonie ; cependant, l'analyse « officielle » ne peut se permettre de dévoiler les liens de dépendance et d'exploitation coloniaux. Car c'est bien de liens de dépendance et d'exploitation coloniaux dont il s'agit, liens qui sont à la source même du sous-développement économique relatif de la région. D'ailleurs, la thèse du sous-développement économique de l'ensemble du Québec, dans ce sens, a été avancée par d'autres auteurs [4] en relation avec le débat vieux de deux décennies dans les pays du Tiers monde, en particulier en Amérique latine.

* * *

## Le débat sur le sous-développement économique dépendant

En simplifiant beaucoup on pourrait replacer l'ensemble du débat sur le sous-développement et la dépendance dans le contexte de la formidable expansion capitaliste de l'après-guerre (Deuxième Guerre mondiale) sous le leadership des États-Unis. Après la

4. Alfred DUBUC, « Recul de Montréal ou sous-développement du Québec », dans A. TREMBLAY : « L'économie québécoise », *op. cit.*, page 445.

phase de reconstruction de l'Europe et du Japon dévastés par les bombardements (Plan Marshall) et dans la foulée de l'évidente prospérité américaine, les plus importants organismes internationaux (ONU, FMI, Banque Mondiale) sous la pression des pays avancés occidentaux ont lancé une vaste opération visant ce que le journalisme de l'époque avait baptisé le Tiers monde (l'Amérique latine et l'Afrique en premier lieu). La plupart des pays de ces continents considérés comme «sous-développés» selon un diagnostic à peu près unanime de ces organismes, le mot d'ordre inévitable était: «développement par le commerce et la coopération internationale». Il s'agissait évidemment d'un développement capitaliste dans la plus pure tradition américano-britannique qui, dans les faits, signifiait à peu près: «Voulez-vous vous développer? Alors, ouvrez vos frontières à nos experts et aux capitaux internationaux et on va s'en occuper!» Il faudrait ajouter que nombre de ces pays n'ont eu ni le temps ni le choix d'élaborer une réponse. Le contexte de la guerre «froide» avec l'Union Soviétique précipita souvent les décisions.

Malgré les inévitables nuances et différences, le débat fut rapidement polarisé par deux groupes: les tenants de l'école de la modernisation se sont vite confrontés à une vive contestation de la part des tenants de l'école de la dépendance[5]. Situons rapidement ce débat en prenant le cas des pays latino-américains. Les tenants de la «modernisation» soutenaient que le «système d'échange (commerce) international a eu un effet bénéfique sur l'Amérique latine. Ses exportations de matières premières ont trouvé un marché et, en retour, elle a pu bénéficier des biens manufacturés modernes, des firmes industrielles (les multinationales) et des institutions socio-politiques modernes.» ... «L'Amérique latine pourrait

5. VALENZUELA, J.S. et A. VALENZUELA: «Alternative perspectives in the study of Latin American underdevelopment» dans *Comparative politics*, vol. 19, nº 4, juillet 1978.

se développer davantage si on pouvait éliminer les obstacles autochtones qui barrent la route à une diffusion plus grande de la modernisation.»[6] Le message ne pouvait être plus clair dans cette approche libérale du développement.

Par contre, les tenants de l'école de la dépendance estiment que le commerce international que connaissent les pays du Tiers monde favorise les pays industrialisés occidentaux au détriment des pays «arriérés» exportateurs de ressources naturelles et de matières premières brutes ; c'est la fameuse «détérioration des termes de l'échange» (A. Prebisch) qui amène à une situation «d'échange inégal» selon l'expression consacrée à l'époque par Samir Amin et A. Emmanuel. En acceptant cette situation et sous la couverture de programmes internationaux de développement, les pays du Tiers monde ne cessent de s'appauvrir et de s'endetter et les pays industrialisés avancés, de s'enrichir et de prospérer. C'est le clivage entre le «centre» et la «périphérie» qui perdure encore. C'est ainsi que «des termes d'échange» défavorables et la vulnérabilité des monocultures périphériques (spécialisation ou division du travail dans le commerce international) à cause des «fluctuations imprévisibles du marché international, réduisent les chances de la périphérie de se développer. En conclusion, selon les tenants de l'école de la dépendance «les sociétés latino-américaines sont intégrés dans l'économie mondiale par des relations de dépendance culturelle, financière, commerciale et technologique ce qui a pour effet de conditionner un développement périphérique (Dos Santos, 1970) sinon de causer un sous-développement périphérique.» (A.G. Frank, 1967)[7]

C'est ainsi qu'au fur et à mesure qu'un gigantesque effort de développement «à l'occidental» mené par les

---

6. Lawrence R. ALSCHULER : «Introduction» dans L.R. ALSCHULER et autres : *Développement agricole dépendant et mouvements paysans en Amérique Latine*, éditions de l'Université d'Ottawa, 1981, page 1.
7. L.R. ALSCHULER : «Introduction», *op. cit.*, page 2.

banques et les grandes firmes transnationales contrôlées par les pays du «centre» déferlait sur la périphérie du globe, le débat sur le style et le modèle de développement proposé était posé en termes âpres et approfondi dans ses différentes implications. C'est en réaction à cette théorie de développement que les universitaires latino-américains (sociologues et économistes) se sont fait remarquer en énonçant leur pensée sur le sous-développement et la dépendance.

Selon eux, le concept même de sous-développement dans la théorie économique dominante renferme l'idée qu'il s'agit d'un retard dans un processus de développement par lequel passeront toutes les économies ; ce processus de développement est présenté comme étant unique et inéluctable. Toute économie de subsistance ou auto-centrée (absence d'échanges internationaux) est qualifiée comme étant «arriérée» ou «sous-développée»; ses us et coutumes, ses institutions et mêmes ses valeurs sont appelés péjorativement «traditionnels» sinon «primitifs» et considérés comme de véritables barrières ou obstacles au développement proposé. En effet, il s'agit d'aider ces pays à se débarrasser de leurs anciennes structures afin de commencer la longue marche dans le sentier du développement «moderne». Pour y parvenir, ces pays devront se spécialiser dans la production de un ou deux produits exclusifs pour le commerce international, et permettre l'assistance (ou «coopération» selon le jargon diplomatique) des capitaux, de l'expertise et de la technologie internationales.

Ce modèle de développement une fois accepté ou imposé dans les pays dits retardataires, un véritable décollage s'en suivra (c'est le fameux «take-off» de *W.W.* Rostow, un économiste/ambassadeur payé grassement par les agences internationales américaines pour diffuser et vendre le modèle), lequel devrait aboutir à une société de consommation de masse, véritable paradis proposé par les tenants de la modernisation !

L'école de la dépendance s'est levée contre ce qu'elle considérait une véritable imposture des économies occidentales en quête de nouveaux marchés. Dans ce sens, la notion de « dépendance » fut élaborée et raffinée pour caractériser le processus de développement/sous-développement et à ce titre, elle fut considérée comme le complément nécessaire de la théorie de l'impérialisme.

Selon Théotonio Dos Santos, économiste et sociologue brésilien et l'un des chefs de file de cette école, la théorie de dépendance a pour but de comprendre l'impact et les conséquences sur les pays sous-développés des pratiques impérialistes des économies avancées occidentales. Dans une publication très récente [8], Dos Santos résume de manière claire et complète les inter-relations entre capitalisme international, sous-développement et dépendance ; c'est pour cela que nous le citons in extenso :

« Quelle est maintenant la relation de ces théories avec le concept de sous-développement ? Le concept de développement est un concept essentiellement relatif qui essaie de décrire la situation interne des pays soumis à l'expansion impérialiste dans l'optique d'un retard par rapport aux pays capitalistes avancés. La théorie de la dépendance vient au contraire démontrer que ces situations qualifiées de sous-développées ne correspondent pas en réalité à des structures arriérées mais s'intègrent au contraire au vaste processus de développement du capitalisme à l'échelle internationale. De ce fait, les phénomènes de sous-développement, les structures sous-développés, ne peuvent être saisis en dehors du large contexte du développement international du capitalisme, qui crée, dans son expansion, une situation de dépendance.

---

8. Théotonio Dos Santos : « Mise au point sur la théorie de la dépendance : application au problème agraire en Amérique latine », dans L.R. Alschuler et autres : *Développement agricole dépendant..., op. cit.*, page 14-15.

Le concept de dépendance comprend donc trois éléments essentiels :

— en premier lieu, les structures du capitalisme à l'échelle internationale et la forme particulière qu'elles ont acquise dans la phase impérialiste à travers les phénomènes de monopolisation et d'internationalisation du capital de lutte pour contrôler les matières premières, l'hégémonie du capital financier, etc. ;

— deuxièmement, les relations qui s'établissent entre les deux pays objets de l'expansion du capitalisme et cette économie internationale qui est médiatisée par les relations économiques internationales c'est-à-dire le commerce extérieur, les mouvements internationaux de capitaux, le transfert de technologie, les prêts, l'aide, etc. ;

— troisièmement, les structures internes des pays objets de l'expansion capitaliste, qui expriment la rencontre dialectique entre les éléments spécifiques internes de nos économies « sous-développées », les relations économiques internationales et la structure économique internationale »[9].

Présentée de cette manière, il est évident que la théorie de la dépendance constitue un véritable programme d'études et de recherches plutôt qu'une explication toute faite du phénomène du sous-développement. C'est dans cet esprit que les tenants de l'école dépendantiste l'ont conçue et développée depuis les années soixante.

* * *

## Sous-développement et dépendance économique en Abitibi-Témiscamingue

Les tenants de l'école de la dépendance ont énoncé un ensemble minimum de traits caractéristiques

9. Théotonio Dos Santos: « Mise au point... », *op. cit.*, p. 15.

d'une structure économique sous-développée et dépendante. À partir d'une liste plus ou moins élaborée de ces traits, nous tentons dans un premier temps d'évaluer dans quelle mesure ils pourraient décrire et caractériser la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Cette première ébauche complétée devrait être suivie d'une étude diachronique de l'évolution des relations entre ces différents aspects en vue à la fois d'une meilleure identification et explication des problèmes auxquels fait face la région. Ce deuxième volet ne sera qu'évoqué ici, son traitement échappe présentement aux possibilités de cet article et de ses auteurs.

L'Abitibi-Témiscamingue, en tant qu'une structure économique sous développée et dépendante, pourrait être caractérisée par les traits suivants :

**1. Spécialisation de ses activités économiques sous la forme d'extraction de ressources primaires en fonction de la division du travail imposé par le commerce international.**

Ainsi, les activités minières et forestières ont été développées par des capitaux internationaux en fonction des marchés internationaux. Les chantiers forestiers et les scieries solidement installés au Témiscamingue depuis 1875, l'activité minière débute en Abitibi au cours des années vingt, surtout avec l'entrée en opération de la fonderie de cuivre de Noranda en 1927[10]. Les capitaux anglophones provenant de Montréal et de Toronto s'inscrivent dans le même mouvement d'expansion et continuent le mouvement de spécialisation minière et forestière; près de 80%[11] de l'emploi de la région dépend de ces activités extractives compte tenu de la graduelle industrialisation des principales matières premières :

---

10. Gilles BOILEAU et Monique DUMONT : *L'Abitibi-Témiscamingue*, éditeur officiel du Québec, 1979, page 55.
11. Voir Denise PLAMONDON, « La région de l'Abitibi devra livrer une bataille acharnée », journal « Les Affaires », 9 mai 1981.

cuivre, or, argent, zinc, bois d'œuvre, copeaux pour panneaux, pâte à papier.

## 2. Une agriculture régionale stagnante et socialement coûteuse.

Faute d'une volonté politique réelle, l'agriculture régionale n'a jamais dépassé le stade précaire de l'autosuffisance pour les exploitants eux-mêmes. Malgré l'étendue du territoire et les efforts apparents dans le sens de l'exploitation du territoire pour l'agriculture, la production agricole régionale représente 2,5% de celle du Québec et 2,1% de l'emploi [12].

Les activités agricoles demeurent fortement handicapées par les contraintes naturelles : sol peu fertile, climat rude. Fermes abandonnées et milliers d'acres non exploités témoignent des difficultés de ce secteur qui, au cours des années, n'a cessé de s'affaiblir. La spéculation sur les terres agricoles n'en continue pas moins.

## 3. Monopolisation et concentration du capital dans les activités extractives.

Pour des raisons techniques, économiques, financières ou simplement spéculatives, la propriété du capital engagé dans la mise en valeur des ressources naturelles de la région n'a cessé de se concentrer dans les mains de groupes de plus en plus puissants. Ce phénomène s'inscrit par ailleurs dans la dynamique profonde du système capitaliste très notoire dans l'ensemble de l'économie canadienne [13]. La compagnie Noranda dont le siège social se trouve à Toronto continue son expansion depuis ses pre-

---

12. Recensement de 1971.
13. Voir Commission Royale d'Enquête sur les groupements de sociétés (Rapport Bryce), Ottawa, 1978.

mières immobilisations de 320 000 $ en 1922[14]. De compagnie minière locale, elle est depuis lors devenue la plus grosse compagnie forestière au Canada par l'acquisition de MacMillan Bloedel.

Dans le secteur forestier, la même dynamique d'intégration verticale, de concentration de capitaux et de diversification des portefeuilles se fait évidente : la C.I.P. (Compagnie Internationale du Papier) se retire du Témiscamingue et ses investissements sont repris par Tembec qui relance la transformation de la matière première régionale... Les capitaux de la famille Perron de La Sarre se consolident et se diversifient sur plusieurs fronts : Normick Perron Inc., Donohue-Normick Inc. (l'usine ultra-moderne de pâtes à papier d'Amos) et la Corporation de Gestion La Vérendrye. Le puissant groupe Domtar possède d'importants investissements à Lebel-sur-Quevillon. D'autres groupes importants sont également présents dans la région. À ce propos, le tableau ci-joint n'est pas exhaustif ; il sert uniquement à illustrer la pénétration des capitaux nationaux et internationaux dans la région. D'une certaine manière, il sert aussi à démystifier la fameuse « périphéralité » de l'Abitibi-Témiscamingue.

## 4. Sur-exploitation de la main-d'œuvre dans les activités exportatrices.

Ce trait maintes fois signalé par les tenants de l'école de la dépendance constitue tout un chapitre encore à écrire dans le cas de la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Les luttes des travailleurs forestiers et miniers dans la région tout au long de ce siècle commencent à peine à être compilées et analysées[15].

14. Nicole BERTHIAUME : *Rouyn-Noranda : le développement d'une agglomération minière au cœur de l'Abitibi-Témiscamingue*, cahiers du Département d'histoire et de géographie, Collège du Nord-Ouest, Rouyn, 1981, p. 21.
15. À propos du secteur minier, voir Benoit BEAUDRY-GOURD : « Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue 1981–1950 », Collège du Nord-Ouest, cahiers du Département d'histoire et de géographie, travaux de recherche, n° 2, 1981.

Face à la complexité croissante des activités extractives et industrielles exportatrices, les travailleurs se voient confrontés aussi à leurs propres divisions (ils se partagent entre syndicats de « boutique », syndicats provinciaux, pan-canadiens et nord-Américains) et aux méthodes de gestion du personnel de plus en plus sophistiquées de la part des corporations locales. Les conflits récents dans le secteur forestier régional ne sont qu'un exemple des effrontements constants liés tant aux transformations technologiques, aux luttes pour la prise de contrôle des ressources naturelles qu'à la conjoncture internationale (fluctuations des marchés).

## 5. Problèmes sociaux de la croissance et du « développement ».

Quoique territoire vaste et souvent considéré peu développé, l'Abitibi-Témiscamingue n'échappe pas aux méfaits issus de l'exploitation désordonnée de ressources, qu'il s'agisse de pollution, de destruction de l'environnement, de conditions de travail dangereuses pour un grand nombre, ou d'incertitude face à l'avenir immédiat. La région est connue par son taux officiel élevé de chômage global (une moyenne d'environ 14% pour 1981) qui reflète guère le véritable sous-emploi des ressources humaines de la région, surtout les jeunes et les femmes. Le manque de structures économiques adéquates provoque aussi des violentes fluctuations saisonnières de l'emploi et une mobilité forcée de la main-d'œuvre vers l'extérieur de la région. Quant à la démographie régionale, le tableau est toujours peu reluisant : l'Abitibi-Témiscamingue accentue le phénomène de stagnation qu'on connaît à la grandeur du Québec. Selon les dernières données du recensement de 1981, le comté fédéral de Témiscamingue recule de 52 871 à 52 003 habitants, c'est-à-dire de 1,6% de sa population depuis 1976. Cette situation exprime bien le blocage économique de la région.

## 6. Centres de décision exogènes à la région.

La présence exceptionnelle dans la région d'entreprises transnationales dont la production est axée sur

les besoins des marchés internationaux consacre l'absence réelle des habitants de la région dans la prise de décision qui affecte directement sa façon de vivre et son avenir, de même qu'elle soustrait ces mêmes décisions au test critique des électeurs et de leurs députés locaux.

Les liens économiques que l'Abitibi-Témiscamingue entretient avec la région métropolitaine de Montréal, avec l'Ontario (Toronto en particulier) et la région de Hull-Ottawa ont été historiquement ceux de la dépendance (financière, commerciale, en approvisionnements, en information, politique et finalement culturelle).

Avec l'arrivée au pouvoir à Québec du Parti québécois, un certain mouvement de repatriement des décisions dans la région semble amorcé. Ainsi, le plus jeune député péquiste à l'Assemblée Nationale, représentant du comté Rouyn-Noranda-Témiscamingue affirmait tout récemment : L'Abitibi-Témiscamingue...

> «est une région morcelée en nombreuses communautés réparties aux quatre coins d'un vaste territoire, encore empreinte d'un climat politique nettement colonial, avec un cœur économique alimenté de mines, forêts et agriculture, cette région exporte beaucoup de richesse...» et à propos des services de santé régionaux : «... l'Abitibi-Témiscamingue sort tout juste de sa période coloniale. Parallèlement, les caporaux du colonialisme (la machine bureaucratique) ont récupéré le pouvoir sur les services de santé»[16].

Dans le même sens, le député de l'Abitibi-Ouest et actuel ministre d'État à l'aménagement, François Gendron vient d'affirmer :

---

16. Gilles BARIL : «Les services de santé en Abitibi-Témiscamingue» dans Journal *Le Devoir*, 2 décembre 1981, page 9.

«Pour quelqu'un qui vit dans une région périphérique, le développement régional est une réalité qui a plusieurs sens. J'insiste : c'est d'abord une réalité qui repose sur la certitude que les régions ont, en elles-mêmes, le secret de leur dynamisme et qu'elles possèdent suffisamment de force pour générer leur croissance »[17].

Et selon ce même Ministre québécois, l'État provincial s'oriente décidément vers un développement axé sur les préoccupations régionales. Reste à définir ce que sont les préoccupations de l'Abitibi-Témiscamingue et dans quel sens l'interventionnisme d'État pourra s'accommoder des prises de décision du capital international et même du gouvernement fédéral. Cet aspect constitue néanmoins un enjeu fort intéressant dans une perspective dite «d'autodéveloppement régional» selon l'expression de l'économiste Paul Prévost[18].

## 7. Vulnérabilité de l'économie régionale face aux fluctuations des marchés internationaux

L'Abitibi-Témiscamingue vit péniblement les hauts et les bas des prix internationaux (or, cuivre, bois). Les marchés et les bourses pour ces marchés sont à l'étranger. Il y a absence de politiques anticycliques visant à diminuer les secousses qui se font sentir en termes de fluctuations importantes des investissements, de l'emploi, incertitude pour la population en termes de formation, d'éducation et de stabilité. Ainsi, par exemple, le long débat à propos de la mise sur pied d'un fonds minier demandé par les travailleurs abitibiens n'a trouvé que de l'indifférence de la part des compagnies minières, l'un de leurs représentants allant jusqu'à qualifier le projet de «socialiste»!

---

17. Interview de Marie-Agnès Thellier avec le Ministre François Gendron, dans le journal *Le Devoir*, 24 janvier 1982, p. 15.
18. Paul Prévost : «Développement régional ou auto-développement régional ?» dans le journal *Le Devoir*, 14 janvier 1982, p. 34.

Momentanément reconnu légitime par certains politiciens locaux, il a été relégué aux oubliettes la première occasion venue.

On pourrait aussi formuler l'hypothèse d'une détérioration des termes d'échange entre l'économie régionale et les régions métropolitaines, c'est-à-dire d'un accroissement de l'écart entre les revenus provenant des activités exportatrices relativement décroissants et les dépenses d'importation relativement croissantes[a].

## 8. Rôle de l'orientation politique de l'État dans la situation de dépendance.

Étant donné la puissance croissante de l'appareil de l'État dans les économies actuelles, le rôle de celui-ci face aux situations de sous-développement et de dépendance s'avère décisif. Le cas de l'Abitibi-Témiscamingue s'inscrit dans la dialectique de pouvoir politique et économique entre le Québec et le reste du Canada, où Ottawa et Toronto se partagent le leadership. Dans ce contexte, le Parti québécois au pouvoir développe une stratégie interventionniste apparemment favorable au développement des régions. Afin de se doter des moyens nécessaires à une telle politique, le gouvernement actuel a renforcé de manière évidente le rôle et la portée des entreprises d'État : REXFOR, SOQUEM, SOQUIA, Société générale de Financement, Caisse de Dépôt et Placement, pour ne citer que quelques interventions ayant une influence certaine sur l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue. En effet, tandis que les trois premières sociétés possèdent un mandat clair en termes de production et transformation de richesse (forestière, minière, agricole), les deux dernières jouent plutôt un rôle d'agent financier en vue de certaines prises de contrôle stratégiques. À ce propos, on

---

a) Il s'agit évidemment des achats de produits venant ou transitant par les métropoles.

voudrait mentionner ici deux opérations de prise de contrôle («take-over») spectaculaires de la part de ces entreprises du Gouvernement du Québec qui pourraient avoir des conséquences importantes sur l'économie abitibienne.

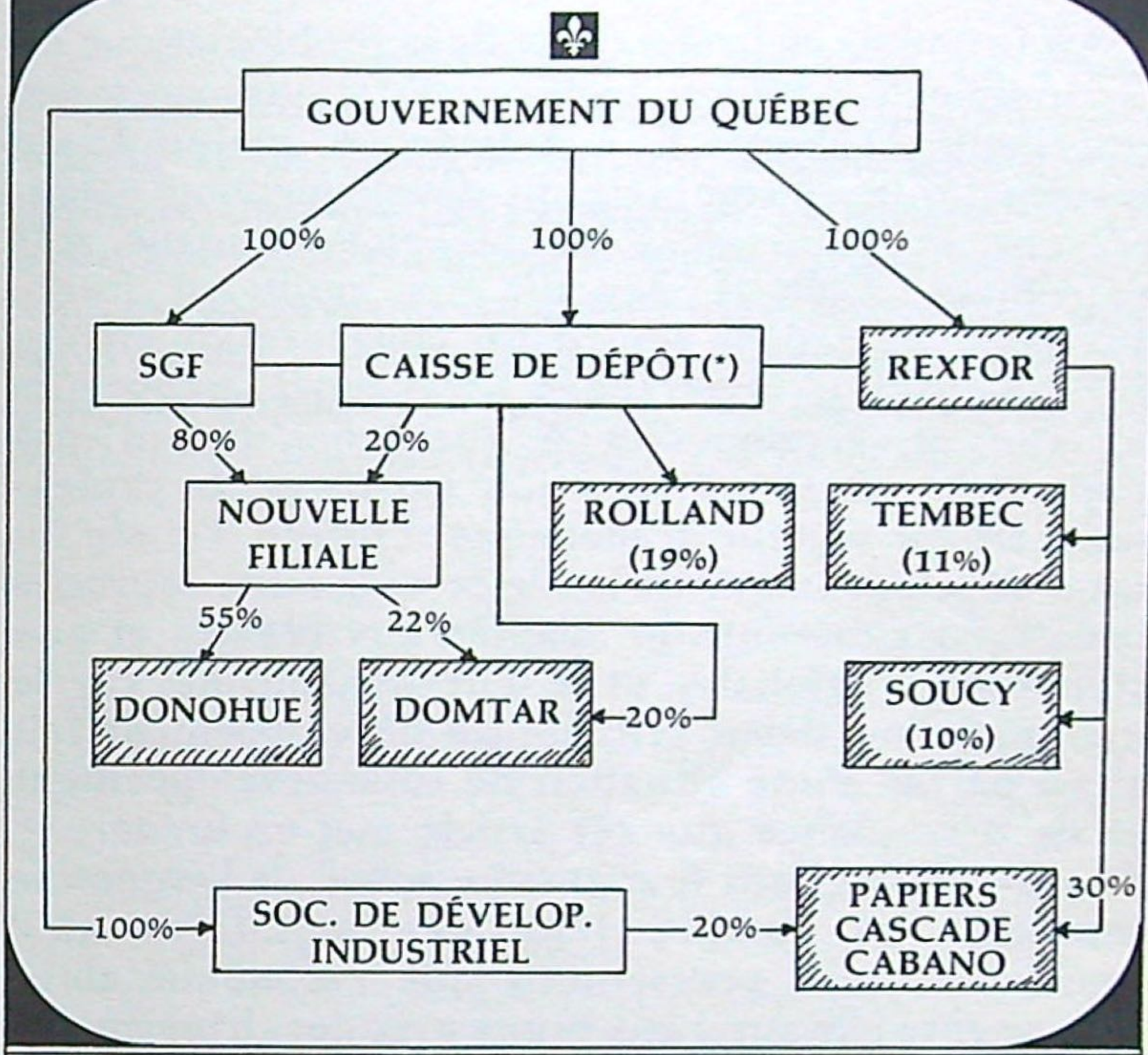
La première de ces opérations a permis à la Caisse de Dépôt et de Placement en alliance avec Brascan (des capitaux internationaux des frères Bronfman) de partager la prise de contrôle de Mines Noranda par l'intervention d'une nouvelle société de gestion, Ressources Brascade, dont le seul actif en 1981 consistait en 49% des actions de Mines Noranda. Ressources Brascade est contrôlée à 100% par Placements Brascade, laquelle à son tour est à 70% dans les mains de Brascan et 30% de la Caisse de Dépôt [19].

Plus récemment, la Société Générale de Financement (SGF) a acquis un bloc de 22% du capital-actions de Domtar Inc. de Montréal (chiffre d'affaires de 1,3 $ milliards en 9 mois de l'exercice 1981) au coût d'environ 140 $ millions de dollars [20]. Ajouté à certains autres actifs des sociétés d'état, soit 20% du capital-actions de Domtar détenu par la Caisse de Dépôt et de Placement et 55% du capital-actions de Donohue détenu par la SGF, Domtar et Donohue deviennent des compagnies avec d'importants investissements en Abitibi-Témiscamingue. Il est évident que l'État québécois, via ses entreprises publiques est en train de s'installer de manière importante dans l'industrie des pâtes et papiers et de la transformation du bois de la province, comme on peut le voir dans le graphique suivant, extrait du journal *Les Affaires*. En ce qui a trait au contrôle de l'exploitation des ressources, le secteur de la transformation des ressources naturelles de l'Abitibi-Témiscamingue serait donc un chapitre de la bataille entre le

---

19. Voir journal *Finance*, 30 novembre 1981, p. 25.
20. Voir journal *Le Devoir*, 14 janvier 1982, p. 9 et *Les Affaires*, 16 janvier 1982, p. 2.

**Implication de l'État québécois dans la propriété des entreprises du secteur des pâtes et papier**




* **La Caisse de dépôt détient aussi des participations de près de 5% dans Consolidated-Bathurst et de près de 6% dans le Canadien Pacifique (qui possède 100% de CIP).**
*Graphique : LES AFFAIRES. 16 janvier 1982.*

gouvernement du Québec et les capitaux de l'establishment canadien et québécois. Cette bataille s'inscrit ainsi dans celle du contrôle des matières premières à l'échelle mondiale[21] dont les conséquences pour les pays sous-développés constituent l'une des principales raisons de l'émergence de l'école

21. Voir à ce propos P. ORDONNEAU : *La bataille mondiale des matières premières*, éditions Économie et Humanisme/Les Éditions Ouvrières, Paris, 1979.

de la dépendance avec ses analyses critiques de la stratégie libérale-capitaliste du développement.

* * *

Au terme de ce bref exposé de la problématique de l'économie de la région, trois constatations principales émergent. D'abord, il y a urgence qu'une étude systématique et complète du développement passé, présent et futur de l'Abitibi-Témiscamingue soit entreprise. Celle-ci devrait être multi et inter-disciplinaire, dans le sens d'une collaboration étroite entre historiens, géographes, sociologues, animateurs sociaux et économistes :[22] mais ne devrait pas s'appuyer sur la contribution exclusive de professionnels du secteur académique. Ensuite, l'étude du sous-développement de la région exige une approche théorique cohérente et adaptée aux réalités et aux structures régionales et à leur dynamisme, car le manque d'un débat critique du développement fait aussi partie d'une situation de sous-développement et de dépendance que cet article met en lumière[23]. Dernièrement dans le marasme actuel de l'économie mondiale et compte tenu des mutations qu'il engendre, nous pressentons que l'économie abitibienne sera elle aussi aux prises avec des changements structuraux majeurs ; la non-disponibilité d'un modèle alternatif de développement et d'une réflexion critique à ce sujet peuvent constituer un handicap et être à la source d'inertie face à d'éventuels blocages.

Au terme de notre travail, nous voudrions revenir à la question posée tout au début concernant l'approche la plus valable à l'étude de l'économie de la

---

22. L'équipe travaillant pour les Cahiers du Département d'histoire et de géographie du Collège du Nord-Ouest à Rouyn fait un travail remarquable à ce sujet.
23. Dans ce sens le Centre d'études universitaires de la région remplit mal son mandat en tant qu'agent de transformation et de critique social, cantonné comme il l'est à la dispensation de diplômes et à une formation très conservatrice et limitée de la jeunesse régionale. Les problèmes structuraux et politiques de ce Centre font partie de la situation de dépendance de la région.

région. Nous remettons en question l'analyse économique dominante car elle biaise et masque plus qu'elle explique. Nous croyons à l'existence des approches alternatives.

Le caractère exploratoire de cet essai ne nous permet évidemment pas d'affirmer avec certitude que l'Abitibi-Témiscamingue est une région sous-développée et dépendante au sens de la théorie de la dépendance mais envisager le développement régional et ses problèmes sous cet angle ouvre, selon nous, des pistes utiles à une meilleure compréhension du dynamisme passé et présent de l'Abitibi-Témiscamingue et du sort réservé à ses habitants.

*Louise Anaouïl*

# De l'autre côté

On ne voit plus autant d'originaux maintenant. Mais des camions. C'est comme ça que les accidents arrivent. J'ai suivi un 2 tonnes plein de copeaux durant au moins une heure. Sur le nouveau chemin en tout cas, ça roule. Il a plu à partir de Mont-Laurier. Vingt kilomètres de boue. Ça grouillait d'Américains en chasse. Bah, l'asphalte est encore pour l'année prochaine. Il y avait un chargenement de bois renversé dans la grande côte. À Montréal, il pleuvait, à Labelle, il neigeait, dans le parc, ça été l'hiver en pleine face. Tout le convoi de Beauce Carnaval à dépasser ! Et le soleil qui plombait. Maudit parc.

L'orgueil aussi : après nous, le nord.
Nous vivons loin. De l'autre côté.

La brunante surtout était dangereuse : c'était l'heure des orignaux. Grandes ombres imprévisibles que les conducteurs craignaient. Les enfants eux, les désiraient. Croyaient les reconnaître dans chaque creux de forêt, chaque rocher un peu plus découpé. Se fatiguaient les yeux, s'endormaient.
— Un orignal !
La bête s'éloignait trop vite. Ou restait immobile, immense, à regarder peut-être cette automobile qui s'éloignait trop vite au goût des enfants, stupéfaits par la taille de l'animal, inquiets de sa vie, incertains qu'ils sont des frontières entre les mondes.

Non-lieu des forêts où nous sommes laissés à nous-mêmes.
Terrés dans ce ronronnement qui doit nous mener.
Plus loin.

Ils étaient quatre : deux hommes, deux femmes. L'un d'eux levait le pouce. L'autre se penchait sous le capot d'une *minoune* bleue :

— Peut-être bien qu'à Dorval, y aura un mécanicien. Même si y en a pas, vaut mieux être tous ensemble où y a du monde. Hein ? On peut bien se serrer un peu. Vous voyagez tout le temps toute seule ? Moi, je serais pas capable. On sait jamais. Malgré qu'on savait bien que le char nous ferait peut-être du trouble. On se dit toujours qu'on va traverser. Mais comme de fait, ça lâche en plein bois pour mal faire...

La dérive douce des pensées entre le défilé des berges brutes. Le film de nous-mêmes qui ne sera jamais tourné.

Le parc, par beau temps.
Panoramique de la mer verte. L'éclat bleuté, intermittent, des corneilles qui planent au soleil. Les lacs comme des mares. La route creusée dans la forêt, profonde.
Plan rapproché d'une petite auto jaune qui la dévale (120 km/hre, sauf dans les montées). D'en bas, les lacs sont éclatants d'espace à travers la pauvreté touffue du bois. Les vitres de l'auto sont ouvertes. Du reggae pétillant s'en échappe, se consume immédiatement dans le paysage. Le conducteur prend une cigarette, farfouille parmi les cassettes, retrouve le briquet, maintient le volant des coudes pendant qu'il s'allume, se rencoigne dans son siège, l'avant-bras appuyé sur la portière. Heureux.

Début novembre. La pluie (ou la neige) glaciale. La route en chantier étale du sable roux et terne entre les deux rangées d'épinettes rachitiques. Les machines jaunes sont arrêtées, dispersées. Les hommes doivent être en train de manger. Quelqu'un chante à pleine gorge. La pompiste parle de la température, du mauvais chemin, du traffic :
— Ils devaient arrêter la semaine passée. Il commence à faire froid.
Assis sur sa machine, les jambes pendantes, l'homme chante. On ne distingue pas les mots, seulement l'énergie de la voix lancée à travers la brume du froid qui s'étend. En fait, il gueule.

— Les hommes sont écœurés, ajoute la pompiste avec un air de compréhension touchant.

J'ai déjà compté les poteaux de téléphone jusqu'au premier village (d'un côté ou de l'autre). Dans l'odeur de pomme, de plastique et d'air réchauffé. La tête vidée par la constance du mouvement. Nous changions souvent. T'sais la chanson qui commence par «Dans la nuit profonde...» pendant que l'auto se reserrait autour des nuques familières dans l'obscurité des fins de voyage.

Quelqu'un m'accompagnait tout ce temps-là. Une silhouette qui courait au bord de la forêt. Je la regardais courir, des milles et des milles. Sans aucune pitié. Elle devait m'accompagner durant ce temps suspendu. Durant toute la traversée.

Et l'autobus bondé du temps des Fêtes. Les vitres ordinairement si sales que voyager de jour n'apporte qu'une lumière brunâtre. Les têtes et les toux. Les raclements et les pleurs d'enfant. Les oscillements vers la toilette. Et les conversations par acquit de conscience. Le corps de trop. Ce parc odieusement long et cahotant.

(1 heure en avion. Mais $...)

Il nous appartient pourtant. Avec l'ennui. La distance. La beauté et son indifférence fragile.

Sortir. Se faire trimbaler par n'importe quelle piste vers n'importe quel lac. Choisir la rive ou la colline à-point-de-vue. Faire pipi. Recenser les plantes environnantes au cas où il y aurait prétexte à bouquet. (Les saisons du parc dans l'histoire des bouquets). Reconnaître la fraîcheur de l'air. Se servir un café en dévorant un sandwich hongrois à la saucisse piquante (pas encore assez). Tranquillement.

La première neige nous a laissés à quelques secondes du monde. À écouter son glissement de silence sur le roux clairsemé. Elle tombe partout. Et tout nous ignore. Il vient des goûts de tomber. Doucement.

La tortue allait son chemin de tortue sur la route. Tellement large pour une tortue. Elle n'aurait probablement pas le temps de traverser avant les autos que je voyais venir. Freiner, débarquer, la ramasser, la traverser. Petites pattes plissées gigotantes une seconde sur les paumes. Remonter, démarrer. Gênée.

— Beurk ! J'aime pas les sandwiches aux tomates. Le pain est tout mouillé !
— Donne-le à ton père.
— Regardez ! Un petit suisse !
— Ça s'appelle un tamia rayé.
— Est-ce que ça mange les sandwiches aux tomates ?

L'orignal ne bougeait pas. Nous l'avons vu en même temps. Mon père a freiné, s'est presque arrêté devant l'animal dressé au bord de la route. Il n'a pas bougé. Durant une éternité, il n'a pas bougé. Puis, il a brusquement fait volte-face et a galopé vers le bois. Bizarrement au ralenti. Ses sabots qui s'enfonçaient dans la terre meuble. Et je sentais mes sabots s'enfoncer dans la terre meuble. Jusqu'à ce qu'il disparaisse. Je ne sais pas si mon père se souvient de cet orignal-là.

Et le renardeau rouge et noir. Dansant de peur au milieu du chemin. Lui laisser tout le temps de s'enfuir. Pour l'admirer.

Les camions perchés sur les côtes ou rangés près des tables à pique-nique. Carcasses inertes, inoffensives. Le chauffeur dort.

Ce soleil écrasant. Le gars me contait sa vie. Quand il me débarqua à la fourche de Senneterre, mon tee-shirt rouge avait déteint de chaleur sur le dossier en cuirette blanche de son auto sport de l'année.

Franchir les « barrières » où l'on nous demandait jadis :
— Vous avez traversé ?
Mais rien n'indique encore l'autre côté.

*Serge Tessier*

# Dossier santé : des réflexes de colonisés ?

> Puisse cette réflexion engendrer le goût indissociable du questionnement et de l'engagement « de la lutte et du plaisir, en un temps où les multiples fonctions spécialisées dévorent progressivement l'effervescence tumultueuse de la vie ».
>
> Bartholomé BENNASSAR

Cet article apporte le point de vue d'un ex-employé du réseau des affaires sociales qui continue d'observer le déroulement du développement des services socio-sanitaires dans la « *région 08* », à travers les média écrits et parlés, en assistant aux assemblées publiques des établissements de santé et sociaux dont le conseil d'administration ne siège pas à huis clos, et enfin grâce à certaines antennes demeurant toujours branchées à l'intérieur de ce réseau et qui émettent parfois des sons bien curieux.

## L'Abitibi, assiégée et prise en otage

Ce qui retient donc notre attention ces temps-ci quand on pense santé dans notre belle région éloignée mieux connue sous le nom *d'Abitibi*, c'est l'impasse qui semble régner dans l'organisation et la distribution des services prévus à une population inquiète de trouver une réponse à ses besoins de contrer la maladie.

Bien sûr, on entend moins parler des traditionnelles et toujours actuelles attentes de 4 à 5 heures dans les diverses salles d'urgence ; elles laissent maintenant la manchette aux deux nouveaux virus, appelés *tutelle* et *pénurie d'effectifs médicaux*. Ces deux derniers ont fait leur apparition officielle au début de

1981 et semblent bien vouloir s'installer chez-nous pour de bon. Peut-être ont-ils trouvé ici des conditions climatiques favorables à leur développement surtout depuis les dernières tempêtes qui ont laissé plusieurs centimètres de *coupures budgétaires*.

On aurait dû cependant s'en douter, un front froid (lire la visite du ministre Pierre Marc Johnson) était venu en messager pour nous en avertir. Pourtant comment se fait-il que de telles crises surviennent encore avec tous les progrès et les modernisations apportés ces dernières années par l'appareil législatif, i.e. le Chapitre 48, le Chapitre 20 et tout dernièrement la loi 27.

## Une région comme les autres

Nous entendons partout et mêlé à toutes les sauces, un discours où décentralisation rime avec libération et où le mot participation en fait autant avec gestion. Des espoirs de rapprochements sont évoqués et la population est appelée à s'intégrer aux centres de décisions des divers établissements et organismes.

De même, nous assistons au déploiement d'une multitude de structures aux sigles rébarbatifs tels: M.A.S., CRSSS, DSC, CH, CLSC, CH-CLSC; CLSC-CH, CSS, CSST, C.T., C.A. et j'en passe, où bonne administration est devenue synonyme de fusion. Elles ont comme mandat d'intervenir pour gérer les services en ayant à leur disposition tout un arsenal d'experts appelés technocrates.

À cela s'ajoute toute une panoplie de nouveaux outils servant à la programmation et à la gestion et appelés *indicateurs* de santé ou de performance, tels: taux de natalité, de mortalité néo-natale, bilan migratoire, pyramide des âges, P.P.B.S., B.B.Z., P.E.R.T., etc.

L'heureux mélange de tous ces ingrédients devrait au moins nous garantir une plus grande harmonie dans le fonctionnement de ces organisations et dans l'accessibilité à toute la gamme des services sociaux et de santé. En effet, il ne peut nous arriver que le meilleur lorsque la volonté politique qui est inscrite dans le discours social-démocrate est secondée par une multiplicité d'établissements spécialisés et par des intervenants sur-équipés et sur-informés d'informations informatisées.

Nous ne prétendons pas qu'avec de telles ressources et moyens, il ne devrait plus y avoir de difficultés, mais nous postulons qu'on devrait être plus en mesure de ne pas laisser les problèmes se développer d'une part, et d'autre part, de mieux aborder ceux qui nous échappent.

**Le monde est donc jamais content**

Or ce n'est pas tout à fait comme ça que ça se passe, car il survient des accidents de parcours, et ce qui retient notre attention, c'est la façon dont «*on manèdge*» les problèmes qui se présentent et l'absence d'originalité régionale. Le scénario semble calqué sur un quelconque modèle provincial. Je questionne ici beaucoup plus le modèle que les individus qui, dans les organismes et établissements, contribuent à le maintenir. Ce modèle est logique et articulé et il fonctionne habituellement selon un déroulement qui se rapproche des trois (3) étapes suivantes :

1. D'abord les gérants régionaux en poste nou propose une kyrielle de solutions techniques genr ordinateur : j'ai plus de solutions que vous n'ave de problèmes ; essayez donc celle-là ! On multiplie l'infini et désespérément les combinaisons stru tures, experts, indicateurs ;

2. Quand ces premières tentatives s'avère inefficaces et que la situation demeure prob

matique, ces grands commis débutent les *pélérinages à Québec*, de même qu'ils utilisent d'autres solutions qui consistent à aller chercher du renfort à l'extérieur de la région : on continue de transférer plusieurs malades à Montréal (au coût de 700 000 $ par année), on importe des *urgentologues* volants et enfin on forme des comités de recrutement de médecins qui vont aller vendre l'Abitibi (la chasse, la pêche et quoi encore !) dans les facultés de médecine, parce que le système de bourses gouvernemental n'a pas réussi à nous amener les « vannes » de médecins anticipées.

3. Pendant que ces dispositifs se mettent en place, on ne craint pas d'employer les grands moyens et de demander des tutelles, des interventions directes de gens de l'extérieur, plus compétents, plus capables de mater définitivement les établissements récalcitrants, car on ne trouve pas encore dans ce coin de pays des gens capables d'assez de jugement, de clairvoyance et ayant en même temps les qualifications et expériences requises. Au fait, quand donc pour la dernière fois des gens d'ici sont-ils allés offrir ce service dans d'autres régions du Québec ?

En résumé donc, on technicise les problèmes et en cas d'échec, on est légitimé de les politiser. Tout le temps que dure ce scénario, on se préoccupe peu de la population dont certains de ses représentants siègent aux conseils d'administration des établissements en difficultés. Comme c'est le cas pour l'ensemble de la population, on leur suggère de s'abandonner aux technocrates pour la gestion et aux divers professionnels pour leurs problèmes sociaux et de santé. En cas d'insatisfactions plusieurs services de plaintes sont en place afin d'enregistrer le mécontentement et, si possible, éventuellement compléter l'information et faire des recommandations à qui de droit. Ce qui a comme conséquences qu'on gère l'humain cas par cas, par morceau, symptôme par symptôme, et qu'on oublie d'inventorier toutes les nécessités et

les possibilités qu'il a de se gérer tant sur le plan personnel que collectif. Et on s'étonne que la population réagisse plus ou moins aux situations alarmantes comme la pénurie de médecins par exemple. Ne serait-ce pas qu'elle croit encore que les experts vont trouver enfin la réponse à ce problème, ou bien qu'elle s'est faite une idée assez juste du scénario actuel et refuse d'y participer sachant bien l'importance de la place qu'on lui réserve. Elle a peut-être saisi que ces changements structurels ne sont pas accompagnés de leur composantes culturelle et politique, et que le mot *participation*, inséré dans la loi 65, n'était finalement qu'une parade ne pouvant qu'engendrer une décroissance exponentielle de la mobilisation populaire. Eh oui, c'est pas mal ça actuellement la situation de la santé chez nous. Qui l'eut cru ? Bien sûr, en lisant le texte précédent, on croirait lire une analyse théorique globale et ne pas y retrouver grand-chose de l'Abitibi. C'est pourtant bien de cette région qu'il est question, (région 08 pour les technocrates), dirigée par des modèles extérieurs et que l'extérieur n'hésite pas à envahir quand le modèle n'est pas suivi à la lettre, et ce, tant au niveau des ministères que des autres organisations provinciales. Par exemple, lors de la fin des débrayages des médecins de Rouyn pour alerter les autorités compétentes et la population sur la pénurie, même ces derniers n'ont pu signer un protocole particulier d'entente, leur Fédération provinciale s'y opposant.

Pourtant dans un article de Luc Loslier [1], citant une récente étude de Santé et Bien-Être Social Canada, nous apprenons que «pour des causes et des structures de causes différentes, la source essentielle du problème se trouve au même endroit : dans l'environnement où il faut entendre environnement social et environnement physique, (...). Il faut déduire qu'il est

1. Loslier, Luc, *Aperçu de la mortalité générale au Québec,* Le médecin du Québec, p. 83 à 91, mars 81.

possible d'agir sur la santé publique en agissant sur l'environnement et le mode de vie (...)»

Qu'est-ce qui fait que la grande majorité de ceux qui habitent et connaissent leur environnement ne sont jamais conviés, écoutés, et/ou respectés lorsque vient le temps de le *panser*, de le *repenser*.

Ce qui nous frappe finalement, c'est le peu de réflexion collective et l'absence quasi totale de questionnement de ces modèles d'action. Sont-ils adaptés à notre mentalité, culture, modes de vie, à notre territoire caractérisé géographiquement par son étendue, son isolement et sa dépendance. Est-ce possible que ces approches et procédés nouveaux ne soient pas adéquats et qu'à leur façon ils génèrent plus de problèmes qu'ils n'apportent de solutions. Il y a quelques années, lorsque les gens ont réalisé que le chauffage à l'huile devenait de plus en plus dispendieux, que 50% de la chaleur s'échappait par la cheminée et que les maisons étaient insuffisamment isolées, ils se sont tournés vers un ensemble d'autres moyens pour satisfaire ce besoin.

**En as-tu toé des meilleures solutions ; dis-nous les qu'on voit si elles sont réalistes ?**

Dans cet ordre d'idée, existe-t-il encore des espoirs de nous voir franchir les diverses impasses et culs de sac que constituent ces solutions traditionnelles pour résoudre les problèmes de santé dans une région éloignée ? Si l'on s'arrête un instant pour regarder comment on a contourné des difficultés semblables dans d'autres secteurs de la vie socio-économique régionale tels la forêt, l'alimentation, les communications et la culture, on constate que des groupes de citoyens ont trouvé eux, des réponses nouvelles alors que sont apparus, conçus et «runnés» par des gens «d'icitte», des coop forestières, alimentaires, deux stations de radio MF, des troupes de théâtre, et j'en oublie sûrement.

Pourquoi ces possibles déjà réalisés ne seraient-ils pas aménageables ou transférables dans le secteur de la santé en général ? Et y a pas mieux comme période pour changer des vieilles habitudes, que celle de la crise où les enjeux apparaissent souvent plus clairement à tout le monde (en lisant un peu entre les lignes, cependant !). Donc, on serait dans le bon temps pour faire des changements et peut-être pourrions-nous essayer de la façon suivante :

— Comme condition préalable et générale pour développer de nouveaux possibles en santé en Abitibi, il serait utile de cesser de publier de grandes études telles *Nouvelle Perspective de la Santé des Canadiens*, où les solutions retenues sont habituellement trop globales, trop à long terme et finalement trop dispendieuses pour notre époque de compressions budgétaires. En adoptant trop souvent ces grandes orientations comme cadres de référence, on est porté à minimiser d'autres facteurs plus immédiats, plus pertinents à l'amélioration de nos conditions de vie, comme la volonté de certains groupes communautaires à prendre en charge l'aide à domicile, l'information sur certains aspects de la prévention, etc. Comme autre condition préalable, il serait sûrement facile de faire plus que d'inscrire le nom de Valentine Lupien sur un avion spécial destiné au transport urgent des malades de notre région vers Montréal et Québec. Il devrait être possible de se placer dans le contexte de vie quotidienne de cette *infirmière de colonie* et de voir comment on a répondu aux besoins de santé à cette époque ; avec quelle philosophie, quelle organisation, quelle implication de la population et quelles satisfactions apportées, compte tenu des circonstances différentes. Ces deux préalables bâtissant notre réflexion, poussons notre propos un peu plus loin.

— Si les administrateurs des établissements et organismes de notre région refusent de se redresser ailleurs que dans leur «*plan de redressement*

*budgétaire*», et de manifester une volonté politique face à ces ingérences de l'extérieur il devient impérieux, pour une population de développer une volonté politique nouvelle alternative (à batteries s'il le faut) car ceux qui sont branchés sur les divers mécanismes (courant direct) permettant de rétablir les situations difficiles, ne transmettent plus de signal suffisant pour que ces organisations vivent par elles-mêmes et du dynamisme particulier à leur environnement immédiat. L'époque du recours rassurant à des modèles techniques sophistiqués garantis à 100% (argent non remis en cas d'échec) est maintenant terminée.

En ayant en tête que la décentralisation que l'on vit en ce moment en est une d'encadrement et non d'auto-développement, est-il pensable que les bénévoles, les représentants de la population etc., cessent de se percevoir comme complémentaires aux experts et aux structures et amorcent graduellement un revirement de ce rapport. Est-il pensable tant sur le plan personnel que collectif, que le professionnel accompagne et supporte son patient, que l'expert gestionnaire informe et propose son point de vue au bénévole représentant de la population sur le conseil d'administration. Est-il pensable que les divers groupes de bénévoles puissent être mis à contribution autant dans les phases conception et planification, que programmation et évaluation des services socio-sanitaires ?

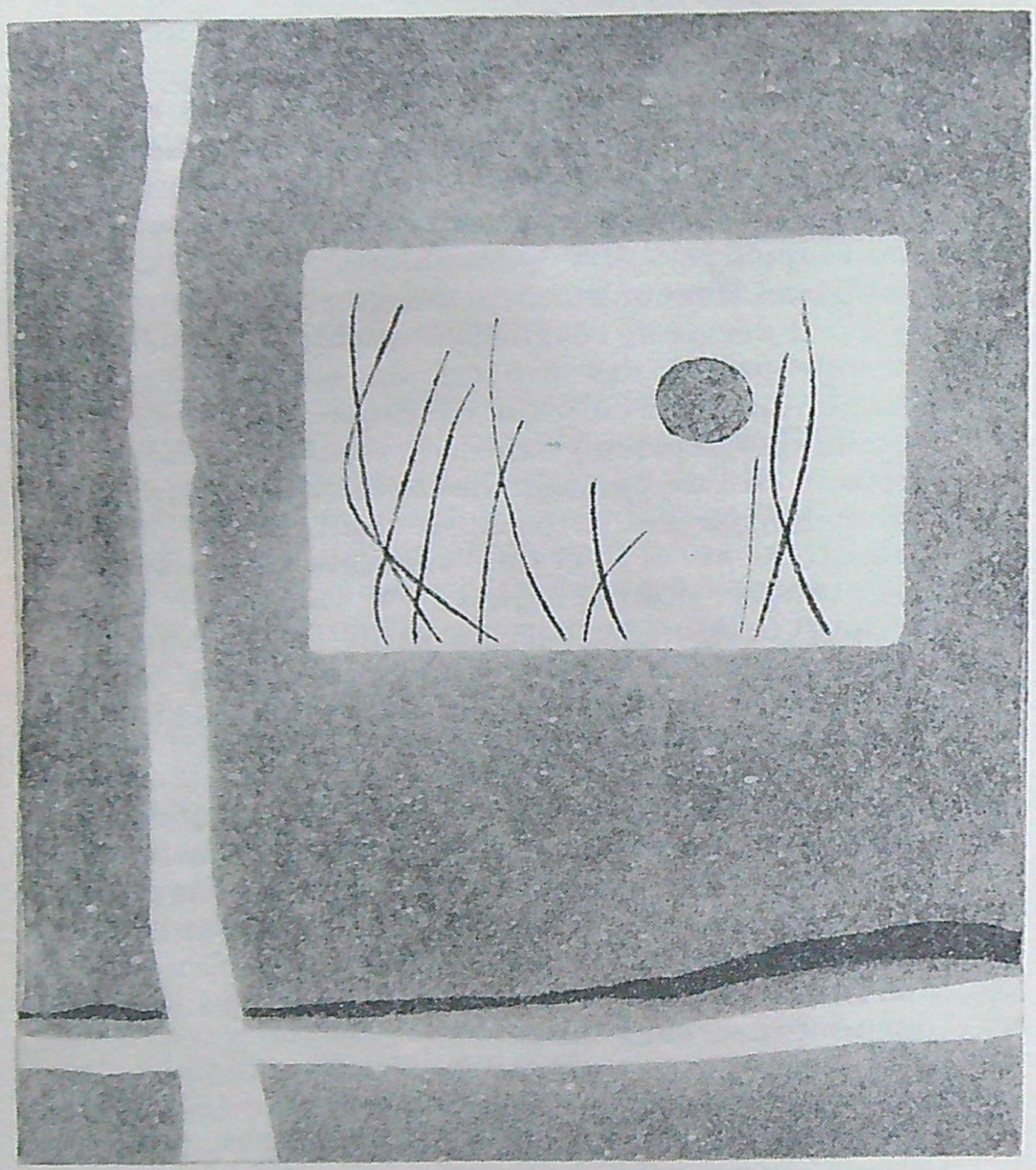
Est-il aussi envisageable que les agents (syndiqués et professionnels) des institutions en place puissent se percevoir comme acteurs responsables et solidaires par rapport aux actions qui s'y déroulent et, avec d'autres usagers (car ils en sont eux-mêmes), mobiliser leurs énergies pour grignoter une reprise en mains graduelle de ce système qui échappe, tant dans ses aspects cliniques qu'administratifs, à ses principaux destinataires, les usagers tant courtisés. Car si les travailleurs, dits professionnels, ont des droits légitimes à revendiquer et à faire respecter,

ne devons-nous pas également attendre d'eux une responsabilité et une volonté aussi grande de contribuer au renouvellement des capacités de cette *machine à guérir*.

Si ces divers possibles ne sont pas faits pour être vécus dans ce monde, dans cette période et enfin dans notre région, quelle marge de manœuvre reste-t-il à ceux et celles qui perçoivent de par leurs lectures, leurs expériences et leurs analyses, que la santé pourrait être *autrement* en Abitibi Témiscamingue ? Il reste la même marge qu'il restait à ceux qui ont décidé de réagir il y a quelques années en se réappropriant des aspects du secteur forestier, alimentaire et culturel. Il nous reste encore la possibilité d'asseoir les divers partenaires, de les réunir afin de partager des savoirs différents dans une égalité de pouvoir. Il nous reste, par des alliances et des gestes concrets, à essayer de s'entendre pour proposer et vivre des actions visant à démédicaliser la santé, à déprofessionnaliser les relations avec les spécialistes de tous genres, à démystifier et à débarrasser la gestion de tout ce qui la rend occulte.

Notre isolement géographique et psychologique nous prédispose à de telles attitudes d'autonomie, d'autogestion ; par contre, notre dépendance nous a habitués à nous fier plus souvent qu'autrement sur l'extérieur pour l'approvisionnement en denrées et pour tous les autres services qu'on ne trouve pas chez-nous.

Dans ce combat, laquelle de ces deux (2) caractéristiques propres aux abitibiens éloignés, peut-être colonisés, prendra le dessus avec tout ce qu'elle comporte de choix, de risques et de changements ? Croit-on réellement que personne ne puisse être prophète en son pays ?



Jacqueline Plante *Neige* Eau-forte 1978

*Robert Laplante*

# Au cimetière de Languedoc

et si rien n'avait bougé que l'ombre
au mur des âges tendres de la terre
si la pierre au jardin du mauve
n'avait blanchi que les reins meurtris
auriez-vous lu l'aube lourde
aux poulies des mines de l'abandon
auriez-vous su l'orbe et l'enfer
des fardoches du partir pour rien
auriez-vous dit que cela fût vain
pour la mémoire du monde à jamais
si seulement le bleu s'était donné bleu
pour l'amour du ciel et de la terre
auriez-vous cru que cela fût possible
de mourir au désert de ses rêves

*Daniel Martin*

# L'Université sans nom...*

Qu'après 11 ans d'existence le C.E.U.A.T.[1] se cherche encore une mission voire même une raison d'être a quelque chose d'aberrant. Si on voulait nuancer jusqu'à ne plus rien vouloir dire, on objecterait peut-être que cette quête d'identité est un signe de «conscience», que les autres universités ne se posent même pas la question, etc. et quoi encore ?

## Une université qui ne s'appartient pas

Donc, sans lettres patentes et sans mission particulière, cette structure (C.E.U.A.T.) est rattachée maintenant au siège social à Québec. Avant c'était à Hull et avant à Trois-Rivières. Depuis onze ans, elle n'a donc pas d'existence autonome. Depuis onze ans, elle est un peu à l'image de sa région : elle n'appartient pas vraiment aux gens d'ici, comme les mines par exemple. À cet égard le congédiement des 5 cadres «autochtones» en 1971-1972 a sans doute profondément contribué à indiquer aux gens de la région que l'université ne leur appartenait pas et que les vraies décisions se prenaient ailleurs. Cette saignée a aussi et surtout ralenti le développement d'une université collée à sa réalité régionale. Depuis onze ans, aussi à l'image des bâtisseurs d'ici, le C.E.U.A.T. accouche et avorte indisciblement de projets, d'innovations, de rêves, de solutions nouvelles. Depuis onze ans plusieurs ont espéré (et croient encore) que

---

* Pierre Beaulieu, Fernand Bellehumeur, Réal Boucher, Roger Guy, Jeanne Maheu et Clément Mercier ont collaboré à ce texte en fournissant les premiers inputs et en acceptant de revoir la première rédaction.

1. C.E.U.A.T. Centre d'Études Universitaires en Abitibi-Témiscamingue. Réseau Université du Québec.

s'implanteront ici des services universitaires originaux, collés à la réalité de l'Abitibi-Témiscamingue, affranchis du modèle de l'Université traditionnelle.

En 1970, il fallait former des enseignants. Et il fallait surtout les former ici; c'est à la suite de pressions des gens de la région que naquirent les premiers services en éducation. Quelques autres programmes virent le jour. Conçus ici, ils furent souvent arrachés de haute lutte parce qu'ils ne pouvaient être mis en application qu'après avoir été dûment approuvés par des gens de l'extérieur selon des normes universelles peu respectueuses des besoins particuliers : animation, travail social, sciences infirmières, enfance inadaptée, sciences comptables, sciences administratives... Une quarantaine de professeurs et plusieurs chargés de cours en font un mi-chemin entre une «université» et «un comptoir de cours». Les activités se déroulent à la grandeur de la région pour les étudiants à temps partiel (ils sont 1 500) de Chibougamau à Ville-Marie, de La Sarre à Val d'Or et à Rouyn pour les quelque 300 étudiants à temps complet.

Cette première mission de formation des maîtres, le C.E.U.A.T. s'en est bien acquittée. En dix ans il a aidé les enseignants et enseignantes de la région à se perfectionner souvent à partir de formules adaptées et originales. Comme ces «contingents» où syndicats d'enseignants, Commissions Scolaires et Université géraient le programme d'enfance inadaptée, s'entendaient sur les cours à suivre, les ressources, les lieux et moments d'activités. Ces formes ponctuelles de concertation, en plus de rapprocher l'université de son milieu, ont permis des regroupements dynamiques d'étudiants en perfectionnement. Ajoutons que ces perfectionnements se donnaient dans les localités mêmes des étudiants : c'était et c'est encore un défi que de seulement *aller* donner le cours.

Dans les autres programmes, on retrouve aussi des concepts issus des gens de la région. Le programme

d'animation en est un excellent exemple : à l'intérieur même du cheminement académique, des activités d'intégration servaient à épauler les développements personnels. Au delà de la quincaillerie, et plus important encore, une vision de société qui unifiait une équipe de professeurs-collaborateurs. Le programme de la maîtrise en éducation (rattaché à l'U.Q.A.R.) quant à lui, est issu directement de pressions d'étudiants d'ici. Conçu pour des étudiants à temps partiel, ce programme est centré sur l'étudiant «acteur professionnel» dans une organisation. La recherche-action qui le caractérise regroupe une équipe de collaborateurs de d'autres universités du Québec.

Ces quelques exemples illustrent la volonté d'autodéveloppement et la richesse adaptatrice et innovatrice de ceux et celles qui se sont décidés à assumer leur rôle d'initiateur. À quelques reprises donc, on a constaté des émergences prometteuses, mais qui se sont vite usées sur une logique bureaucratique abrasive, démotivante et étrangère.

À cette mission d'enseignement, se sont greffées des tâches traditionnellement connexes : la recherche et les services à la collectivité. Quelques recherches furent liées à des problèmes régionaux (les petites écoles par exemple), mais la majorité d'entre elles sont plus collées aux plans de carrière (doctorats) où aux formations et préoccupations professionnelles des professeurs. Le modèle du professeur universitaire doctorifié est malheureusement trop présent. On sent plus de pressions à se conformer aux exigences de l'idéal traditionnel qu'à le refuser fermement même s'il est peu compatible avec les services que nous offrons et devons offrir. Dans certains cas, les recherches donnent lieu à d'intéressantes collaborations avec d'autres organismes : ainsi le laboratoire d'électromyographie du C.E.U.A.T. travaille à traiter les maux de dos, avec le Centre Hospitalier de Rouyn-Noranda.

Du côté des services à la collectivité, on assiste à un ensemble de collaborations plus ou moins ponctuelles, très souvent, petites et discrètes, rarement intégrées à un projet d'ensemble: des enquêtes d'opinions sur la pollution, sur le développement du Centre-Ville, des collaborations à des organismes bénévoles, à des écoles, l'organisation de colloques, congrès, expositions. La présence à la région n'est certes pas évidente et encore moins centrée sur des besoins propres à la région. Les services à la collectivité sont plus souvent liés aux intérêts personnels des professeurs qu'à une volontée concertée. La qualité des participations n'est pas mise en doute: on peut toutefois croire que des regroupements autour d'objectifs à long terme optimiseraient les implications individuelles et seraient plus susceptibles d'initier des changements sociaux, culturels ou économiques.

L'éclatement ou la dispersion des préoccupations de recherche et de services à la collectivité témoigne de la difficulté du C.E.U.A.T. à ériger une permanence. À l'exemple des squatters qui s'établissaient provisoirement autour des mines, beaucoup de professeurs et d'administrateurs n'ont fait que passer. Incapables d'y retrouver une âme, ils n'allaient pas tous s'atteler à la tâche d'en bâtir une. Le cercle était vicieux: pas de projets d'ensemble donc pas d'équipe; pas d'équipe pas de projets d'ensemble. Chaque professeur se retrouve seul face à sa tâche individuelle. Et il a tôt fait de s'occuper de ses affaires personnelles qui sont au mieux liées à la spécificité de sa formation, au lieu de se centrer sur les objectifs des programmes auxquels il est attaché. On trouve trop peu d'équipes solides et ouvertes qui d'emblée situeraient le professeur (ancien et nouveau) dans une perspective de développement collectif. Que ça soit au niveau des programmes d'études, des projets de recherche, ou des services à la collectivité, il est inquiétant de constater que 40 professeurs, sauf quelques exceptions, n'aient pas réussi en 10 ans, à

drainer autour d'eux des équipes de collaborateurs qui rayonnent dans le milieu.

Les rares ralliements ordonnés étaient orientés sur l'interminable question du statut politique du centre universitaire, seul problème capable de rassembler les énergies. Et combien il fut énergivore ! Combien de marins et combien de capitaines se sont engloutis dans cette mer d'échecs successifs. Des luttes d'orientations et de contenus furent troquées pour des luttes de pouvoir. L'idée était et est encore de rapatrier le pouvoir décisionnel actuellement à Québec. Dans la lointaine époque c'eut été d'enrayer le siphonnage vers la T.E.L.U.Q. (Télé-Université) et vers le centre de Hull des sommes d'argent destinées à l'Abitibi-Témiscamingue. Une université dans une région dominée pouvait-elle être autre chose qu'une vache à lait pour les gros centres ? À qui profite la Baie James ? Aux Abitibiens ? Aux Cris ? Dans ce contexte, la lutte pour l'autonomie du centre de Rouyn prenait tournure épique. Ah ! les envolées oratoires ! Faut-il être propriétaire pour aménager son espace ? Le C.E.U.A.T. a souvent manqué en son sein d'administrateurs fermement décidés à bâtir pour ici. On se rappelle surtout de leur grande complaisance à l'endroit des administrateurs étrangers (les vrais). Peut-être à leur décharge étaient-ils surpris et heureux d'avoir au moins ce qu'ils avaient et se refusaient et se refusent encore à imaginer autre chose que ce que Québec veut leur donner. Peut-être aussi les professeurs se refusent-ils trop souvent de risquer d'assumer autre chose qu'une panoplie de reproductions d'images termes, importées de leurs formations hétéroclites et traditionnelles.

Mais voilà que la conjoncture économique et que celle aussi des clientèles pose problème à cette vocation traditionnelle du C.E.U.A.T. Peu d'enseignants à former et des coupures budgétaires ! Moins d'argent pour la recherche ! Une baisse des activités dans les sous-centres ! Toujours pas de mission particulière qui pourrait légitimer la présence de

services décentralisés, ou mieux encore qui pourraient financer cette même présence. L'insertion sociale déficiente du centre universitaire ne lui garantit pas d'appuis inconditionnels dans la communauté. C'est un peu gênant de le dire mais c'est probablement pour notre «beurre» mais sous le couvert du développement régional que nous accourons à la défense du centre universitaire. C'est d'ailleurs l'impression de plusieurs quand ils voient les professeurs d'université (de toutes les universités) qui s'émeuvent enfin, qui n'en finissent plus d'écrire aux journaux... il faut voir la gueule des journalistes lors des conférences de presse... pour comprendre un peu que nos préoccupations sociales sont soudaines.

## Un projet d'université

Mais de tout ce fouillis conjoncturel, quatre choses à retenir pour l'avenir : repréciser la mission enseignement, définir une mission particulière, enraciner l'Université dans son milieu et tout ça dans un contexte de coupures budgétaires.

Repréciser la mission enseignement, c'est d'abord consolider les acquis et secteurs viables, mais aussi proposer de nouvelles pistes en fonction des clientèles et aussi (en fonction) des besoins des gens de la région. À cet égard nous notons l'apparition de nouveaux programmes tels l'informatique, les Arts plastiques. Mais il faut regretter l'avortement de projets et d'idées originales : un certificat en psychologie générale qui ne démarre pas ; une idée de Bacc. en Sciences Humaines qui n'a pu être concrétisée ou encore mieux cette vieille idée de 1972 d'un programme de Sciences Infirmières qui permettrait à ses finissantes et finissants de poser 90% des gestes traditionnellement réservés aux médecins. Dans une région où on déplore toujours une pénurie de médecins, dans un coin de pays où il y a encore des infirmières de colonisation... ça serait beau ! Dans les officines du pouvoir on a poussé les hauts-cris !

Pourquoi ne renverserions-nous pas tout simplement ce que nous appelons «contraintes» pour en faire des avantages! Pourquoi l'éloignement des grands centres ne serait-il pas pour nous l'occasion de justifier et d'obtenir des programmes de formation créant des pratiques novatrices comme une pratique médicale fondée sur les capacités des infirmières plutôt que sur leur irresponsabilité.

Au lieu de se chercher de nouveaux marchés (de nouvelles clientèles) et de les épuiser un peu comme on épuise sauvagement les ressources forestières, il vaudrait mieux sélectionner délicatement et raffiner les processus de formation. Consolider des vieux programmes après avoir audacieusement décidé de faire ici, en Abitibi-Témiscamingue, un lieu de développement et d'expérimentation de modèles de formation innovateurs. Faire de la qualité!

Pourquoi ne profiterions-nous pas de nos petites clientèles pour travailler et produire en petit nombre du «bien fait», de l'artisanat. Comme ce nombre infime de postulants aux examens des Comptables agréés mais qui réussissent au-delà de la moyenne canadienne. Se spécialiser dans les programmes de 1$^{er}$ cycle en créant des lieux de formation, des regroupements de professeurs, d'étudiants et de gens de l'extérieur de l'université qui cheminent ensemble autour et par des projets communs liés aux besoins régionaux mais à l'intérieur des programmes de formation réguliers. Se servir du milieu comme déclencheur et support à la formation d'hommes et de femmes qui seraient capables de dépasser les contenus de cours. Pourquoi ne pas profiter des sous-centres d'enseignement comme de véritables racines ou tentacules qui permettent d'insérer le professeur et l'étudiant dans son milieu régional? Faire du développement régional à travers nos enseignements de quelque nature qu'ils soient!

Il serait possible de rendre licites non seulement ces nouveaux modes de vie mais aussi les pro-

grammes de formation qui les enchassent. Cette région est si différente qu'elle justifierait amplement que se créent ici des espaces neufs et créateurs. Pourquoi faut-il gober le modèle des gros centres ? Se peut-il que nos représentants (députés, professeurs ou administrateurs) ne servent qu'à légitimer et reproduire les mécanismes de domination et d'aliénation en bloquant des diversités infiniment revitalisantes ! Ça prend une bonne dose de naïveté, de renoncement ou de petitesse pour travailler à reproduire ce qui existe ailleurs sans regarder ce qui serait utile pour ici, sous prétexte que c'est pas réaliste. La logique du pouvoir bureaucratique empêche probablement l'épanouissement de l'envergure, de l'audace et de la hauteur de vues.

Mines, forêts, agriculture, hydroélectricité, mais aussi tout le secteur secondaire connexe, machinerie, transport, etc. Il y aurait prétexte à plusieurs missions particulières. Pourquoi pas le développement régional si on y avait pensé plus tôt ! Mais à travers cette recherche de vocation, la préférence pour tel ou tel secteur a une importance secondaire. Quel modèle de développement ou quel modèle de service universitaire veut-on implanter ? Allons-nous reproduire ce qui se fait de gros et de prestigieux ? Pourquoi ne pas réaliser l'implantation, quelle qu'elle soit, d'une façon originale et en respectant les capacités de la région et les attentes des gens qui y vivent, d'une façon qui rapproche l'université du milieu : non pas seulement relier 3 chercheurs spécialisés à 8 ingénieurs, mais plutôt un ensemble de ressources humaines autour d'une réalité économique qui est déjà imprégnée des rêves et quotidiens des Abitibiens et des Témiscamiens ; se donner la chance d'investir dans un secteur qui soit rentable d'accord, mais avant tout propice à l'insertion de l'université dans un ensemble et non dans une autre tour d'ivoire. Dans ce dossier la façon de rallier les motivations sera déterminante. On peut parachuter une « apparence de raison de survie » qui soit cohérente avec le fonctionnement traditionnel : de déci-

sions prises par en haut après moult lobbies, et stratégiquement implantées par la suite. On peut aussi décider d'un mode qui soit plus respectueux des mouvements de la base et qui placerait les intervenants en situation d'interactions et ce dès le départ. Se faire informer au lieu d'informer !

Si le centre se cherche une cathédrale à bâtir, il devrait en choisir la nef suffisamment vaste qu'elle puisse intégrer harmonieusement, ou à tout le moins rattacher une quantité de préoccupation de services à la collectivité, de recherche et d'enseignement. Une mission particulière qui ne serait pas qu'un prétexte à la survie mais qui serait un moteur de développement et qui contribuerait à enraciner l'université dans son milieu.

Quoique les services à la collectivité soient partie intégrante des tâches des professeurs et qu'ils soient aussi le mécanisme par lequel l'université légitime son existence, on ne peut pas dire que les actes ponctuels contribuent à insérer suffisamment l'Université dans son milieu. Le C.E.U.A.T., ou les individus qui le font, reste trop souvent absent des problèmes de fond qui confrontent le Nord-Ouest Québécois. Notre participation est « tangentielle » en ce sens qu'elle ne fait qu'effleurer les problèmes : le reboisement des parterres de coupe, la grève chez Normick à La Sarre (1981-1982), la vie des mineurs, celle des camionneurs, etc. et quoi d'autre que je ne sais même pas... dont nous ne nous parlons même pas. Il y a bien entendu des exceptions : des préoccupations concernant les petites écoles et leur fermeture, le tourisme régional, un colloque sur l'économie régionale, un autre sur le suicide... On croirait surtout que le milieu et les professionnels de l'Université n'ont pas encore appris à se mettre en communication. Il est bien sûr difficile pour un nouvel arrivé (ce qui arrive très souvent car le roulement du corps professoral varie de 25 à 40% chaque année) de se « brancher » sur les problèmes régionaux. Et la communauté n'a pas réussi à faire

entendre suffisamment ses besoins. Les professeurs manquent d'antennes ? La communauté émet mal et au mauvais endroit ? Il n'y a pas encore de réflexion et de politique des services à la collectivité. On serait en droit de s'attendre à ce que les professeurs soient des «échos sonores» de la réalité régionale. Un peu comme ces poètes, dramaturges ou autres qui usent socialement de leur médium. Il faut que les professeurs professent i.e. «portent devant» la place publique ce que leur situation leur permet de voir et d'analyser. Nous ne sommes trop souvent que de tranquilles et habiles reproducteurs en ce sens que nous ne témoignons que de ce que nous avons connu (une formation traditionnelle), que nous nous enfermons dans cette vision réconfortante et que nous ne professons que ce qui nous confirme dans nos privilèges docilement acquis. De là à dire que nous sommes payés trop cher, il n'y a qu'un pas que je ne saurais franchir de peur d'alimenter le moulin Laurin. Au contraire quand je songe aux labeurs de certains collègues, je ne peux qu'affirmer l'immensité du défi relevé.

## Deux pièges à éviter

Le projet d'université que véhicule ce texte n'est pas seulement rêvé. Nous le heurtons fréquemment en plein jour ça et là au gré de nos travaux et de nos discussions. Il s'apparente malheureusement à un premier piège : celui de l'attaque des administrateurs, sorte d'ornière pleine de désillusion. Aussi est-il nécessaire de l'en distinguer. Trop souvent a-t-on vu d'audacieuses motivations drainées dans une stérile lutte de pouvoir ou écrasées parce que faussement apparentées à une simple lutte de pouvoir. Réaliser ce projet d'université passe inévitablement par une modification des processus bureaucratiques et remet donc en question plusieurs aspects de ce même pouvoir. Que parfois il y ait un glissement des objectifs ou bien qu'il y ait simplement une mauvaise interprétation des procédures ou moyens entrepris et alors le risque est grand que se hérissent l'un contre

l'autre ceux qui devraient être partenaires. Dans un climat de non confiance, le risque est encore plus grand... Le premier piège, c'est celui de la lutte de pouvoir : de ne vouloir que la changer, la conserver ou pire de la confondre en la voyant partout.

Le deuxième piège c'est de croire que les changements doivent venir d'en haut. Une telle croyance pousse les acteurs à investir dans la hiérarchie au lieu d'investir dans la base, à se ménager de bons «contacts» persuadés qu'ils sauraient appuyer notre cause indéfectiblement. Cette stratégie, quoiqu'elle puisse occasionnellement et aléatoirement donner quelques résultats, ne saura jamais que fournir une autorisation légale. Elle n'est pas porteuse de richesse de contenus ou de processus pour les usagers. Au mieux elle garantit un poste à ceux qui l'utilisent le mieux, assurant ainsi la relève de la machine. Le plus pernicieux message que cette stratégie véhicule est celui de la non-appartenance : elle signifie aux usagers qu'ils ne peuvent collectivement avoir une prise sur leur appareil. C'est dans nos stratégies que nous nous révélons le plus à ceux que nous sommes censés former ; que disait donc Mc Luhan à propos du médium et du message ?

Le deuxième piège a aussi son corollaire, c'est de penser que les changements qui viennent d'en bas doivent être sujets à méfiance, surveillance et contrôle tant et tant qu'en bas il y ait essoufflement et retrait définitif. La logique du pouvoir bureaucratique réside justement dans la reproduction de plusieurs cercles vicieux. Le pouvoir se reproduit lui-même ; il tend à croître et à accroître sa fonction contrôle parasitaire d'autant que les demandes de changement lui parviennent. C'est alors que les demandes de contrôle deviennent tellement contraignantes que les demandes de changement s'estompent ou sont récupérées.

Dans le malheureux contexte budgétaire qui nous assaille, il est peut-être périlleux de jeter un si bref

coup d'œil sur la mission des services universitaires en Abitibi-Témiscamingue... Il serait plus périlleux et encore plus odieux de ne pas le faire. Les coupures mettent en danger la redéfinition et le développement du centre. Les rêves seront plus difficiles à réaliser : il faudra que du trop petit nombre provienne encore plus d'énergie. Au temps des vaches grasses l'administration se faisait plutôt silencieuse des développements possibles. Mais les quelques idées et réalisations seraient encore possibles aujourd'hui. Ce qui manque surtout, ce ne sont pas les moyens financiers, c'est une volonté administrative d'aller les chercher et une volonté commune de créer des espaces responsabilisants, licites et permissifs ; de faciliter encore plus l'existence de ceux qui existent déjà, tout ça, autour d'une vision audacieuse de la présence universitaire. Cette vision existe pourtant, mais peut-être plus à l'extérieur de l'université qu'en son sein comme si l'apparition de notre nom sur la liste de paie avait trop souvent pour effet de nous faire endosser le statu quo, comme si notre formation et notre capacité à tolérer la bureaucratie ne pouvaient aller de pair qu'avec l'abandon de nos rêves de jeunesse, faisant de nous d'excellents candidats aux postes de pouvoir que nous conservons... dignement.



Julien Lacombe Crayon feutre 1981

*Louise Bédard*

# De cœur à corps

Imaginez-vous donc qu'un beau jour de l'automne 81 Clément Mercier m'a demandé d'écrire un article sur les femmes de l'Abitibi-Témiscamingue pour la Revue *Possibles*.

Il est vrai que je rôde depuis plusieurs années dans les groupements féminins de la région : participant à presque tous les événements à partir de l'Année Internationale de 75, sans oublier tous les 8 mars, m'impliquant tour à tour dans des organismes qui s'occupent de questions de femmes.

Je dois vous avouer que la démarche d'une femme, des femmes m'interpelle profondément. Je suis partie de ce tout et j'ai besoin d'être supportée dans ma propre démarche, par l'énergie de ce mouvement.

J'ai donc accepté d'écrire cet article parce que je me suis dit :

«Je parle de moi, je parle pour moi
Et j'entends le murmure de mille voix.
Je parle avec toutes les femmes
Je parle de toutes les femmes
Je parle à toutes les femmes.
Ma parole s'unit à la leur,
Se fusionne dans un seul souffle,
Dans une seule parole
Qui coule comme le torrent
Libéré de ses glaces au printemps.
J'entends résonner en moi :
Libération,
Ascension,
Désaliénation,
Reprise de possession
Et je sens enfin que je ne suis pas toute seule.
Nous sommes mille, nous sommes un million
À rentrer enfin dans notre maison.»

Pour avoir l'audace de mes propres mots, j'ai commencé par me demander s'il est vraiment possible de les dire, de les sortir de soi pour les publier.

J'ai eu ensuite le goût de vous livrer vraiment comment se sent une femme dans cette fin de XX$^{e}$ siècle, en Amérique du Nord.

Pour conclure, je vous livre ma petite hypothèse en reprenant pour votre plaisir l'histoire du Paradis Terrestre.

L'article a donc trois volets. À travers une interrogation, une affirmation et une fantaisie, je prends mon espace comme femme et pour les femmes dans ce numéro spécial de « Possibles ».

J'ai bien le goût de dire que oui, c'est possible et même bien tentant d'habiter sa vie de femme, son espace de citoyenne et de jouer des coudes pour prendre sa place au soleil, en s'impliquant dans nos projets collectifs.

## EST-CE POSSIBLE

Est-ce possible que dans une revue comme « Possibles », je puisse extraire la sève de cet entretien du cœur même de mon amour des femmes et des hommes de l'Abitibi et du Témiscamingue.

Est-ce possible qu'une voix qui vient de si loin, aille vous rejoindre et vous réchauffer, qu'elle transporte cet amour jusqu'à vous.

Est-ce possible que par cet article, je fasse plus de lumière sur ma vie et que par mes mots, je traduise une parole digne des femmes du Nord ; une parole qui les rejoigne, les touche et les anime ; où elles se reconnaissent et se prolongent ; que ce discours nous unisse davantage...

Est-ce possible de dire que ce n'est pas à la longueur d'un pénis bandé qu'une jouissance de femme se mesure.

Est-ce possible d'avouer que c'est dans l'échange d'une énergie pure d'amour que ce moment de fusion prend toute sa dimension, qu'il amène une révélation de soi, qu'il permet de consumer les lieux de tension et qu'il fait cheminer vers sa propre création.

Est-ce possible de dire que cet orgasme, c'est un lieu de pouvoir qui se vit partout sur la planète à chaque fois qu'un couple s'unit.

Est-ce possible de dire que cela arrive dans la mesure où nous nous abandonnons à l'autre et dans la mesure où l'autre s'abandonne à soi.

Est-ce possible aussi d'affirmer que cela n'arrive qu'au moment où nous ne voulons pas posséder l'autre et dans la mesure où l'autre ne veut pas nous posséder.

Est-ce possible de dire qu'il faut le vouloir de toutes ses forces et de tout son amour de la vie. Et que c'est par une longue initiation que parfois nous y parvenons...

Est-ce trop tôt, est-ce trop tard, pour avouer que c'est dans le secret de nos confidences de femmes que le message de la connaissance de ces choses se transmet. À travers nos larmes, nos grossesses, nos accouchements, nos angoisses que cette vérité se révèle à nous. Nous savons qu'elle est plus forte que tout et qu'elle ne tolère aucun compromis.

Est-ce trop tôt ou est-ce trop tard pour dire que derrière toutes les revendications de femmes et d'hommes pour humaniser les accouchements de nos petits, il y a le besoin de se réapproprier notre geste créateur de l'enfantement. C'est le besoin des femmes d'habiter leurs accouchements et d'en ressentir toute la jouissance.

Est-ce trop tôt, est-ce trop tard pour avouer, pour nous avouer que nos enfants sont plus grands que nous, qu'ils sont les révélateurs de notre monde intérieur et que c'est avec tendresse et infiniment de respect que nous les accompagnons vers leur maturité.

Est-ce possible d'accepter le fait qu'ils nous soient prêtés et qu'ils nous quittent un jour ; que c'est une grâce de pouvoir cheminer un moment près d'eux...

Est-ce possible que l'amour soit si long à apprendre et que mon apprentissage n'était que peur, culpabilité, possession, noirceur, étouffement et folie ?

Est-ce possible qu'une femme en prenant le nom d'un homme ne perde pas une partie de son identité...

Est-ce possible qu'une femme qui fait des enfants dans cette société ne vive pas coupée du monde et de son projet de vie à elle...

Est-ce possible qu'une femme ou un homme voulant exprimer sa propre création soit obligé de le payer si cher...

## POÈME D'UNE FEMME

J'aime MON CORPS
vaisseau avec lequel j'apprends à naviguer :
construit par mon passé,
habité par tous mes personnages intérieurs,
guidé par mes émotions, mes traditions
et ma réalité de femme,
mon corps que j'apprivoise lentement.

Je n'aime pas ne pas l'habiter,
le laisser diriger, exploiter, violenter,
par les yeux, les mains, le sexe de l'autre,
mon corps de femme exposé et vulnérable.

J'aime MON CŒUR
lieu intime de toutes mes tendresses :
centre de mon être qui scelle mon énergie vitale
et duquel j'extraie ma force pour m'accoucher
de l'émotion qu'il contient,
mon cœur palpitant de vie.

Je n'aime pas étouffer mon cœur
sous une montagne de raisonnement
sous une pluie de théories
dans une frénésie de bruit
mon cœur à cœur avec moi.

J'aime MON ÂME
diffuse et fluide
qui m'enveloppe, m'enracine et m'élève
essence même de mon humanité
et clé de l'énigme de ma vie,
mon âme, digne de mon amour.

Je n'aime pas ne pas la nommer,
la nier, l'oublier,
siphonnée que je suis
dans le tourbillon de ce XX$^{e}$ siècle,
mon âme prise dans une camisole de force.

J'aime MA PAROLE
émergeant des profondeurs de mon silence
coulant d'une source pure et cristalline
ma parole que l'humanité n'a jamais entendue.

Je n'aime pas ne pas la dire
la garder prisonnière dans ma poitrine
cloîtrée dans mon sexe, raisonnée dans ma tête,
martelée dans mon corps, étouffée
dans mon cœur et dans mon âme
ma belle parole muette.

J'aime MON DEVENIR
espoir d'où je puise ma force
lumière qui m'indique mon chemin
mon devenir qui reconnaît d'où je viens.

Je n'aime pas être coupée de mon devenir
handicapée de mon histoire
me bafouer dans le présent
et m'asphyxier dans ma croissance,
mon destin figé.

J'aime MON DÉSIR
pur, charnel et sensuel,
doux et chaud comme la vie que je donne,
fait de vents violents et enveloppants
qui nettoient et purifient,
brûlant comme feux ardents qui s'élèvent
et me transforme en mille soleils éclatés,
mon désir qui me fait grandir.

Je n'aime pas refouler mon désir
l'empêcher de s'exprimer
le cacher avec ma folle du logis
par crainte
d'être lapidée comme la femme adultère,
d'être foudroyée par les foudres célestes,
d'être la traînée que l'on foule aux pieds,
d'être la mendiante qui devient putain,
mon désir tué par ma peur.

J'aime MA COLÈRE forte comme le volcan
puissante comme l'ouragan
juste et millénaire, pleine de révolte,
riche d'humour et de joie libérée,
ma colère qui éclate et m'ouvre à moi.

Je n'aime pas la réprimer
la retenir à deux mains, à toutes forces,
à coups d'angoisse, à coups de dépression,
à coups de violence et de répression,
l'endormir sous des tonnes de valium
et la bercer dans ma douce folie de femme,
ma colère aliénée.

J'aime MA PASSION
qui me donne le goût de toi
qui me donne l'audace de t'approcher
lieu de notre intimité

où j'apprends la tendresse, l'abandon et la fusion,
où je me révèle et où je te découvre,
ma passion qui me conduit vers ma création.

Je n'aime pas la taire, la sermonner,
me couper d'elle
préférant la sécurité et l'ennui,
ma passion qui me déchire quand je la retiens.

## HISTOIRE POUR GRANDE PERSONNE

J'ai le goût pour conclure de vous donner ma petite version de la belle histoire du Paradis terrestre.

Adam et Ève étaient au Paradis terrestre ; tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'au jour où Ève enfanta. Dieu voyant alors que cet homme et cette femme étaient aussi capables de créer, crut qu'il était temps qu'ils fassent leurs vies en dehors de ce lieu protégé.

La femme apprit auprès de l'enfant l'amour, l'abandon, la tendresse et la souffrance. Elle dut cultiver un jardin, traire les chèvres et se construire un abris pour elle et ses petits. Elles les vit grandir, sourire, parler et partir. Elle était contente et elle avait vieilli.

L'homme partit à la conquête de la terre. Il apprit à franchir les montagnes, à traverser les déserts, à naviguer sur les océans, à domestiquer les animaux, à chasser les bêtes et à assujettir les femmes et les enfants. Il se retrouvait souvent seul, inquiet. Il devint conquérant mais son cœur se serra. Il s'acharna à comprendre la vie et tenta de rejoindre Dieu. Mais il n'eut pas de réponse... il était seul dans un univers qui lui rappelait sans cesse la mort. Il l'avait semée partout sur son chemin et elle lui rappelait sa propre fin. Il regarda sa femme, il ne la comprit pas. Il s'acharna à disséquer sa raison, son

corps, son cœur. Il imposa des lois. Il se fit philosophe, prêtre, militaire, médecin, thérapeute mais partout il ne rencontra que le silence et la mort. Tout se figea, se pétrifia sur son passage.

Durant ce temps, la femme avait tenté de suivre l'homme : il en fit une madone ou une putain... l'adorant ou la méprisant tour à tour. Il l'enchaîna et la mit à son service. Elle tenta de satisfaire le conquérant ; elle apprit sa parole et imita son geste mais rien n'y fit... il ne la voyait toujours pas et ses enfants pleuraient de plus en plus. Emprisonnés à leur tour dans des raisonnements pleins de morts. Elle retourna auprès de leurs berceaux, se pencha sur eux en silence et les écouta...

C'est alors qu'elle devient enceinte de sa propre lumière. Elle était en gestation de son âme et elle reprit le dialogue avec Dieu dans les profondeurs mêmes de son être, dans le lieu même où elle concevait ses petits. La femme devint à nouveau joyeuse, rieuse et recommença à pleurer.

Elle fit partager cette découverte aux autres femmes et elles continuèrent à apprendre Dieu ensemble à travers leurs enfants.

Elle savait le secret, le silence, le don, la souffrance, l'enfantement, l'échange, la nuit, le travail de la terre de la fécondation et de la récolte, le rythme des saisons et le chant des oiseaux.

Elle se délivra graduellement de l'emprise de l'homme et de sa vision de mort. Elle aimait la vie de plus en plus et sa relation avec Dieu la renforçait tous les jours.

L'homme malheureux revint rôder autour d'elle. Elle s'assit et l'attendit... Elle se recueillit afin de l'accueillir dans sa maison. Le cœur de l'homme se serra mais refusa longtemps encore la souffrance nécessaire à la vie. Celle qui creuse en dedans de soi un espace qui permet à l'amour de s'éclore et de faire son œuvre.

*Clément Mercier*

# Les clubs de consommation : des solidarités nouvelles ? *

J'ai déjà eu l'occasion dans un précédent numéro (vol. 4, nº 3-4) de présenter le mouvement des Clubs Coopératifs de Consommation au Québec et de distinguer les deux types qui le caractérisent : I- le type « comptoir » qui s'incarne dans un projet restreint en terme de membres impliqués (75–150 familles), de services offerts et de capital social requis, et un fonctionnement presque exclusivement assumé par le travail bénévole des membres ; II- le type « super-marché » qui peut rejoindre jusqu'à 600 familles, offre habituellement un service complet d'épicerie, donne accès parfois à beaucoup de services et produits non alimentaires, et fait appel à du personnel salarié pour les principales fonctions techniques. Dans les deux types, on retrouve toutefois, par rapport aux coopératives conventionnelles et aux Coop-Prix, une implication plus grande des membres dans les opérations et la gestion courantes, de même qu'une vie démocratique beaucoup plus accentuée ; les assemblées générales trimestrielles et une circulation beaucoup plus grande de l'information permettent aux membres d'assurer un contrôle réel sur les grandes orientations, politiques et décisions de leur coopérative.

Également, tous les Clubs tentent de bien dissocier vente et service : les produits sont « distribués » aux membres au prix coûtant, le financement des frais fixes et variables étant par ailleurs assuré par une contribution directe hebdomadaire, à laquelle ils s'engagent par contrat, peu importe le rythme et le

---

* Je remercie Roger Lapointe pour sa collaboration à la reconstitution de certains aspects de la partie dossier de cet article.

volume de leurs achats. Cette contribution est déterminée et revisée par l'assemblée générale trimestrielle, ce qui est l'occasion privilégiée d'évaluer le fonctionnement de la coopérative et de reformuler s'il y a lieu les attentes qu'on a à son égard. C'est d'ailleurs, à mon sens, ce contrôle explicite et régulier des coûts d'opération et de la contribution qui constitue dans les Clubs le cœur de la démocratie coopérative, ce qui a amené leur étiquette de «coopérative à contribution directe». Elle constitue peut-être aussi l'élément-clé d'une rupture avec la tradition marchande (ou business) et la recherche automatique du profit (ou surplus) qui caractérisent encore les coopératives conventionnelles et les entraînent à adopter un comportement de capitalisme collectif. Non pas que la recherche de surplus ne soit pas possible ni même nécessaire dans les Clubs ; mais la formule de la contribution directe a au moins l'avantage de faire de la détermination et de l'usage des surplus une opération entraînant la discussion et le contrôle démocratiques des plus ouverts sur les enjeux de développement qui sont présents dans une telle démarche. La constitution de surplus n'est plus une fin en soi, générée par les décisions de fait prises par des gestionnaires et administrateurs contrôlant et diffusant après coup une information vague, où choix politiques et nécessités techniques sont fumeusement légitimés par les sacro-saints objectifs de la croissance et de l'efficacité, et la confiance aveugle en la bonne gestion de l'appareil. La bureaucratie et la technocratie ont envahi la place là aussi.

Mais si revivifiante soit-elle pour la démocratie, une telle formule n'entraîne pas bien sûr à elle seule à faire du vécu des coopératives qui l'utilisent, des instruments et occasions en soi de changement personnel et social. Il faut voir quels projets caractérisent effectivement ces coopératives et quelles pratiques émancipatoires, suivant l'expression de Marcel Rioux, elles réussissent à réaliser. Ce n'est pas le lieu pour discuter à fonds de ces questions et l'état de la recherche n'est pas assez avancée pour les

aborder en toute connaissance de cause.[1] Pour l'occasion, je pourrai cependant en toucher quelques éléments, en faisant état de l'expérience des Clubs Coopératifs de Consommation en Abitibi-Témiscamingue (A-T): à partir de leurs performances réalisées et de leur contexte d'émergence et de développement, on peut avancer quelques hypothèses quant au sens à donner à la constitution de tels projets nouveaux, et de leur vécu actuel on peut dégager quelques considérations en regard de leur devenir.

## La performance des Clubs de la Région

Depuis 1970, il s'est formé dans la région 14 Clubs coopératifs, dont 11 ont survécu. Nous reparlerons des 3 qui sont dissous (Val d'Or, Quévillon, Authier). En réalité, le mouvement principal fut réalisé de 1970 à 1973, période où fut réalisée l'implantation de 9 clubs. Les autres furent formés en 1975 (4) et 1977 (I), et ils sont encore tous en opérations. Le mouvement initial a principalement touché les agglomérations urbaines les plus importantes et centrales : Malartic (1970), Val d'Or, La Sarre, Quévillon (1971), Amos, Authier et Rouyn-Noranda (1972), Barraute, Senneterre (1973). Le second mouvement a touché des centres urbains plus éloignés (Matagami, Chibougamau) et des municipalités à caractère plus rural (Montbrun, Guérin, Lorrainville, Cadillac). L'importance quantitative des Clubs varie en fonction de ces mouvements et de leur rapport à l'urbanité : ainsi les Clubs de la première vague comptent de 250 à 600 membres, sauf Barraute qui a quitté ce peloton pour baisser graduellement à moins de 100 membres ; quant à la deuxième vague, ils rejoignent de 75 à 150 membres, pour les Clubs des régions rurales et plus de 300 membres pour Matagami et Chibougamau[2].

---

1. Certaines recherches sont entreprises sur le sujet, dont une est contenue dans mon projet de thèse de doctorat en sociologie.
2. J'inclus ce dernier club dans l'inventaire, même si Chibougamau ne fait plus officiellement partie de l'Abitibi-Témiscamingue. Des liens étroits continuent d'exister avec les autres clubs de la région.

Pour l'ensemble des Clubs actuels, le nombre de membres touchés est de plus de 3 300, ce qui fait plus de 15 000 personnes rejointes, soit environ 10% de la population. Le volume des ventes ainsi réalisé est à l'avenant, soit près de 10% du marché total de l'alimentation. Ce qui constitue la presque totalité des ventes des coopératives de consommation dans la région (près de 12% du marché total) et, pour un mouvement aussi jeune et développé de façon aussi autonome et différente, se compare assez bien aux régions les plus performantes en ce domaine. Ainsi, au Saguenay-Lac-St-Jean, les coopératives de consommation (surtout Coop-Prix) détiennent 12,3% du marché régional et au Bas-St-Laurent-Gaspésie, elles vont en chercher plus de 23%. Dans ce dernier cas, il existe encore plusieurs coopératives agricoles qui ont ajouté l'épicerie à leurs services d'abord centrés sur les fournitures agricoles, et il existe quelques Coop-Prix. D'ailleurs, l'implantation coopérative, surtout au Bas-St-Laurent, y date depuis fort longtemps et le «laboratoire» du Baeq et de l'Odeq a entraîné les Fédérations Coopératives (tout comme l'État d'ailleurs) à tenter là des expériences de développement et de renouveau dont, ici, nous n'avons jamais, sinon vu les résultats, du moins bénéficié des retombées.

Par rapport à l'ensemble des Clubs du Québec, le mouvement régional détient également une importance démesurée si on considère le poids démographique de l'Abitibi-Témiscamingue (moins de 2% du Québec). En 1980, les Clubs de la région représentaient en effet 27% du membership total, 35% des actifs, plus de 40% des ventes (13 millions) et des dépenses d'opérations (1 million). Ce qui les met bien sûr en situation sinon de leadership, du moins de grande visibilité au plan national: ou on tente de copier le modèle organisationnel et politique qui les caractérise, en particulier celui de Malartic, ou on doute que celui-ci respecte la nature profonde du projet idéologique et culturel que se cherche confusément le mouvement à travers les «comptoirs» (trop gros, trop de personnel, trop de capital accumulé).

Un autre trait typique à la région est la mise sur pied d'un véritable Inter-club qui a dès le départ permis de réaliser des échanges de services et d'informations, de mener des luttes communes face à la Fédération des Magasins CO-OP et aux autres fournisseurs, de se concerter avec d'autres groupes populaires, et plus récemment de regrouper les achats et les escomptes sur la « commande principale ». C'est sans doute cette liaison régionale qui a été le principal moteur du développement ou de la survie de plusieurs Clubs : les plus vieux, expérimentés et forts ont donné des idées, et des coups de main aux plus jeunes et fragiles et inversement ceux-ci permettaient à ceux-là de se consolider.

Cette réalisation est assez frappante : menée sans pratiquement aucune aide extérieure et malgré des tensions assez vives, encore présentes, elle s'est construite graduellement et naturellement ; elle se caractérise par un pragmatisme qui a permis de donner leur juste place à des discussions et engagements politiques occasionnels, mais surtout de respecter les revendications à l'autonomie et de faire de cette structure un négociateur sérieux et puissant face aux fournisseurs. C'est d'abord pour les Clubs un cadre économique nécessaire dans leur lutte pour la survie et le développement face aux grandes chaînes ; les retombées financières en termes de prix et revenus ainsi acquises accroissent leur stabilité et crédibilité aussi bien pour attirer que pour retenir les membres.

Mais cette structure régionale n'est pas sans faille et n'est pas encore complète. Certains Clubs (2), et non des moindres, font bande à part pour des raisons encore difficiles à déterminer. Peut-être d'abord exaspérés et inquiets des débats idéologiques et de l'implication politique qu'a connus et réalisés l'Inter-Club (et qui ont entraîné entre autres le projet de nouvelle fédération), ces Clubs semblent en outre vouloir préserver à tout prix leur entière autonomie et se concentrer sur la qualité technique et financière

de leurs services. Il est vrai que le partage régional égalitaire des escomptes a pu déjà les défavoriser à court terme. Mais il y a peut-être aussi leur leadership interne plus élitique ou leur composition davantage pluri-classiste qui les démarquent et les distancient des autres Clubs, en général plus représentatifs des classes ouvrières et populaires. Car, dans ceux-ci, si on retrouve bon nombre de salariés et professionnels de la fonction publique et parapublique (enseignants surtout), il semble bien que la dominance soit du côté des travailleurs industriels et de petits salariés des services. Une telle composition n'indique pas qu'il y a dans ces Clubs parfaite harmonie idéologique et politique, ni même présence d'un projet clair et ferme à cet égard [3], mais semble permettre une ouverture beaucoup plus sereine au partage pragmatique et à l'audace politique qu'implique l'adhésion à l'Inter-Club.

Enfin, le mouvement des Clubs en A-T n'a pas eu que des succès. J'ai déjà mentionné les échecs de Val d'Or, Quévillon et Authier. Les causes de ces mauvaises expériences ne sont pas encore bien connues, personne n'en ayant fait jusqu'ici un post-mortem systématique et complet. Il apparaît cependant plausible pour l'heure d'attribuer l'échec, dans le cas de Val d'Or, à des difficultés internes de simple gestion (instabilité à la gérance, mauvais achats, comptabilité mal tenue et même vols chroniques), et à des conflits inter-personnels profonds dans le noyau de base qui, comme dans toute organisation de ce genre, est le porteur et définisseur du projet. De sorte qu'il n'y aurait jamais eu d'orientations claires qui aient emporté l'adhésion d'un collectif minimal et qu'il s'est avéré impossible jusqu'ici malgré toute l'aide extérieure apportée, entre autres par l'Inter-Club, de redonner une motivation et une crédibilité suffisantes à la relance

3. Certains Clubs, membres de l'Inter-Club, ont d'ailleurs de la difficulté à rouler rondement, en partie à cause de l'arrière-goût et de l'image créés par ces débats et actions plus politiques.

du projet. Il faut dire aussi que le Club de Val d'Or est parti assez gros et qu'il n'y a peut-être pas eu une équipe qui s'est donné le temps de s'apprivoiser elle-même et de se former graduellement à pareille gestion. Dans les Clubs qui vont bien, la présence d'un noyau solide uni autour d'objectifs clairs, une progression lente et un entraînement graduel constituent des facteurs favorables très importants. Ils permettent de mieux intégrer la relève requise pour parer à l'essouflement normal que connaît immanquablement le noyau ; la présence diffuse de ce noyau de militants constitue cependant la bouée à laquelle le projet peut se rattacher en cas de coups durs.

Il faut dire aussi qu'à Val d'Or, la présence d'une bourgeoisie beaucoup plus dynamique qu'ailleurs et le développement rapide dont celle-ci est en partie responsable pour Val d'Or, créent un contexte où les grandes chaînes sont plus présentes et la compétition un peu plus vive. Ceci n'est cependant qu'un facteur bien limité puisque à Malartic, où on est également attiré par Val d'Or à cause de la force et de la proximité (30 kilomètres) de cette ville, cette influence n'a pas empêché le Club local de se développer à fond [4] ; elle est sans doute freinée par la tradition très lointaine de luttes communautaires qui a généré le Club comme bien d'autres projets semblables, et l'attachement à « sa » Co-op, comme à son milieu, qui en est résulté.

L'échec d'Authier apparaît résulter d'une localisation très défavorable pour le plus grand nombre de

4. Malartic, Mecque des Clubs au Québec, compte un bassin total de population de 9 000 ; le Club compte 600 membres, et offre, outre le service d'épicerie, un « gaz bar », des lignes de vêtements et de chaussures, quicaillerie légère, et gros appareils électriques et meubles. Il agit d'ailleurs comme mini-grossiste pour les autres Clubs et a toujours été très actif tant à l'Inter-Club qu'à la nouvelle Fédération. Par son gérant, il est un peu le maître d'œuvre « organisationnel » de la plupart des négociations d'approvisionnement en marchandises et équipements, tant au plan national que régional, et le conseiller technique qu'on prête volontiers.

membres (résidents à Macamic) et de l'existence simultanée d'un magasin Co-op conventionnel. Les deux projets sont d'ailleurs tombés. Quant à Quévillon, certains pensent que le contexte très particulier de cette petite ville-champignon dominée par la Domtar contient peut-être la clé de l'explication : les conflits de travail y sont nombreux et pénètrent la vie sociale de part en part ; le club n'a peut-être pu maintenir son orientation plutôt fondamentaliste (ex : exclusion de toute catégorie de cadres, services de type « comptoir ») à cause des tiraillements internes ainsi provoqués de l'extérieur. Mais ce n'est là qu'une hypothèse, qui ne tient pas compte d'autres dimensions de la dynamique interne qui ont pu jouer.

## Quel sens lui donner ?

Que dégager de ce bref dossier et de ces analyses un peu courtes, j'en conviens ? Bien sûr, la performance est somme toute impressionnante : développement très rapide, autonome, à la fois générateur et généré d'une solidarité régionale articulée, présence surtout économique, mais aussi politique, forte et dynamique, vécus démocratiques revivifiés et fonctionnels. Mais comment l'expliquer ?

Lorsqu'on s'arrête aux projets de la première vague, surtout les gros clubs (Malartic, La Sarre, Val d'Or, Rouyn, Amos) il est frappant de voir dans leur contexte d'émergence la présence préalable de clubs de consommateurs qui se donnaient comme objectifs de négocier des escomptes auprès de marchands locaux. Les interventions de l'Acef en regard du budget de maintes familles aux prises avec l'endettement et sa recherche de solutions plus globales de rechange, les actions syndicales issues des mots d'ordre du « deuxième front », le mouvement général des initiatives populaires de contestation et le début du mouvement national peuvent expliquer la naissance de ces clubs. Mais on y retrouvait aussi de vieux leaders d'anciennes coopératives défuntes ou de coopératives nouvelles (caisse d'économie) qui

rêvaient des coopératives plus fraîches, plus originales, plus vraies que celles qu'ils avaient perdues ou connues. Et dans la plupart des cas, le Club des Consommateurs constituait un lieu de rassemblement et de débats pour ces forces sociales critiques, se reconnaissant plus ou moins clairement comme la gauche.

Qu'on ait pris la consommation comme terrain de luttes indique bien l'insatisfaction et l'impuissance ressenties face aux services existants alors dans nos milieux et face aussi aux problèmes plus globaux de la consommation de masse alors débattus un peu partout. Mais qu'on ait aussi rapidement pensé à former des coopératives d'un type nouveau[5] pour dépasser la formule des escomptes négociés chez les marchands (et qui n'était finalement pas vraiment respectée), il faut voir là un projet collectif affirmatif inspiré par une certaine tradition communautaire de luttes déjà bien articulée et une tradition coopérative plus vieille et plus certaine éminemment présente chez-nous. Je ne veux pas faire de lien trop facile entre le «rêve abitibien» et la tradition coopérative, mais il m'apparaît qu'il y a là une source d'explication plausible au développement si rapide des Clubs, comme de plusieurs autres projets coopératifs nouveaux en A-T. Car, même si ces projets sont portés surtout par de nouvelles générations, on y voit rappliquer bon nombre d'anciens qui ont connu les premières vagues de colonisation des années 30 et 40, alors fortement marquées d'un idéal coopératif novateur pour l'époque. On y faisait alors appel et on y vivait des solidarités peu communes, qui ont peut-être permis à plusieurs de ne pas être détruits par la misère, l'isolement et les vastes tromperies dont ils furent trop souvent victimes. Et les nouvelles générations ont peut-être bien en tête le souvenir de telles expériences. C'est en tous cas un secteur de recherche à développer dès la venue définitive en A-T d'une véritable Université autochtone et brevetée.

---

5. En l'empruntant à l'Ontario pour une partie, il faut le dire.

Les Clubs de la région seraient donc associables à des luttes et solidarités communautaires et populaires déjà enracinées dans les milieux de base, et manifestent peut-être la résurgence de l'imaginaire coopératif qui s'est déjà permis des fantaisies ici. Mais il faut voir inversement leur dépendance fragile face à leurs milieux : c'est ainsi en tout cas que je propose de comprendre les échecs de Val d'Or et Quévillon, et les tensions que vivent d'autres clubs. S'ils sont façonnés par la présence et la qualité des solidarités qui les ont produits, ils sont aussi influencés et même traversés par celles qui se maintiennent et se défont dans leur milieu ambiant. Leur mécanique de fonctionnement légère, souple, ouverte et engageante, les empêche de s'institutionnaliser et se bureaucratiser. Mais elle fait également appel à un investissement total de la personne, au point que les projets personnels définissent davantage le projet collectif qu'ils ne sont définis par lui : ce qui fait alors la force génératrice de stabilité et d'entraînement peut facilement devenir la principale contrainte, si elle n'est pas cultivée avec soin et modération, i.e. gérée de façon telle que les objectifs soient autant intellectuellement qu'affectivement partagés, et que les moyens soient à l'avenant. Et comme la personne vit dans plusieurs ailleurs en même temps, elle les apporte dans son projet personnel et l'investit dans le collectif.

C'est bien sûr un phénomène commun à tous les groupes populaires et groupes alternatifs de tendance autogestionnaire. Mais dans nos milieux restreints, la promiscuité relative l'amplifie. Que les attentes globales soient inspirées d'une ligne politique « juste », d'une simple recherche alternative au plan personnel et collectif (solidarité vécue, culture de consommation modifiée) ou d'un projet communautaire à portée plus utilitaire que politique (bons services, bons prix, contrepoids au marché privé), ils peuvent difficilement faire l'unanimité à cause d'une composition somme toute hétéroclite et de la grande sensibilité que les plus attachés au projet développent à son

égard. Quand la bisbille prend là-dedans, c'est du beau !

C'est encore le pragmatisme (et non l'opportunisme) qui me semble le mieux réussir à empêcher cette marmite d'éclater ou de s'éteindre. Il pourrait s'agir d'une recette miracle composée : — d'une sélection de membres adhérents à une plate-forme politique minimale et qui se sentent à l'aise dans des moyens de gestion clairs, mais simples et fermes, à inventer de préférence ; — d'une progression lente, graduelle et réfléchie, lorsque nécessaire et possible ; d'une équipe de salariés compétents et justement traités, mais qui adhèrent suffisamment au projet pour y trouver plaisir et en accepter les contraintes ; — d'une performance organisationnelle et politique qui suscite la fierté, renforce le sentiment d'appartenance et permet de faire des brèches dans les schèmes de valeurs dominantes ; — enfin d'une grande dose d'acharnement, de bon sens et de créativité, genre travailleur manuel débrouillard.

La recette sera testée et développée davantage dans un temps à venir. Elle est tirée du meilleur des livres de recettes développées par les Clubs de la région, mais je ne prétends pas qu'elle se retrouve à l'état pur dans toutes leurs cuisines...

**Mais est-ce porteur de réel changement ?**

L'expérience relatée s'avère donc positive comme réalisations techniques et financières. Comparativement aux pénibles efforts de régionalisation de maintes structures gouvernementales et patronales (l'esprit de clocher, est-ce l'affaire des bourgeois et technocrates ?), et considérant l'équilibre qu'on réussit à maintenir tout bonnement entre la centralisation fédérative et l'autonomie locale, l'expérience serait déjà un signe qu'on peut beaucoup mieux s'organiser quand on en a vraiment besoin. Quand on pense que la région n'a pas encore vue se réunifier ses deux embryons de Fédération des Caisses Popu-

laires...[6] Et le rythme et l'ampleur du développement est peut-être bien comparable à celui de la Fédération des Magasins CO-Op avec ses Coop-Prix, pour la même période. Mais, par-délà tout ça, y a-t-il là un mouvement qui soit réellement porteur de changement ?

Car, en définitive, le projet qui mobilise de telles actions ne serait-il pas que la recherche d'une économie de moyens pour assurer la consommation à meilleur marché ? Les luttes politiques les plus constantes et significatives menées via ce cadre ne sont-elles que de l'ordre des nécessaires pressions institutionnelles qu'un nouvel acteur économique doit développer pour maintenir et accroître sa part d'un marché dont les conditions lui sont déjà données et qu'il ne peut se permettre de transformer trop brutalement ? Il est vrai que la lutte en ce domaine impose de « marcher les fesses serrées » à tous points de vue : dans un club, on ne va pas chercher la majorité des membres avec des idées de changement social, mais avec des avantages économiques certains et avec une efficacité minimale et constante dans la distribution des services.

Mais, si ce besoin figurait en bonne place pour ceux qui ont formé ces projets, il y avait aussi autre chose qui les mobilisait. Et bon nombre de ceux qui y ont depuis adhéré ont aussi été marqués par cet autre chose : le goût de vivre une démocratie coopérative plus vraie, de contrôler les moyens et le contenu de sa consommation ; mais peut-être surtout de réaliser cet acte de consommation dans un cadre où le contact humain est facilité, où les gens se reconnaissent et peuvent se voir autrement que comme clients-consommateurs anonymes et méfiants de l'exploitation. Pour avoir vécu de près l'expérience de ces clubs depuis dix ans, je sais que ce sont finalement des *lieux de solidarité nouvelle* autour de besoins et

---

6. La Fédération de l'Ouest du Québec est limitée au secteur nord de l'Abitibi, alors que les caisses des secteurs de Rouyn-Noranda et Témiscamingue sont affiliés à la Fédération de Montréal.

d'attentes qui ne sont pas toujours communs, ni même partagés par tous avec la même intensité. Mais par la participation bénévole aux opérations, où le membre développe le sentiment d'appartenance ; par le climat, la disponibilité limitée de produits, la formation et la sensibilisation sur la consommation réalisées avec plus ou moins d'envergure (quand les nécessités de la vie gestionnaire et financière nous laissent respirer un peu), mais où les habitudes et valeurs de consommation peuvent être questionnées et modifiées ; par l'implication assumée bien inégalement il est vrai, mais malgré tout importante, à la prise de décision ouverte et régulière sur le vécu du projet ; par la reconnaissance de soi comme étant associé à un projet important et distinctif, mais qui rejoint aussi d'autres gens et projets qui nous ressemblent et nous préoccupent, ou auxquels on n'aurait pas autrement pensé ; par toutes ces occasions donc, tout membre d'un Club y devient attaché plus qu'à une « épicerie » plus économique que les autres, mais aussi à un lieu et un cadre plaisants et enrichissants à bien des points de vue. Serait-ce ça la solidarité retrouvée, vécue dans un quotidien normalement peu chargé de signification (c'est plate de faire l'épicerie, mais on le fait tous et ça coûte cher), mais qui partagé et assumé autrement, entraîne à voir le monde et la vie un peu différemment ? Ce n'est certes pas le grand changement culturel, politique ou économique attendu pour faire basculer notre grande société, mais est peut-être un réservoir de petits changements qui deviendront grands, qui sait ?

Mais cette vision idyllique ne suffit pas. La dynamique de ce projet, malgré son côté chaleureux et un peu intimiste, l'insère malgré lui dans un cadre économique hostile, dans un contexte politique réfractaire et dans un univers culturel étranger. Ça prend une identité assez forte pour résister à tous ces contraires.

Comment en effet peut-on se contenter d'avantages économiques immédiats, si à moyen terme les

grandes chaînes nous bouffent le marché avec leurs prix et les réseaux de distribution qu'ils contrôlent ? Il faut donc se regrouper et viser à créer ses propres réseaux de distribution, et s'associer le plus directement possible, aux producteurs et fabricants ; si possible, des producteurs locaux, coopérateurs, artisans ou autogestionnaires, mais le plus souvent les grands producteurs et fabricants à qui nous sommes sympathiques tant que nous augmentons leur volume, mais qui nous laisseront tomber dès que nous deviendrons un peu puissants (on peut toujours rêver !). Mais alors peut-être y en aurait-il d'autres plus proches parents ?

Mais comment se regrouper, avec qui ? Avec la Fédération des Magasins CO-OP ? L'expérience régionale nous a appris son peu d'intérêt pour nous : elle n'a jamais pu nous garantir un service convenable, exigeant pour ce faire que nous prenions les risques à sa place. Ainsi, par exemple, il a toujours fallu s'engager à remplir sa « vanne » si elle venait pour nous, et nous n'avons jamais pu être assurés de délais précis de livraison. En outre, la qualité de la distribution était pour le moins inconstante. C'est vrai que nous ne correspondons pas à son modèle préféré : le Coop-Prix développé sous son contrôle et d'après le schéma organisationnel-bureaucratique et chromé des grandes chaînes et de la coopérative conventionnelle.

La FMC veut porter la part du marché des Coops de 5% à 15% en développant surtout des Coop-Prix dans des secteurs nouveaux, en convertissant d'anciennes Co-Op, y compris des Clubs, et en achetant des épiceries privées existantes. C'est comme ça qu'elle en est venue à s'attaquer à Dominion. Le coût du marché était fabuleux, les risques énormes et les implications considérables pour sa propre structure. Peut-être qu'elle s'est fait jouer un sale tour, mais peut-être n'était-elle pas prête aussi à avaler un aussi gros morceau. Je ne sais s'il faut se réjouir de son échec ou le regretter. Dans un sens, l'occasion

était belle pour se donner une meilleure base dans un marché bien établi, qui aurait sans doute pu générer une bonne rentabilité et peut-être aussi assurer un *meilleur* service aux petites Co-Op comme les nôtres. Mais d'un autre côté, je n'ai pas beaucoup le goût de voir s'enfler une structure fédérative déjà centralisatrice à outrance, où la bureaucratie semble avoir une vision assez unitaire pour ne pas dire simpliste du développement coopératif en consommation : étendre sa part du marché conventionnel, maintenir une compétition rentable, et après, faire appel aux dynamismes locaux et penser à l'information critique en consommation. C'est peut-être bien légitime comme stratégie de croissance, mais c'est l'inverse de l'expérience des Clubs et l'opposé de leur projet.

Quoiqu'il en soit, cette mésentente conjugale, pour ne pas dire cette incommunabilité, a entraîné plusieurs Clubs à vouloir se former une fédération autonome. Ce n'est pas tous les Clubs du Québec, ni même en Abitibi-Témiscamingue qui y adhèrent : une trentaine en tout, dont 5 en région. Plusieurs attendent de voir les résultats de la démarche, mais d'autres aussi se laissent aguicher par la FMC qui tente de faire basculer de son côté les Clubs moins politisés en vue de les intégrer tranquillement à son réseau. Pour d'aucuns, il s'agit encore d'une démarche d'affrontement des ML. Mais le plus curieux, à mon sens, ce n'est pas le lobby que la FMC et le conseil de la Coopération font pour empêcher l'incorporation ; c'est sûr que ça embête le gouvernement et la SDC, puisque jusqu'ici on s'est limité à offrir aux Clubs une charte à fins sociales (donc pas d'affaires et pas de subventions au développement). Ce qui est vraiment surprenant, c'est le fait qu'on n'ait pas pensé ou réussi à faire une place spéciale aux Clubs, comme partenaires égaux, de façon à respecter leur originalité et leur propre dynamique de développement ; on aurait pu par exemple les constituer en pool d'approvisionnement à des conditions particulières comparables à celles qu'on a réussi à obtenir des fournisseurs

privés (c'est vrai qu'alors la FMC devrait offrir les mêmes conditions à ses propres clients... captifs). Mais il y aurait là avantages réciproques : volume accru pour la FMC et économie d'infrastructure pour les Clubs. Si cette incommunicabilité persiste, l'État devra bien finir un jour par reconnaître la nouvelle Fédération. En attendant, les Clubs n'ont peut-être d'autre choix que de se fédérer... en compagnie et occuper le terrain de fait.

Tout ceci illustre une bonne partie du contexte économique et politique hostile. Quant à la vision politique plus globale, elle est ballottée entre divers projets personnels entre lesquels on doit trouver un dénominateur commun que j'ai déjà qualifié de pragmatisme. Entre l'économie pure et simple, le désir de changer les mentalités dans la consommation ou réduire l'emprise des monopoles de l'alimentation, (en attendant le grand soir et si possible en y contribuant), il y a place pour des attentes plus modestes et intimistes, de type climat familial et communautaire retrouvé. C'est tout ça qui est présent et s'exprime parfois dans des tiraillements lorsqu'il s'agit de prendre position sur une politique du PQ, de la FMC, sur telle grève ou autre événement politique dans le milieu. Dans certains cas, on va réussir à se dire orientés vers les travailleurs et classes populaires et vouloir contribuer à contrer la vie chère pour ces catégories sociales. Mais celà rend mal compte du projet, car il y a beaucoup plus de défis présents dans le vécu.

Et ceux-ci sont en bonne partie d'ordre culturel. Il peut s'agir de ré-apprendre à questionner ses besoins de consommation, à devenir plus conscient et critique dans ses pratiques alimentaires et tous ses réflexes de consommation ; à se sentir responsable, solidaire et capable de gérer un projet collectif important et significatif pour une partie importante de son vécu ; de créer un cadre communautaire où les pratiques marchandes et capitalistes sont abolies, permettant de concevoir autrement les rapports sociaux et

d'interpeller le milieu sur de telles pratiques ; de trouver des formules originales de relations de travail qui permettent de responsabiliser et faciliter l'autogestion des travailleurs salariés, sans recourir au modèle traditionnel de participation au CA. Voilà des pratiques nouvelles ou renouvelées que ces projets collectifs peuvent générer et qui font des Clubs autre chose qu'une épicerie bon marché pour les travailleurs et personnes à faibles revenus. Ça fait également tout un programme !

## Accident de parcours ou mouvement de fond

Pour plusieurs, la réussite des Clubs en AT serait dûe à l'absence réelle de concurrence en marché privé, comparativement à la situation de Montréal. De sorte que l'économie qu'on réalise dans les Clubs (15 à 20%) serait moindre à Montréal et dans les autres grandes villes à cause de marges bénéficiaires plus faibles. Dans le fonds, une fois éliminés les coûts de transport qui sont les mêmes pour tous dans la région, les structures de prix sont comparables, compte tenu que celles-ci sont déterminés par l'espace vendant : on a les mêmes « grosses » épiceries qu'à Montréal.

Faut-il y voir aussi l'effet de l'isolement, de la marginalité et même de la dépendance : la coopération, selon certains théoriciens, serait surtout un recours pour laissés pour compte dans un système qui leur est hostile en raison de leur culture et bien sûr leur infériorité économique. Peut-être y a-t-il là une explication qui vaudrait pour l'ensemble du phénomène coopératif en AT. Vu sous ces deux angles, le mouvement des clubs n'aurait pas beaucoup d'avenir ou n'a pas de force intrinsèque généralisable et exportable.

C'est vrai qu'on peut difficilement penser à un tel mouvement général dans les autres régions, peu importe les raisons qui l'ont amené ici. Notre contexte est à ce point particulier et c'est sans doute

notre dynamique régionale qui en est la grande cause. Quant à l'avenir, vaut mieux ne pas y penser, mais se permettre de le rêver.

En fait, il se peut fort bien que j'idéalise un peu trop le sens et la force réelle de ce mouvement et ses potentialités de changer la vie. Peut-être que j'y mets beaucoup de mes rêves et de mes sentiments. Mais tant qu'à faire, je me permettrai de rêver aussi au jour où le mouvement coopératif régional dans son ensemble se redonnerait un véritable projet commun en Abitibi-Témiscamingue, et tenter de redonner vie au rôle moteur qu'il a déjà pu jouer au plan des solidarités de base et de l'expérimentation sociale. Le mouvement des Clubs et d'autres nouvelles coopératives sont peut-être les porteurs de ce renouveau, qui pourrait permettre, pas nécessairement un développement économique conventionnel, mais certainement formes de vie et projets communautaires plus sûrs pour nos «jobs,» notre niveau de vie et peut-être aussi notre qualité de vie. Et qui sait si les perspectives de développement et l'identité régionales n'en seraient pas modifiées ? Pour parodier S.J. Simard, que peut-on attendre à cet égard de *Desjardins Inc...* ?

*André Dudemaine*

# Syllabus de l'Utopie

Ce serait comme dans un rêve que je fais souvent : je suis dans une école aux longs couloirs et à plusieurs étages. Les cours vont commencer et je m'inquiète de mon retard. Dans ma tête, très rapidement passeraient le plan de l'école, les programmes, les lieux d'apprentissage, pendant que désespérément j'essaie de me rappeler l'endroit où je devrais me trouver.

Au deuxième étage, salle 212, se donnerait un cours sur la manière de réaliser une émission-mobilisation, comme on l'avait expérimentée en 1971. Le cours pourrait être dirigé par Stéphane Cloutier. Le programme commencerait par une définition : l'émission mobilisation est une émission de télévision où on invite les gens comme s'il s'agissait d'une manifestation.

Puis suivraient quelques exemples.

> En février 1971, le Premier ministre du Québec, Robert Bourassa, participe à un souper-bénéfice organisé par les hommes d'affaires de Rouyn-Noranda, lors d'une campagne baptisée « Opération Nord-Ouest ». Il s'agissait pour l'élite locale d'amener le gouvernement à subventionner un hypothétique agrandissement de l'usine de smeltage de Noranda. C'était là la réaction instinctive de la communauté d'affaires locale à l'appel de la compagnie Noranda, qui avait laissé entendre quelques mois auparavant qu'elle pourrait augmenter le volume de traitement du minerai dans une de ses usines du Québec, si les différents paliers de gouvernement lui accordait une aide suffisante. Une équipe vidéo s'introduit dans le chic souper d'apparat et enregistre le discours du Premier ministre.

La semaine suivante, lors d'un modeste souper au pain et à l'eau dans un sous-sol d'église, tous les travailleurs de la région sont invités à venir entendre gratuitement le discours du premier ministre et à s'exprimer alors publiquement devant les caméras de télévision ce qu'ils pensent de l'opération Nord-Ouest et du type de développement économique que les multinationales imposent à la région.

Exemple 2.

À partir d'un vidéo réalisé à l'intérieur d'une mine occupée par les mineurs, les gens sont invités à venir exprimer leur solidarité avec les victimes des fermetures de mines. Leurs propos sont alors enregistrés et retransmis à la télévision à l'intérieur d'un temps d'antenne retenu et payé par les centrales syndicales de la région (Le Bloc).

Le programme du cours comprendrait entre autres les points suivants :

*

Comment le monopole Radio-Nord, propriétaire de CKRN-TV, en multipliant par cinq ses factures pour la production d'une série d'émissions syndicales, a mis fin à une expérience originale de télévision populaire ;

*

Comment Réal Caouette par ses émissions régionales hebdomadaires a pu faire saisir à plusieurs l'importance de l'utilisation des ondes dans un processus de changement social.

*

Pourquoi ce type d'occupation démocratique de l'espace hertzien n'est plus possible en Abitibi-Témiscamingue et qui sont les responsables de cette situation ?

Immédiatement au-dessus, au local 312, se dérou-lerait un cours ayant pour thème : les chef-d'œuvreux (définition : le chef-d'œuvreux est un poète bricoleur).

Dans cette classe les élèves en plus de se fami-liariser avec les inventions abitibiennes les plus connues, comme le treuil hydrolique de Gobeil ou le cable communautaire qu'Édouard Dufresne initia à Amos, se trouverait également en contact avec des projets encore plus déroutants, comme la pile à l'eau de Chouinard qui pourrait un jour régler la crise de l'énergie.

Dans le local voisin, le 313, un comédien amateur improvise sur le thème l'*arme absolue*. Le mime souffle un ballon imaginaire qui grossit peu à peu et dont les proportions inquiétantes rendent chaque nouvelle injection d'air encore plus périlleuse. Bientôt le ballon a presque dépassé les proportions de la salle, devant les spectateurs étonnés.

Cette démonstration serait suivie d'un débat sur le thème :

> Le récent engouement pour les matchs d'impro-visation en Abitibi-Témiscamingue, avec la création de cinq équipes dans les différentes localités de la région, peut-il être le germe d'un renouveau théâtral ?

Certains soutiendraient que la compétition, calquée sur le modèle sportif, entraîne l'improvisateur dans l'utilisation facile et démagogique de clichés et y verraient là l'impasse de ce type d'activité. D'autres rétorqueraient qu'il faut voir là une chance de retrouver le dialogue perdu entre public et comédiens, et d'ouvrir un nouveau champ d'expression libre et spontanée.

Ceux qui sont entrés dans le local 222, seraient transportés à l'été 1972, dans une chapelle près du lac Beauchamp ; quatre téléviseurs sur trétaux entou-reraient la salle où des spectateurs visionnent des

bandes vidéo ½ po. réalisées par des amateurs de toute la région.

Un représentant du CRTC expliquerait à une dame de Malartic que la réglementation du CRTC concernant la câblo-distribution n'est qu'une série de vœux pieux puisque aucun mécanisme n'est prévu pour les faire appliquer et que si un groupe de citoyens ne peut obtenir de période de diffusion chez son câblo-distributeur local, l'organisme fédéral n'y peut strictement rien (Rires et sifflements dans la salle.)

En face, au local 223, l'abbé Maurice Proulx y serait en train de commenter *En pays neuf*, le film qu'il a tourné sur la colonisation de l'Abitibi en 1935, afin de propager chez les jeunes des vieilles paroisses la vocation de défricheur. La salle chaleureuse et intéressée serait la même que celle qui assistait au lancement de la semaine du cinéma régional le 7 novembre 1977 à Rouyn, événement au cours duquel le public put voir l'ensemble des films tournés en Abitibi-Témiscamingue et rencontrer les cinéastes qui les avaient réalisés.

Le local 392, le département des idées nouvelles, serait alors vide. Mais rapidement me reviendrait à la mémoire que j'y avais récemment défendu l'idée que la taxe de 2% sur la publicité télévisée soit haussée à 8% et que les sommes recueillies, au lieu d'être réinjectées dans les grandes boîtes de publicité via la réclame gouvernementale, soient investies dans les média alternatifs : jeune cinéma, télévision éducative régionale, radios communautaires.

Dans le brouhaha des débuts de cours, répercutés par les longs couloirs, j'entendrais confusément le commencement des exposés :

— L'imagerie comme lieu de fête et de retrouvaille ou le cinéma comme album de famille.

— L'évolution du paradigme mécanique dans les utopies abitibiennes depuis la machine-à-pierres jusqu'à nos jours.

— Le syndicat des travailleurs en communication de l'Abitibi-Témiscamingue et le courant auto-gestionnaire.

— La régionalisation de Radio-Québec, cela va-t-il servir à quelque chose ?

Puis je passerais en courant devant un amphithéâtre où a lieu un débat sur les possibilités d'avenir du cinéma régional. Au milieu de l'amiphithéâtre il y aurait un projecteur et de chaque côté de celui-ci des bobines de film avec des titres : *Comme des chiens en pacage, Hiver Bleu, Beat.*

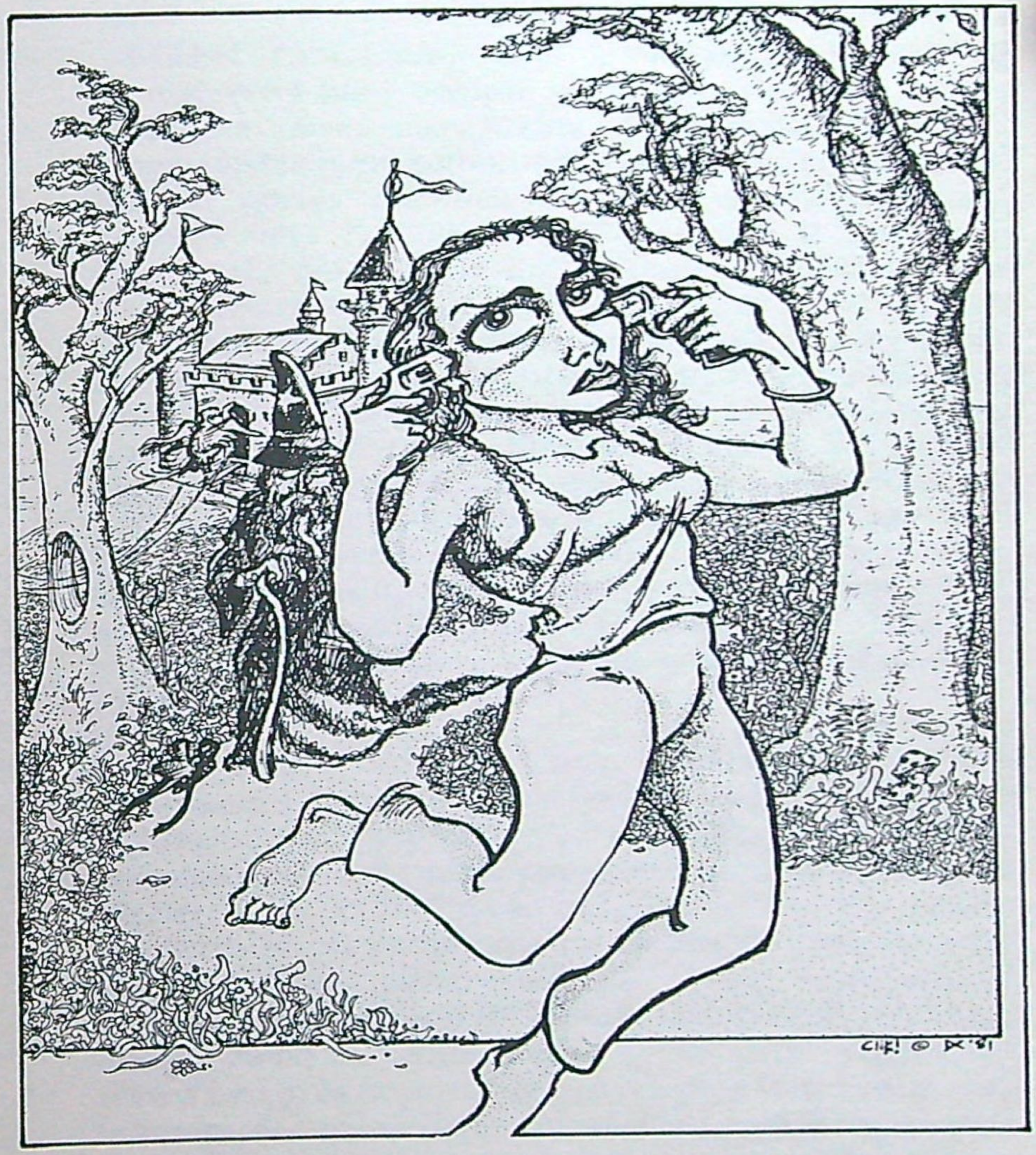
Je me rappelerais alors, un instant, que je dois terminer un scénario sur l'histoire de la région, où toute l'action se passerait dans un seul voyage d'automobile l'hiver sur la route entre La Sarre et Rouyn.

Je devinerais également l'écho d'un exposé, où quelqu'un présenterait le projet d'une émission régionale de télévision pour Radio-Québec qui serait réalisée à partir de bandes vidéo ¾ de pouce couleur tournées de A à Z par des jeunes adolescents. Une voix lui répondrait « La démocratisation des média, c'est un vieux bag dépassé. »

Et puis au travers la rumeur de toute la bâtisse je percevrais d'autres voix : au sous-sol un groupe d'étudiants prépare un journal à faire frémir les bien-pensants ; ici on parle de maison en bois cordé, là-bas d'achat coopératif d'un voilier de croisière, d'une classe sort la mélodie d'une chanson du groupe Abbittibbi, dans l'autre on organise un théâtre d'été à Ville-Marie, du département des langues voici des bribes d'espagnol, d'anglais, d'arabe, de chinois.

Alors, étourdi, perdu dans les dédales de l'école, désespérant de retrouver l'horaire des cours que j'ai égaré, j'entendrais une voix qui me dirait : « Enfin ! Il ne manquait que vous. »

J'entrerais alors dans une salle de cours où un professeur d'astronomie a dessiné au tableau noir la configuration de la constellation d'Orion. Le thème du cours, ce jour-là, serait : Pourquoi donc les étoiles sont-elles plus brillantes durant les nuits les plus froides ?




Denis Chiasson

Illustration tirée
de *Livre à colorier*
Val d'Or 1981

Encre 1981

# Entrevue avec Benoit Gourd *

# Recréer le perron d'église ?

Michel Labrecque, dans *le Temps fou* d'octobre dernier rend bien compte de la situation des radios communautaires au Québec : des projets à visées progressistes mais ambiguës et même contradictoires, surtout portés par des éléments marginaux plus orientés vers l'alternatif culturel que le politique structurel ; des projets qui rejoignent difficilement leur milieu en terme de cotes d'écoute et d'implication des bases communautaires populaires, et qui sont continuellement sur la corde raide à cause surtout d'une base de financement complètement inadéquate, d'une réglementation tatillonne et même répressive du CRTC, mais aussi d'un apprentissage douloureux à la démocratie quotidienne. Labrecque situe très bien cette dernière dimension : « Comme dans beaucoup de groupes du même genre, on manque de modèles de gestion démocratique, capables de combiner l'efficacité à la prise collective des décisions ».

Et il conclut en disant que si les radiodiffuseurs communautaires ne réussissent pas à maintenir « l'imagination au pouvoir », « il faudra accentuer les pressions sur les radios conventionnelles ou encore penser à la création à moyen terme de radios alternatives ou coopératives, issues de collectifs ou d'organisations progressistes ». Il ne faut jamais désespérer du pouvoir de l'imagination et du courage, mais la radio communautaire serait donc encore un rêve à peu près impossible à vivre plus longtemps que le temps des roses de l'engouement initial du groupe moteur et de la manne éphémère des subventions gouvernementales à l'emploi et aux médias communautaires. Il est sûr que la plupart des radios ne

---

* Les propos de Benoit Gourd ont été recueillis par Serge Tessier et Clément Mercier.

seraient pas venues au monde et ne se seraient pas développées sans l'appui politique et l'aide technique et financière du ministère des Communications (Québec), dont les visées sont peut-être avant tout de «passer» au CRTC un réseau de radios qu'il peut, sinon contrôler, du moins influencer de façon à détenir plus de pouvoir en communication. De là à voir les radios comme des instruments éventuels d'un réseau radiophonique québécois à vocation éducative, il n'y a qu'un pas que seuls les dynamismes locaux empêcheront de franchir... rapidement.

Au-delà de cette perspective politique lointaine (mais dont l'effet est immédiat dans la mesure où elle implique des subventions importantes pour le fonctionnement d'une radio), c'est à l'examen de la structure et des moyens mis en place pour réaliser ce rêve de recréer le «perron d'église» que nous sommes peut-être conviés plus immédiatement. N'y a-t-il pas là un écart trop grand entre un projet alternatif marginal et autogestionnaire, et la création d'un cadre accessible à la communauté dans ses multiples dimensions populaires non respectées et couvertes par les médias traditionnels ? La lourdeur et l'implication qu'exigent les moyens auxquels on doit recourir pour créer ce cadre et le rendre suffisamment continu, de qualité et accessible est-elle proportionnelle à la capacité immédiate réelle des milieux à le supporter à moyen terme, non seulement au plan financier, mais aussi au plan de l'implication demandée pour son fonctionnement ?

À partir du moment où on doit recourir à des investissements coûteux et à un personnel assez nombreux pour encadrer une programmation continue et variée, qui respecte les goûts et vécus des publics rejoints et à rejoindre, les exigences bureaucratiques et hypocrites du CRTC et la rentabilité attendue des commanditaires privés, on amène très vite l'imagination à devoir «s'encorseter» dans un cadre d'entreprise assez terre à terre, où les dollars, la cote d'écoute et l'efficacité organisationnelle doivent

se faire entendre autant que les rêves généreux et puissants du fonctionnement autogestionnaire et du «perron d'église» recréé... dans un monde moins catholique et paroissial. Et si on passe à travers, ne risque-t-on pas de devenir simplement un autre son à la seule gauche... du cadran ?

C'est à la réflexion sur ces questions que veut contribuer le présent article, constitué d'extraits d'une entrevue réalisée en octobre 81 avec Benoit Gourd, dans le cadre d'une recherche sur les nouvelles coopératives et organisations assimilables.

**Fiche signalétique** de la Radio Communautaire de Rouyn-Noranda.

— CIRC-MF, 88,7, puissance de 4 800 watts.
— Mise en ondes: septembre 1978; 2e permis du CRTC ? septembre 1981.
— Diffuse 104 heures par semaine.
— Budget d'opérations 81 : 220 000 $.
— Revenus :

| | |
|---|---|
| publicité | 43 000 $ |
| subventions | 134 000 |
| productions et co-productions | 17 000 |
| contributions des membres | 7 000 |
| activités-bénéfices | 17 000 |

— Salariés : entre 5 et 8.
— 4e radio à naître au Québec, encore en opérations.
— 2e radio en milieu périphérique.
— Prix d'excellence des radios communautaires en 1981 (Jury du PAMEC communications-Québec).
— Incorporée sous la 3e partie de la loi des compagnies.

*Possibles.* Selon ton souvenir, quels sont les événements et les circonstances qui ont amené un groupe de personnes à mettre sur pied la radio communautaire ici ?

*Benoit Gourd.* Ça tourne autour d'un personnage (Michel Delorme), mais aussi c'est issu de toute une

série de démarches de conscientisation et d'expériences en communications communautaires.

À la fin des années 60 et au début des années 1970, il y eut des colloques, des études, des réflexions sur l'état des communications en Abitibi-Témiscamingue. Il y eut aussi l'arrivée de Québecor qui mettait la main sur tous les journaux locaux, entraînant une uniformisation des styles et des contenus et la perte d'une certaine spécificité locale. Il y avait aussi depuis les années 70 une vague coopérative dans la région. Le syndicat des enseignants en particulier avait poussé fort dans le sens de la formation de nouvelles coopératives : des coopératives alimentaires, la coop funéraire, la Maison coopérative. La radio communautaire s'est inscrite un peu dans ce courant de développement communautaire et d'appropriation collective des communications et aussi, d'insatisfaction à l'égard de la radio AM commerciale du monopole de Radio-Nord. Tout ce qu'il y avait de potable là venait de Radio-Canada.

Mais le projet de radio n'était pas une démarche des citoyens ou de la population. C'était plutôt une démarche d'individus conscientisés et plus entreprenants. Michel Delorme a attiré des gens de son entourage, des jeunes qui venaient des paroisses environnantes et aussi d'autres en ville, pas vraiment marginaux, mais minoritaires dans leurs comportements sociaux et culturels.

*P.* Si tu voulais nous parler un peu plus du petit groupe de base qui a milité là-dedans.

*B.G.* C'était le même monde dans lequel moi je gravite. C'était la jeunesse, si tu veux, 20 à 26 ans en moyenne. Delorme était un peu plus vieux. Il y avait une démarche culturelle, pas marginale je dirais, mais différente, alternative. C'étaient vraiment des gens plutôt du côté alternative culturelle, puis alternative du mode de vie plus qu'un monde de changement politique et social. Ce n'était pas une démarche

politique, théorique ; pour eux c'était vraiment l'écologique au sens large du terme. C'était du monde des paroisses, du monde de l'animation et des communications, mais pas le monde de la communication institutionnelle, des porte-parole connus. C'était un groupe de travail d'à peu près une dizaine de personnes, en majorité des mâles, des jeunes qui avaient fait le Cégep, ou le laissaient, mais étaient de la population flottante ici à Rouyn : chômeurs, projets à gauche et à droite, qui sont en contact avec Montréal, vont et viennent.

Le projet de radio au départ était bien plus un peu une folie créatrice, une alternative dans le son et les sujets traités qu'une radio politique visant la transformation sociale. Il y eut une décision assez fondamentale, à savoir que ça ne serait pas une radio strictement verbale, qui chercherait surtout à éduquer et développer la connaissance ; il y a eu la décision d'être très musical et ça paraît encore aujourd'hui. C'est une radio très musicale par rapport à d'autres radios communautaires au Québec. L'idée que Delorme avait, c'était une espèce de formule communautaire à 3 volets : les producteurs, les auditeurs et des organismes qui sont encore l'espèce de mosaïque de base de la radio. Lui au départ voyait aussi une formule assez démocratique, beaucoup de comités, égalité de salaires, style de gestion assez ouvert. Mais finalement, ça n'a pas marché comme ça : ce sont vraiment les salariés, qui étaient l'équipe de base du départ, qui ont donné le leadership et ont vraiment imposé une vision aux citoyens qui étaient venus après coup.

*P.* Mais y avait-il d'autres objectifs que tu peux avoir perçus ?

*B.G.* Tant qu'à moi, il y en a un que je perçois, qui n'est peut-être pas avoué et clair, mais c'était de se faire son travail, se bâtir des emplois, plutôt que de rentrer dans le système des fonctionnaires. C'étaient des gens qui voulaient se bâtir une manière de faire

de la radio, de vivre de ça. Pas attendre d'aboutir dans des endroits vraiment compartimentés, parcellisés. C'était, au bout de la ligne, avoir des emplois que nous autres on a défini, qu'on a voulu et qu'on aime; une manière aussi de travailler, de ne pas être à la merci du 50 semaines, puis 2 semaines de vacances. Tu viens donner un coup, tu pars, tu reviens; finalement, une nouvelle manière d'approcher le travail, mais ce qui fait qu'il y avait un fondement économique pas clairement établi et pensé, mais très très présent.

*P.* Se bâtir un job, donc.

*B.G.* Mais il y avait aussi un avantage économique : c'est le choix du médium, la radio, qui est un médium léger et économiquement faisable. Une télévision communautaire n'aurait pas été faisable ici parce que l'infrastructure technique est beaucoup trop lourde et coûteuse. Il y avait aussi au choix économique à implanter la radio FM en stéréo. C'était la voie de l'avenir en radiophonie et ça donnait une avance.

*P.* Mais n'y avait-il pas d'autres choix : continuer avec la radio étudiante, un petit peu avec Radio-Nord, ça n'aurait pas pu être suffisant ?

*B.G.* Au collège, il n'y avait pas d'émetteur ; c'était interne et aussi trop dépendant du collège. Radio-Nord c'était juste pratique pour l'expérimentation. L'idée c'était vraiment d'avoir un médium que tu contrôles, que tu possèdes avec l'idée d'agrandir le Perron de l'église. C'était un flash de base, avoir un moyen où on va se parler entre nous autres, où les gens des paroisses vont parler au monde de la ville. Avoir un haut-parleur pour nos désirs, nos aspirations, comme groupes dépourvus socialement, économiquement et politiquement dans le milieu. Dans ce sens-là, socialement, c'était l'idée d'appropriation collective d'un moyen de communication assez puissant; mais derrière ça, chacun avait son appréciation d'où ça pouvait se rendre. C'est sûr que

c'était vu aussi comme instrument de transformation sociale parce que les objectifs de base étaient éduquer, informer et divertir ; puis dans éduquer et informer, c'était de faire de manière différente. L'information voulait être différente, parler de problèmes qui ne sont pas traités par l'approche traditionnelle : problèmes d'environnement, d'écologie, problèmes de femmes, problèmes autochtones ; tout ça faisait aussi partie de l'idée de base derrière la radio communautaire.

*P.* Il y avait aussi une très forte idée d'esprit coopératif et de bénévolat. Comment ça se traduisait et comment ça été vécu ?

*B.G.* C'est une idée de base de notre radio comme de la plupart des radios communautaires. Les radios vivent par l'appui du milieu, pas seulement en terme d'argent, mais d'implication dans tous les secteurs de travail. C'était clair au départ qu'on était prêt à faire du bénévolat et qu'on voulait une participation du milieu. C'est vrai qu'au début il y a eut une période euphorique : il y avait pas de différence entre salariés et bénévoles. Personne regardait quel était le niveau salarial, est-ce qu'on a un salaire ou non ? C'était tous ensemble on bâtit. La structure serait ouverte pour permettre une partie active qui serait non salariée, sur une base volontaire. Et les salariés avaient l'idée que s'il n'y a plus de salaires, on va continuer quand même.

Après 5 ans, si on calcule les 2 années d'implantation, ça a marché pas mal comme ça, même s'il y a eu des ratés. Bien sûr, le bénévolat s'est un peu effrité, et il n'a pas eu toute la place qu'il devait avoir ; mais il est encore important. Au départ, le bénévolat n'a pas été tellement impliqué au niveau de la gestion : les gens voulaient plus aller faire une émission de radio, puis s'amuser. Aujourd'hui le travail volontaire, bénévole, est vraiment rendu équilibré entre les aspects gestion et production, à tous les niveaux de la structure.

C'est bien important de garder le bénévolat car c'est le pari de base de la dimension communautaire. Ç'a permis de démystifier le média pour bien du monde et si la radio est mal prise, tu peux compter sur 150 ou 200 personnes qui sur 3 ans ont travaillé d'une manière ou de l'autre à la radio. C'est ça la base dans le ciment. Ce sont des sympathisants qui sont prêts à donner de l'argent, mais surtout de leur temps. On a fait l'expérience l'été dernier ; on était presque en situation de fermeture et on vivait des tensions. On a pu aller chercher des vieux bénévoles, et du monde de la première heure pour maintenir la station en opérations. Il y a pour eux comme un investissement émotif là-dedans.

*P.* Mais le milieu, jusqu'à quel point est-il présent ? Tu parlais tout à l'heure d'un noyau de 150 à 200 sympathisants, mais il y a une implication communautaire beaucoup plus vaste que ça ?

*B.G.* Oui, il y a eu au départ une volonté d'avoir un membership très large, contrairement à d'autres radios où il y a un membership de 3 400 membres, mais très militants. Ce ne sont plutôt que les producteurs salariés et bénévoles. Au départ avant la mise en ondes, le recrutement a été vraiment intense et systématique. Les promoteurs ont fait du porte à porte autant à Rouyn que dans les paroisses environnantes. On est allé chercher 1 800 membres pour la 1re année, et après les campagnes subséquentes on roulé autour de 1 200. Ça c'est une préoccupation constante, pour avoir de l'argent, mais aussi pour avoir l'appui du milieu, de vérifier l'assise dans le milieu. Mais le recrutement est de plus en plus difficile. Les gens ne comprennent pas la symbolique de détenir une carte de membre ; au départ, c'était comme une fierté, un engagement, mais de plus en plus, il y a trop de gens qui considèrent que c'est rien qu'un son sur la bande, le son à l'extrême gauche. Ce qu'il y a derrière comme idée d'appropriation et de contrôle populaire et démocratique, on a de plus en plus tendance à l'oublier. On est obligé de trouver des

subterfuges commerciaux, des réductions accordées chez certains marchands avec la carte. L'outil de vente, c'est ça aujourd'hui, plus que : soyez membre d'une organisation populaire et communautaire.

Par contre, il y a un noyau stable qu'on n'a pas besoin de convaincre. Les premiers 500 sont faciles à recruter : ils sont membres depuis les débuts et continuent. C'est le milieu grouillant en ville, et dans les environs, les jeunes qui sont dans l'alternative, le marginal un peu, mais qui sont actifs en culture, en communications. Ils ne sont minoritaires que parce qu'ils veulent un changement. Mais dépassé ce premier noyau, le recrutement devient difficile. Il faut faire des blitzs dans des lieux précis et mettre beaucoup de pression. Je t'assure que dans certains milieux comme le collège, l'université et les fonctionnaires en général, ils sont «cheap» sur leur 5,00 $. Ils sont vraiment repliés sur leur bonne petite job et leur statut social et économique revalorisé.

Mais du côté des organismes, on est passé cette année de 20 à 51, dont plusieurs syndicats, surtout mineurs, construction, commerce. On espère qu'ils vont s'impliquer plus dans des dossiers ; ils ont des compétences, des infrastructures, ils ont de l'expérience communautaire. Avec eux, la radio peut grossir, devenir plus vivante. En fait le noyau très actif est trop limité. On peut compter sur un bon réservoir de militants et sympathisants, mais c'est trop par coups, par opérations spéciales, et pas assez régulier. C'est vrai que le milieu est bien petit et que ce sont toujours les mêmes qui sont impliqués dans les affaires bénévoles. Mais dans le moment, il y a un effritement du bénévolat à la radio. Ce n'est pas catastrophique encore, mais, tu vois, ce sont des bénévoles qui doivent aller en chercher d'autres, en plus d'assumer des dossiers. Et ça devient bien essoufflant et tannant, parce que ça ne répond pas assez.

*P.* Ça illustre un peu l'enracinement dans le milieu dont tu as déjà parlé et qu'il faut maintenant réaliser ;

tu as parlé aussi auparavant de réaménagement des structures et de rentabilisation. Pourrais-tu préciser davantage là-dessus ?

*B.G.* Au début, les idées étaient généreuses et il y avait une réelle euphorie; il y a eu beaucoup d'implication de la part du noyau initial, surtout les salariés, mais aussi des bénévoles. Même si les structures étaient floues, le leader canalisait vraiment tout autour du groupe de base. Par son départ, il a laissé la radio être vraiment ce qu'elle est, le reflet du milieu. Et le milieu, il est divisé. On a vécu des conflits internes entre les travailleurs, entre les travailleurs et le C.A., mais aussi avec des groupes qui veulent avoir leur place, leur émission d'un certain style ou d'un certain contenu, et que le comité de programmation avait de la difficulté à accepter. Par exemple, le western ou des groupes religieux. Ce sont des visions de la radio qui s'affrontent et ces affrontements sont vécus bien durement parce que les gens sont très impliqués là-dedans, avec beaucoup d'émotivité.

Il y a une orientation, minoritaire je pense, qui est plus d'idéologie politique ou encore approche intellectuelle, et qui voudrait qu'on retourne à quelque chose de plus petit, centré sur le monde de l'alternatif, et qui permette de faire des choix plus serrés sur le contenu des émissions et les groupes qui participent. Pour ça, on est prêt à réduire le temps de diffusion et le personnel salarié, et même fermer des bouts de temps s'il le faut.

Il y a une autre orientation, plus majoritaire celle-là, qui est plus pragmatique, plus communautaire aussi. Celle-ci veut au contraire maintenir le projet actuel, mais en le structurant mieux, avec un partage des tâches définies et stables, une organisation technique fonctionnelle, une implication beaucoup plus grande dans le financement par le milieu, mais tout en maintenant beaucoup d'imagination et création dans la programmation. L'ouverture communautaire serait renforcée, mais pour celà, il faut être

plus sensible à la dimension vente du produit, et à l'idée que le monde n'est pas encore habitué à une radio qui est nouvelle par sa structure, sa programmation et sa mentalité; aussi au fait que les commerçants vont commanditer si c'est rentable pour eux. Dans cette optique-là, on accepte d'être relativement moins parfait, et de se centrer sur l'outil et le rendre viable. Dans le fond, c'est tout le côté entreprise qu'il faudrait alors développer davantage et moins fonctionner à la bonne franquette.

Entre les deux, il y a les travailleurs salariés qui ont perdu leur place au détriment du C.A., davantage contrôlé maintenant par les bénévoles. Ce ne sont plus les mêmes qu'au début, sauf un, et on sent se développer plus une approche syndicale, comparativement à l'approche culturelle, communautaire et très engagée des travailleurs du début. La sécurité, de bonnes conditions de travail, une job bien définie : ce sont des préoccupations bien légitimes, mais qu'on ne peut traiter comme ailleurs, parce qu'on est une radio communautaire et qu'on n'a pas les moyens. Tout ça fait qu'ils sont moins liés affectivement au projet que l'équipe initiale des permanents.

*P.* Mais, qu'allez-vous choisir dans tout ça ?

*B.G.* À mon avis, si on veut que la radio survive, il faut la maintenir la plus ouverte possible, peut-être moins pure, mais capable de vaincre la méfiance et la non-crédibilité qu'on a rencontré dans le milieu parce qu'on était nouveau et différents. On a bénéficié jusqu'ici d'une conjoncture favorable : il y a eu plein de programmes d'emplois et de subventions de toutes sortes. Mais c'est de plus en plus difficile, à cause du contexte des coupures et aussi parce qu'après un certain temps, ils viennent qu'ils te voient venir et on vient qu'on ne sait plus quoi inventer pour faire des émissions avec SUCO, le ministère de l'Éducation, les Affaires Culturelles, etc.

Dans un milieu comme Rouyn, le bassin de publicité existe. C'est ça qu'il faut aller chercher,

quitte à défoncer les *normes stupides du CRTC*, mais, qui dans le fond, sont voulues pour restreindre l'épanouissement du réseau des radios communautaires. En ne permettant pas la publicité commerciale informative (qui est une nouvelle conception de la publicité développée par les radios communautaires, et qui vise à informer le consommateur et non à inciter à la consommation), le CRTC nous a catalogués comme marginaux et veut nous maintenir dans la marginalité; la pureté comme ils disent... Durant ce temps-là, on laisse les radios privées se vautrer dans l'«impure» publicité commerciale.

Mais c'est sûr qu'il y a des risques à ça et il ne faut pas tout miser là-dessus. Il faut développer davantage les revenus de matériels promotionnels, de spectacles bénéfices, et aussi compter sur l'aide d'organismes plus forts comme les syndicats et certains organismes gouvernementaux. Les syndicats ont encore à découvrir que la radio communautaire, c'est important pour eux à long terme. Ils doivent cesser de ne voir qu'à court terme et tout miser sur Radio-Nord pour la diffusion de leurs messages, parce qu'il est le plus fort en terme de cotes d'écoute et de potentiel de diffusion. S'ils y sont présents vraiment, la radio communautaire peut devenir aussi la radio des travailleurs et les aider dans leurs luttes.

*P.* Donc, tu vois que l'enracinement reste encore à faire et pour ça, il faut une approche plus pluraliste, plus attentive au milieu, moins pure et que la seule alternative culturelle, financée davantage par la publicité informative et sans nécessairement être copiée sur l'entreprise privée, qui soit plus rationnelle au point de vue organisation. Mais n'y a-t-il pas là un risque sérieux à devenir simplement une autre radio ou à se limiter beaucoup par rapport aux objectifs fondamentaux, surtout la dimension éducation et information engagée ?

*B.G.* C'est sûr, comme j'ai dit tantôt, qu'il y a des risques et il y a un code d'éthique très sévère qu'on

doit appliquer à l'égard de la publicité informative. Des radios communautaires le fond déjà. Mais d'abord, on a tous eu à apprendre beaucoup de choses tant sur le plan technique et production que sur le plan organisation et gestion humaine, administrative, financière. Bon, le «kik» de l'implantation, l'effervescence, l'énergie créatrice et l'implication très grande des promoteurs et sympathisants, nous ont permis jusqu'ici de survivre de façon très potable sur le plan qualité (nous avons eu même le prix d'excellence des radios communautaires en 81); mais depuis nous avons quand même connu des crises et des tensions qui montrent qu'on est essoufflé, qu'il y a des limites sérieuses au financement tel qu'on l'a connu. Et tout ça contribue davantage à nous essoufler. La seule foi en la folie créatrice ne suffit plus.

Si on veut garder l'idée d'un «perron d'église agrandi, il faut de toute façon y mettre un peu d'ordre, balayer, peinturer et rénover un peu. Il y a à élaborer des systèmes de gestion simple, mais plus clairs et plus stables; on gère près de ¼ de million et on est en ondes 104 heures par semaine. Ça prend, par exemple, des responsables stables et compétents au niveau des ressources humaines, de la comptabilité, des éléments techniques, etc., et des systèmes efficaces de facturation, d'inventaire, etc. Au départ, on s'est concentré sur la programmation et la production, ensuite, plus récemment, davantage sur la gestion. Là, il faut retrouver l'équilibre entre les deux: être efficace en gestion pour permettre beaucoup de folie en programmation. Mais c'est aussi une mentalité d'entreprise à développer davantage, parce que c'est un projet qui doit durer.

Qu'est-ce qu'on deviendrait alors? Moins communautaire, trop commerciale? On n'a pas beaucoup le choix de s'organiser autrement si on veut durer, sinon on va régresser et se marginaliser. Ce qui n'empêche pas qu'on puisse prévoir des contrôles et des contre-pouvoirs dans les structures, et, si les

organismes et les autres membres y sont vraiment présents, ils pourront continuer à déterminer démocratiquement les orientations. Alors, il faut jouer sur la corde raide : maintenir l'outil pour se donner une présence suffisante et une image crédible, faire un lieu où l'imagination et la création sont favorisées et où les minoritaires et dépossédés sont attirés, se sentent respectés, y ont un accès direct ; un lieu aussi où les problèmes sociaux et politiques sont débattus plus ouvertement.

Je pense que cette approche n'est pas incompatible avec la dimension communautaire, pourvu que celle-ci soit assez large et assez cernée pour rejoindre les éléments de la communauté qui, de toute façon, ont besoin d'une autre radio et qui en attendent plus qu'un autre son... à l'extrême gauche. C'est ce qu'on pourrait appeler une plate-forme minimale.

*Denys Chabot*

# Un inédit de Shakespeare

J'étais journaliste à La Sarre lorsque je fis la connaissance d'un vieux monsieur en gilet de laine à petits boutons : Alfred Normandin. L'homme était venu au bureau de rédaction avec photos d'un veau à deux têtes. Je fis paraître l'une des photos, avec un long bas de vignette retraçant les événements entourant la naissance et la vie de troupeau de cette bête hideuse.

Depuis lors, toutes les semaines, le vieux Normandin se présenta au bureau avec photos d'autres bêtes offrant des singularités tout aussi déconcertantes : bœuf à trois cornes et cochon sans pelage, vache à barbe et chèvre aux yeux loucheurs, etc. Croyant en une série de canulars, le rédacteur en chef en vint à refuser la publication des photographies de ce bestiaire fantastique et grotesque.

Normandin s'en trouva fort vexé. Comment peut-on refuser de jeter un seul regard sur ce que jamais on ne verra deux fois ? Il revint souvent me tenir compagnie, avec chaque fois de nouveaux sujets de reportage, saugrenus autant les uns que les autres. Il me chuchota des histoires sur cet ami qui mit le feu à son lit pour en exterminer les punaises, sur cette femme mordue aux fesses par un poney, et il me parla de je ne sais quelles mésaventures d'un marchand de peaux de lapin.

Je fis à ses demandes des réponses prudemment évasives. J'étais maintenant dans un singulier embarras. Je dus tenter par tous les moyens de le détourner de ses obsessions et hantises. Un jour, j'y réussis.

Prétextant s'intéresser aux livres, il palpa d'un air rusé ceux qui s'empilaient sur les rayonnages du

bureau, après quoi il me parla d'un manuscrit rare qu'il conservait chez lui, dans l'îlot du lac Duparquet où il avait construit sa demeure. Au fait, cet obscur manuscrit éveillait assez peu mon intérêt, mais je crus y trouver un sujet de conversation de nature à détourner le vieil homme des bêtes difformes et des histoires loufoques dont il avait fait son idée fixe et la prédilection de son goût.

C'est ainsi que, de semaine en semaine, j'appris que ce poussiéreux manuscrit, légué par un lointain aïeul de l'île d'Orléans, avait été découvert dans les affaires personnelles de l'un des officiers britanniques qui avaient pris Québec d'assaut en 1759. Journal de bord, correspondance militaire, relation de voyage ? Normandin n'en savait rien. Le texte était en langue anglaise, le vieil homme ne parvenait pas à en percer le sens, il n'y voyait que du charabia, mots pétrifiés et locutions fossiles.

L'énigmatique insulaire m'entretint encore avec beaucoup d'à-propos de ce manuscrit. Ce qui m'étonna fort, étant donné qu'il ne savait presque rien de sa provenance, outre le fait que l'ignorance de l'anglais lui en rendait le sens totalement opaque. Je vis bien qu'il s'efforçait de m'intriguer, peut-être même cherchait-il le secret de confondre, et mon scepticisme croissant ne faisait que fouetter sa détermination à me convaincre.

Un jour il me fit savoir qu'il s'agissait d'un long dialogue entre deux personnages. Plus tard, j'appris qu'il était question d'Hamlet et de Falstaff. C'était donc ça ! Ils n'étaient pas nés du vent et de la pluie. C'était du Shakespeare. Il ne pouvait donc s'agir que d'une édition ancienne, attrayante certes pour les collectionneurs de vieilleries, mais d'un intérêt littéraire plutôt mince. Telle fut alors la réaction que j'exprimai.

Normandin fut froissé jusqu'à l'indignation par cette incuriosité blasée. Il mit fin à ses visites au

bureau. Quelques mois plus tard, le sujet de nos conversations me revint toutefois à l'esprit, et je fus estomaqué de n'avoir d'abord pas éprouvé de l'étonnement lorsque je l'entendis dire qu'Hamlet était avec Falstaff de plain-pied protagoniste dans cette pièce dialoguée. Don Quichotte faisant irruption dans le cabinet d'étude de Faust n'eut pas moins détonné.

Comment les deux personnages avaient-ils pu se croiser, et par suite de quelle affinité secrète ? Par quel artifice hors de pair se serait opérée cette jonction ? S'agissait-il d'extraits entrecroisés d'*Hamlet, prince du Danemark* et des *Joyeuses commères de Windsor ?* Comment pourrait-il en être autrement ? À moins de présumer l'existence d'un manuscrit jamais attesté jusqu'à ce jour. Un inédit, datant des premières années du XVII$^{e}$ siècle, servant de relais entre le puissant drame et la frétillante comédie. Cette éventualité portait-elle en elle une ombre de vraisemblance ? J'étais tombé dans une singulière perplexité. Je voulus en avoir le cœur net.

Après m'être renseigné sur l'endroit où habitait Normandin, je me rendis à Rapide-Danseur. Je louai une chaloupe puis tentai de gagner la petite île du lac Duparquet.

Je trouvai l'îlot. Il était de teinte verdâtre, couleur mousse de caverne. S'élevait là une petite maison d'une pâleur de granit, entourée d'une abondante végétation. Je courus m'entretenir avec Normandin, qui m'accueillit en ricanant énigmatiquement.

Je lui parlai d'abondance d'Hamlet et de Falstaff. Il fixa sur moi des yeux si hagards que j'en oubliai presque pourquoi semblable exultation courait alors dans mes veines. Il me fit sur les deux bonshommes de surabondantes questions, auxquelles je répondis non moins démesurément, avec volupté, délectation et enthousiasme enchanteur. Il lui suffisait de m'entendre évoquer leur nom pour que des larmes de

surexcitation s'amassent au fond de ses orbites. Il en vint à se désintéresser d'Hamlet, du fond nocturne de sa nature, de son angoisse de vivre :

— Je ne sais de quel œuf est sorti cet oiseau, mais mieux eut valu en faire une omelette. Avec le genre de lunettes qu'il chausse, ce sombre personnage découvrirait des bouches d'ombre dans le soleil. On retrouve en lui la tragédie de son propre néant et l'univers entier nous semble un miroir troublé et mal taillé. Tout cela excite un plaisir bien déchirant.

Pétri d'une autre argile, d'un lyrisme sanguin et ensoleillé, Falstaff par contre l'enfiévrait : il avait du cœur des deux côtés de la poitrine ce lourdaud, ce pachyderme poltron, ce barbon ventripotent tout juste bon à tapoter la main des dames.

Mais alors Normandin se fit ironique. Il me demanda de le renseigner sur l'actuel état de santé du bon gros Falstaff, sur le nom de ses bonnes copines les mieux disposées, dans quelles auberges on pouvait encore voir ce bouffon hilare et fanfaron lever le coude et faire éclater de plus belle la folle joie.

Je dus me rendre à l'évidence : j'avais été berné. Lui-même ne cherchait qu'à se laisser prendre aux apparences. Amère fut ma déconvenue. Les yeux remplis d'une audacieuse mélancolie, le vieux Normandin m'en demandait encore. Sans hausser la voix, avec juste ce qu'il faut d'impertinence, il disait vouloir tout savoir sur ce qu'Hamlet et Falstaff pouvaient brasser ensemble dans leurs moments de belle humeur. Je n'avais plus le goût de pousser plus avant ce jeu et de faire rebondir l'entretien. C'était chercher des nœuds dans du jonc. Cette conversation était un peu trop aérée par le souffle de l'irréalité. Mais Normandin balaya l'objection et redoubla de véhémence.

Je saluai le vieillard et précipitai mon départ. J'allais sauter dans l'embarcation, sur la berge de l'îlot,

lorsque Normandin s'empressa de me rejoindre. C'est alors qu'il me tint des propos stupéfiants.

Il m'avoua d'abord avoir été enchanté par tout ce que je lui avais appris sur les deux personnages légendaires. Il en raffolait jusqu'au délire. Puis, avec l'aplomb le plus sérieux et le plus pesant, il prétendit que oui, pas de doute là-dessus, il avait bien eu en sa possession un in-quarto jauni, fait de feuilles friables à force de sécheresse, datant de 1601, signé W.S., et mettant en présence les deux personnages en question. Il l'affirmait et il en mettait sa tête à couper.

La plaisanterie avait assez duré. Je poussai l'embarcation et me mis à ramer. Normandin fut pris d'agitation. Il se mit à trépigner, à hurler, sautant de côté et d'autre d'un air de rage et de férocité. Il bafouilla, avala la moitié des mots qu'il chercha à faire entendre, puis il s'écria :

— L'inédit de Shakespeare a été détruit : la moitié de ses feuilles a servi à allumer ma pipe, et l'autre moitié à fabriquer un cerf-volant.

Ses trépignements faisaient voler le sable de la berge, alors qu'il montrait du doigt un endroit de l'îlot, peuplé de saules :

— Le cerf-volant ! Il est là. Regarde-là : il s'élance.

Effectivement, un cerf-volant battait au vent, avec sa corde enchevêtrée à l'une des branches des saules. Je continuai à ramer comme si de rien n'était, feignant de n'avoir rien vu rien entendu. Peu après, lorsque le vieillard fut hors de vue, je déviai de ma course et à grand renfort de rames je me rapprochai de l'îlot. Je mis pied à terre, tentai de repérer l'arbre, puis j'y grimpai.

J'achevais de tirer sur la corde lorsque le cerf-volant me révéla sa composition. Poussant un cri de stupeur, je palpai du haut de l'arbre les feuillets brunâtres, superposés et gommés, dont il était fait.

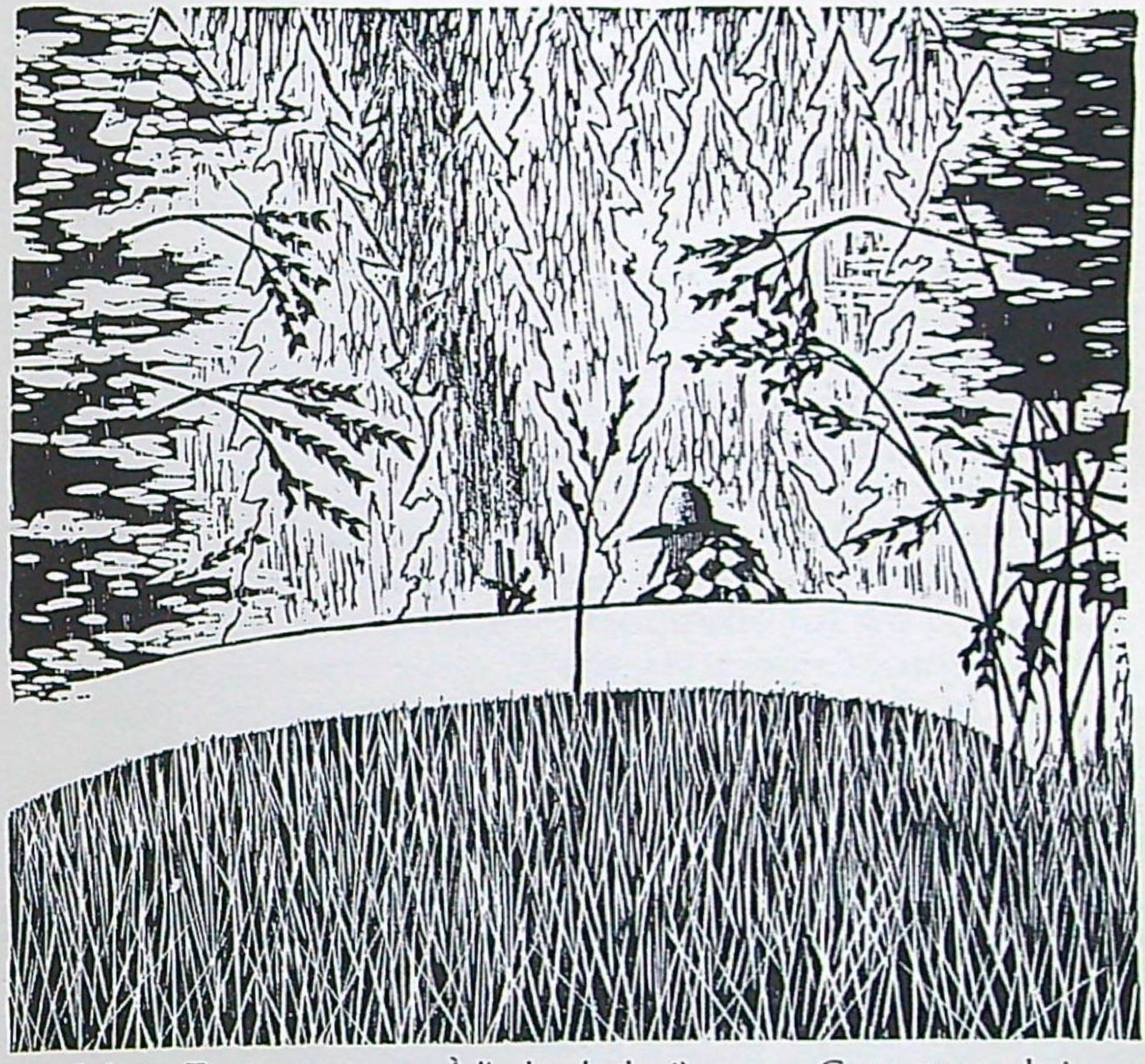
J'en lus le texte par bribes et fragments épars: dialogue entre Hamlet et Falstaff. Tout se tenait, s'étayait, s'entrecroisait. Les héros semblaient sortir droit d'une hallucination. Ce fut une troublante illumination.

Quand le premier sentiment d'ahurissement se fut apaisé, je descendis de l'arbre, branche par branche, précautionneusement, tenant de la main droite le précieux objet. Mais crac! l'une des branches se rompit et je fus précipité au sol, avec, dans la main, un bout de corde rompu... le cerf-volant se perdit dans les airs et fut pris par le vent, perdu, à jamais perdu. Les deux héros venaient de culbuter dans le temps, de dégénérer de fruit en fleur, puis de fleur en graine, pour renouer avec l'humidité de la terre et la féconder. Je me retrouvai sur le sol, rampant comme une bête des champs, piqué par les chardons sauvages.

Je me relevai en plein désarroi, fou de rage, au bord des larmes et proférant les pires obscénités. J'entendis des pas s'approcher dans le sous-bois : Normandin.

— Rien n'est perdu, dit-il. Tout ce qui est enterré n'est pas mort. Ce qui fut écrit sera un jour réécrit. Il est encore en notre pouvoir d'imaginer cette rencontre entre Hamlet et Falstaff, de renouer avec la vivifiante parole la félicité verbale qui naguère leur rendirent l'existence. Tragique et burlesque, la vie est dans le feu et dans l'eau.

Je courus me jeter à l'eau. Je me serais volontiers jeté au feu.



Sylvain Tanguay *À l'ombre des lumières* Gravure sur bois
1981

# Entrevue avec Richard Kistabish *

*Possibles.* L'Abitibi-Témiscamingue représente une partie du territoire traditionnel de la nation Algonquine. Vos ancêtres y ont vécu depuis 15 000 ans environ. Dans cette région-ci du Québec, depuis les cent dernières années, les non-Indiens vous ont dépossédé de votre territoire et de ses richesses. Comment avez-vous survécu à cette invasion des non-Indiens ?

*Richard Kistabish.* Ça tient du miracle. Notre monde, notre peuple, a toujours su vivre en harmonie avec l'environnement naturel, même si cet environnement changeait. Malgré tous les changements que connaît l'environnement, nous avons toujours eu cette capacité de nous accorder avec la terre. Cette force était acquise et maintenue par la spiritualité. Même après l'arrivée des Missionnaires, notre spiritualité a conservé sa force, malgré le fait qu'elle fut un peu diluée par la domestication. Dans cette spiritualité-là, il y avait une pensée : « Tant et aussi longtemps que le soleil brillera et que l'eau coulera, il y aura des Anishnabe. » Toute notre spiritualité est basée là-dessus, et ce, depuis les temps immémoriaux. Pour nous, le Christianisme, le Bouddhisme, et les autres religions organisées, sont des religions relativement jeunes.

*P.* La ré-unification de la nation Algonquine coïncide avec la mise sur pied du Conseil Algonquin, il y a quatre ans environ. Comment ce regroupement s'est-il effectué ?

*R.* D'une façon traditionnelle, nous sommes toujours unis et l'avons toujours été, à cause de notre

---

* Les propos qui suivent ont été recueillis par Gilles COUTURE, de Val d'Or, auteur de *Les Commandos de l'Anti-Apocalypse* (éditions Aurore-Univers, Montréal, 1979), et recherchiste en droits autochtones depuis 1978.

façon de vivre. L'invasion de nos territoires par les *8wemetekogi* (non-Indiens) a amené la création de « terrains de football » réservés exclusivement à notre usage. Cette nouvelle façon de vivre a considérablement modifié les relations entre nos familles. Le regroupement par réserves a créé un besoin de se rencontrer à nouveau, comme autrefois, et au cours des 20 dernières années, nous étions à la recherche d'une formule d'ajustement de nos relations. Diverses expériences ont été tentées, comme, par exemple, l'Association des Indiens du Québec, la Confédération des Indiens du Québec, les rencontres informelles des bandes Algonquines non-membres de cette Confédération. À la suite de ces expériences, nous en sommes venus à la création du Conseil Algonquin, via une Corporation. Cette Corporation n'est qu'une autre expérience que nous tentons en vue d'arriver à la reconnaissance de la Nation Algonquine comme telle.

*P.* En novembre 1980, une délégation Algonquine a témoigné devant le Tribunal Russell sur les Droits Autochtones à Rotterdam, dans les Pays-Bas. Quelle a été la nature de votre participation lors de ce Tribunal où se sont fait entendre de nombreux groupes Indiens des trois Amériques ?

*R.* Notre Mère la Terre est violée dans tous les sens du mot par les êtres humains qui l'occupent. On détruit les forêts, on contamine les cours d'eau et les denrées alimentaires, on pollue les océans, on provoque les pluies acides, etc. Parallèlement, notre peuple doit aussi subir l'invasion des *8wemetokogi* (non-Indiens, Euro-Canadiens). Leur arrivée a créé un environnement néfaste à la santé de notre peuple et à la santé de notre Mère la Terre. Il est normal que si la Terre est malade, les gens vont l'être aussi. Donc, nous avons dénoncé cette situation, nous avons dénoncé les politiques mises en place par les gouvernements pour nous exterminer. Il y a cent ans, dans bien des régions des Amériques, on assassinait délibérément les Anishnabe. Aujourd'hui, au lieu

d'utiliser les armes à feu, ils utilisent l'alcool, et ils nous imposent des conditions de vie contraire à notre mode de vie traditionnel. On nous parque dans de minuscules réserves, on nous harcelle constamment lorsque nous voulons chasser, trapper et pêcher, on nous impose un système scolaire qui nous empêche de parler notre langue maternelle, etc. Malgré toutes nos interventions, nos tentatives de solutions, les gouvernements continuent d'ignorer nos propositions. Même l'identité Indienne est contrôlée par une loi fédérale fabriquée et imposée par des non-Indiens. Au Tribunal international Russell, nous avons exposé seulement la partie visible de l'iceberg-génocide.

*P.* La nation Algonquine songe-t-elle à amorcer éventuellement un processus de revendications globales en ce qui touche vos droits fonciers, vos droits de chasse, de trappe et de pêche et l'ensemble de vos droits autochtones ?

*R.* Oui. Ce mandat a été donné au Conseil par l'ensemble du peuple Algonquin lors de notre Assemblée Générale Annuelle tenue en juin dernier à Hunter's Point, au Témiscamingue. Un comité spécial travaille sur ce dossier. Un représentant de chaque bande siège sur le comité. En ce qui concerne la reconnaissance des droits autochtones et l'aide à la recherche dans ce domaine, nous nous demandons si le gouvernement fédéral est honnête ou s'il parle avec une langue fourchue.

*P.* Les communautés Algonquines semblent vouloir prendre en charge leur propre éducation. Qu'avez-vous accompli à ce niveau, et qu'anticipez-vous dans ce domaine pendant la prochaine décennie ?

*R.* En 1954, une première école fut construite pour nous à St-Marc, près d'Amos, en Abitibi. C'était la première fois que notre peuple avait à affronter le système d'éducation non Indien. Dans un premier temps, on a encaissé tout ce que nous avons pu, et finalement, nous nous sommes dit, pourquoi ne pas

entrer dans le système plutôt que de le combattre, c'est-à-dire, en prendre le contrôle, et travailler à la formation d'enseignants et enseignantes Algonquins. Ce fut une première expérience dans ce sens, et elle fut pilotée par Jean Papatie. Ce fut une façon très sage de procéder. C'est en place et ça fonctionne très bien. Voilà une facette de l'affaire. Au même moment, il s'est créé dans la conscience de quelques personnes, le désir de travailler à l'enseignement de la langue Algonquine, soit de façon traditionnelle dans chaque bande, soit en passant par l'uniformisation des différents dialectes qui varient légèrement de bande en bande. D'où le besoin de linguistes. On a alors créé un matériel éducatif pour l'enseignement de la langue maternelle dans les écoles en place. Mais les enseignants, en général, ne sont pas Indiens. Heureusement, l'évolution et le développement de ce matériel éducatif a suscité une plus grande motivation chez les étudiants-maîtres Algonquins. L'autre facette, qui est aussi une expérience que nous voulons tenter : alors que plus de ressources seront disponibles, nous voulons prendre en charge de façon totale notre propre système d'éducation, depuis la pré-maternelle en montant et en utilisant uniquement la langue Algonquine.

*P.* Un bon nombre d'Algonquins et Algonquines ne sont pas reconnus par le gouvernement fédéral comme étant des Indiens «enregistrés». Comment percevez-vous ce problème ?

*R.* Depuis trois ou quatre ans, j'ai mis beaucoup de temps à tenter de «régler» ce «problème». À Pikogan (village Algonquin situé près d'Amos), nous avons pour le moment une solution face aux problèmes suscités par la Loi sur les Indiens, c'est-à-dire, la création de catégories arbitraires telles «Indien statué», «Indien Sans-Statut» et «Métis». Nous avons établi une formule selon laquelle la reconnaissance officielle d'un membre est décidée par l'ensemble de la communauté. Ça fonctionne comme suit : une personne qui se sent Indien ou Indienne mais qui

n'est pas inscrite comme «statuée» par le gouvernement fédéral, doit exposer son désir d'être reconnue Algonquin ou Algonquine lors d'une assemblée spéciale convoquée dans ce but. Une fois que la personne a fait connaître son désir et ses motivations, nous laissons au monde le temps de réfléchir sur ce qu'a déclaré cette pesonne. Après quoi, nous tenons une deuxième réunion au cours de laquelle les vieux et les sages font aussi une déclaration publique en ce qui concerne le désir exprimée par cette personne. Et finalement, lorsque tout ça est fait, nous passons au vote pour l'acceptation ou le rejet de la demande de citoyenneté algonquine.

*Yvon Dallaire*

# La poubelle du Nord

Dans la salle de l'église Saint-Michel où se déroulent les séances de consultation publique sur l'environnement de Rouyn-Noranda, l'arôme pénétrant de l'encens a bel et bien cédé la place à l'odeur familière de la cigarette. La fumée dense qui flotte depuis deux jours dans cette salle d'audiences improvisée incommode Richard Kistabish, président de l'Association des chefs et conseils algonquins du Québec. Mais ce soir, dans un mémoire concis et percutant présenté aux membres du Comité permanent sur l'environnement à Rouyn-Noranda (CPERN), c'est *l'autre* fumée que dénonce le jeune leader algonquin, celle que crachent jour et nuit, depuis 1927, les cheminées géantes de l'usine de smeltage de la compagnie Mines Noranda Ltée.

Cette usine, qui emploie plus de mille travailleurs et qui rejette chaque année dans l'atmosphère 552 000 tonnes d'anhydride sulfureux et près de 9 000 tonnes de métaux lourds, il faut la fermer, estime Richard Kistabish et préparer dès maintenant les plans et devis d'une nouvelle usine qui, cette fois, ne polluerait pas. «Nous ne sommes pas contre le progrès technique et le développement industriel, comme vous pourriez le penser, précise-t-il. Tous les hommes utilisent une forme de technologie quelconque pour survivre dans la nature. Par contre, nous savons que votre technologie n'est pas appropriée lorsque nous la voyons empoisonner nos rivières, contaminer l'air et tuer la végétation.»

Richard Kistabish, l'un des quelque quarante représentants d'organismes à témoigner au cours de ces séances de consultation publique qui ont eu lieu les 4, 5 et 6 février 1980, aurait pu s'étendre longuement sur les diverses agressions qu'a dû subir au cours du dernier siècle l'environnement de

l'Abitibi-Témiscamingue, territoire traditionnel des Algonquins. Car, si plusieurs coins ont été épargnés en raison de l'étendue phénoménale de son territoire, l'Abitibi-Témiscamingue n'est pas tout à fait cette étendue vierge et sauvage que se plaisent à nous décrire les promoteurs touristiques.

## Saignée à blanc

Les assauts contre l'environnement abitibien ont été et sont encore de divers types. Ainsi, pendant plusieurs décennies, les grandes compagnies forestières et papetières ont profité du fait que l'Abitibi et le Témiscamingue offraient un excellent réseau de communication par voie d'eau pour acheminer les récoltes de bois aux usines. Cette pratique, le flottage du bois, est maintenant interdite et pour cause : les écorces et autres débris organiques se déposent au fond des lacs, s'accumulent et, en se décomposant, consomment cet élément vital pour la faune aquatique : l'oxygène.

Ces mêmes compagnies et celles qui ont pris la relève pratiquaient et pratiquent encore la coupe à blanc sous l'œil indulgent du gouvernement. Les évêques de la région ont dénoncé ce type d'exploitation forestière car, en plus de perturber l'habitat faunique, la coupe à blanc favorise l'érosion du sol. Tôt ou tard, les matières organiques ainsi libérées se retrouvent dans les cours d'eau. On reproche aussi aux entrepreneurs forestiers de couper le bois trop près des rives et de bloquer encore, à l'occasion, le cours des ruisseaux plutôt que de construire des ponts comme les y oblige la loi.

Nos grandes étendues d'eau ont également attiré les compagnies productrices d'électricité. Plusieurs de nos lacs ont connu une hausse considérable de leur niveau d'eau à la suite de la construction de barrages. Encore récemment, les Algonquins et les habitants du Témiscamingue ont dû se battre énergiquement pour empêcher que le niveau des eaux du lac Victoria

et du réservoir des Quinze ne soit rehaussé de nouveau.

**C'est pas du mercurochrome !**

Mais c'est surtout le rejet de substances toxiques dans notre environnement qui suscite le plus d'indignation. L'alarme a été sonnée à l'été 1971 lorsqu'on mesura des concentrations anormalement élevées de mercure dans le sang de quatre Indiens Cris de la bande de Waswanipi, près de Lebel-sur-Quévillon. Bien que dix fois inférieures à celles mesurées chez les victimes de la maladie de Minamata, au Japon, ces concentrations constituaient de toute évidence une menace pour la santé.

Les Indiens Cris qui pratiquaient la pêche commerciale durent cesser leurs activités. Il leur a fallu également modifier leur diète, basée principalement sur la consommation de poissons, de sauvagine et de gibier. En fait, et c'est peut-être la conséquence la plus grave, c'est tout leur mode de vie qui a été remis en question. Quant aux pêcheurs sportifs, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a dû préparer à leur intention une carte des lacs de la région où sont indiquées les limites de consommation hebdomadaire selon l'espèce capturée et l'endroit où les prises ont été effectuées. Pour les habitants d'une région renommée pour ses lacs poissonneux, l'injure est difficile à avaler.

Mais ce mercure, d'où vient-il ? Selon le Bureau d'études sur les substances toxiques, le mercure est déjà présent à l'état naturel dans l'environnement. Une certaine quantité aurait pu être libérée sous l'impact des grands travaux d'exploitation forestière et minière qui ont marqué ces dernières décennies. L'acidification croissante du milieu favoriserait cette mise en disponibilité du milieu.

On peut difficilement quantifier cet apport, mais il en est autrement lorsqu'on étudie la contribution de certaines activités industrielles.

Ainsi, à Lebel-sur-Quévillon, la compagnie Domtar a opéré une usine de chlore-alcali et de soude caustique de 1967 à 1978. Durant cette période, l'usine a consommé 34,8 tonnes de mercure. De ce total, 12,3 tonnes ont été rejetées dans les effluents liquides, 9 tonnes dans l'atmosphère et 2,9 tonnes dans le parc à déchets. La différence se retrouve essentiellement dans des pertes dites «non comptabilisées»!

À Noranda, l'usine de smeltage a rejeté dans l'atmosphère 1,8 tonne de mercure au cours de l'année 1977. Si le taux d'émission a été le même depuis 1927, date du début des opérations, le bilan des rejets s'établirait donc à près de 100 tonnes!

Quant aux dix-sept mines d'or qui ont utilisé le procédé d'amalgamation par le mercure, le manque de données disponibles ne permet pas d'évaluer la quantité totale de mercure rejeté. Celle-ci, cependant, est loin d'être négligeable. De même, il est difficile d'évaluer la quantité de mercure contenue dans les déchets de mines de cuivre, de zinc et de plomb. Comme on peut le constater, à toutes les étapes de l'activité minière, de l'extraction à l'affinage, il y a des fuites de mercure.

## Les sacs Glad? Connais pas

La crise du mercure en Abitibi-Témiscamingue aura au moins eu l'avantage de soulever publiquement le problème de la gestion des parcs à déchets miniers. Jusque-là, on s'était peu soucié du danger potentiel qu'ils représentaient. Or, depuis le début des activités minières dans la région, plus d'une centaine de mines ont été en opération. La plupart ont accumulé au cours des ans des quantités incroyables de résidus. Sous forme de poussières ou de granules, ces résidus contiennent notamment de l'arsenic, du mercure, du cadmium, du cuivre, du plomb, du zinc. Exposés à l'air libre, ils sont charriés par le vent ou encore, au contact de l'eau, entraînés

jusqu'aux plans d'eau. Il en résulte une contamination par les métaux lourds que plusieurs études ont confirmé : contamination des sédiments, des lacs, des poissons.

La plupart de ces parcs à déchets miniers sont aujourd'hui abandonnés. Comme il est difficile voire impossible de retracer les propriétaires, c'est le gouvernement qui devra assumer les frais de restauration. Avec les coupures budgétaires annoncées, il semble bien que la stabilisation des résidus par l'érection de digues et l'aménagement d'un couvert végétal n'est pas pour demain, même dans la région de Rouyn-Noranda où ces interventions sont jugées prioritaires.

## Sur la piste d'Arsène

Comme si les assauts de l'industrie minière ne suffisaient pas, on s'est rendu compte récemment de l'existence d'une contamination naturelle. À l'été 1980, des chercheurs de l'hôpital Mont-Sinaï de New York, venus enquêter sur la santé des travailleurs de l'usine de smeltage, mesurent des concentrations anormales d'arsenic dans le sang d'un employé, résident de la petite municipalité de Granada, près de Rouyn. Une recherche permet d'établir que c'est la nappe d'eau souterraine d'où lui et quelques voisins tirent leur eau potable qui est contaminée. Alerté, le ministère de l'Énergie et des Ressources indique qu'il s'agit là d'une pollution naturelle liée à la présence, dans le sous-sol, de l'arséno-pyrite. Cette contamination, avons-nous appris, s'étendrait, à des degrés divers, à la grandeur de la région. À notre connaissance, aucune analyse systématique des puits de particuliers n'a été entreprise à la suite de cette découverte.

## Humus a disparu

Marcel Léger, ministre délégué à l'Environnement, était loin d'imaginer ce qui l'attendait à Rouyn-

Noranda lorsqu'il accepta, en mai 1977, l'invitation du Mouvement anti-pollution. Guidé par des hôtes particulièrement avertis, le ministre emprunta un circuit touristique assez particulier.

Au cœur même des villes-sœurs, Marcel Léger se promena sur les rives du lac Osisko. On lui expliqua que, jadis, ce lac approvisionnait la communauté en eau potable et que, maintenant, personne n'osait même s'y tremper l'orteil tant les eaux étaient acides et contaminées par les métaux lourds. On se transporta ensuite aux lacs Pelletier et Rouyn, deux lacs situés à l'intérieur des limites de la ville et où on chercherait en vain une trace de vie. Puis, on désigna au ministre une bande de terre de 4,5 kilomètres carrés si affectée par l'anhydride sulfureux que même la couche d'humus a disparu. Au cours de l'escale du lac Dufault, source d'eau potable des villes-sœurs, on lui rappela la polémique engagée depuis un an au sujet de la qualité de l'eau potable.

Une fois rendu aux parcs à déchets miniers de la compagnie Noranda, le ministre prit plusieurs photos de ces paysages à perte de vue style « Mars-by-night » où le violet, le noir et l'orange des résidus contrastent étrangement avec le vert des conifères environnants.

C'est alors que ses hôtes pointèrent un doigt accusateur sur les divers parcs à déchets abandonnés qui ceinturent la ville, sur les installations minières de la compagnie Falconbridge et surtout sur le concentrateur et l'usine de smeltage de la compagnie Noranda, principale responsable de tout ce gâchis. Au terme de ce tour de ville un peu spécial, le ministre déclara : « Plutôt que de noter les éléments polluants de votre région, j'aurais dû inscrire ce qui n'est pas pollué. J'aurais gagné du temps. » Et d'office, il désigna la compagnie Mines Noranda « le numéro un de la pollution au Québec ».

Dès le début de son mandat, le ministre Léger avait indiqué que le succès de la lutte contre la pollution au Québec était conditionnel à l'appui qu'il recevrait de

la population. «Faites pression sur moi», clamait-il aux quatre coins de la province. Fort de l'appui des 5 000 signataires d'une pétition déposée un an auparavant sur la table du ministre Victor Goldbloom, prédécesseur de Marcel Léger, le Mouvement anti-pollution était en bonne position pour revendiquer un redressement de la situation. La balle était dans le camp du ministre.

## Un soufre de vie

Freiner la contamination de l'eau dans la région de Rouyn-Noranda ne poserait pas, à priori, de problèmes sérieux. Par contre, il ne serait pas aussi facile d'amener la compagnie Noranda à éliminer ou du moins à réduire substantiellement ses rejets d'anhydride sulfureux et de métaux lourds dans l'atmosphère. À l'époque, le seul procédé connu pour contenir ce gaz irritant qu'est le $SO_2$ consiste à le convertir en acide sulfurique, utilisé notamment pour fabriquer de l'engrais. Or, invoque Mines Noranda, le marché de l'acide sulfurique est saturé et les coûts de construction et d'opération d'une usine d'acide sont exhorbitants. On se dirige vers une impasse. Principal employeur des villes-sœurs, Mines Noranda menace de fermer son usine de smeltage si les exigences du ministère de l'Environnement sont trop sévères.

Coincé entre les attentes de la population et la position inébranlable de la compagnie, le ministre Léger décide, à l'automne 1977, de confier au Bureau d'études sur les substances toxiques (BEST) le mandat de préparer une analyse globale de l'intoxication du milieu. Cette opération d'envergure dure deux ans et aboutit à la publication de 39 rapports étoffés. Entre-temps, le ministre a suscité la formation du Comité permanent sur l'environnement à Rouyn-Noranda (CPER).

Cet organisme, composé des représentants de divers corps intermédiaires, est chargé d'informer et

de consulter la population à la lueur des études effectuées par les experts du BEST. Aux séances de consultation publique qui ont lieu en février 1980, quarante mémoires sont déposés. La plupart des intervenants réclament du ministre qu'il mette au pas la compagnie Noranda et la force à construire une usine d'acide sulfurique qui permettrait, dans un premier temps, de réduire de 40% les rejets d'anhydride sulfureux dans l'atmosphère. Les cités de Rouyn et de Noranda et les organismes à caractère économique prennent en considération la menace de fermer l'usine de smeltage et refusent, en conséquence, de mettre en danger l'existence de celle-ci. Un sondage ultérieur confirme la tendance exprimée au cours des séances de consultation.

Un an et demi plus tard, ne voyant aucun signe manifeste que le gouvernement est décidé à agir, le Comité permanent sur l'environnement à Rouyn-Noranda commence à s'agiter. Toute cette opération n'aura-t-elle servi qu'à tourner le fer dans la plaie ? Heureusement pour les habitants des villes-sœurs, le ministre Léger n'a d'autre choix que de régler le cas de la compagnie Noranda. Ses négociations avec le gouvernement américain sur la question des pluies acides l'obligent, en effet, à faire le ménage dans sa cour avant de faire la leçon à nos voisins du sud, principaux responsables de l'acidification du territoire québécois. Or, l'usine de smeltage à Noranda émet à elle seule 56% de tout l'anhydride sulfureux originant du Québec. Quel beau cas à présenter à Washington s'il était réglé !

## D'Asbestos, voici l'ami Ante

Peu après la saute d'humeur du CPERN, Marcel Léger, triomphant, sort de sa boîte magique la solution inespérée. En fait, c'est la Société nationale d'amiante qui a volé à son secours. Au terme d'une recherche visant à recycler les résidus d'amiante, la SNA, de concert avec le Centre de recherches sur

l'amiante de l'Université de Sherbrooke, a mis au point un procédé qui permet de produire du sulfate de magnésium à partir d'anhydride sulfureux et de résidus d'amiante. Le nouveau produit obtenu entre dans la composition de fertilisants et de matières réfractaires. Des analyses de marché montrent que des débouchés existent et que les produits fabriqués seraient en excellente position commerciale sur le marché.

Théoriquement, tout l'anhydride sulfureux produit par l'usine de smeltage pourra être utilisé. Dès l'an prochain, des essais auront lieu sur le site même de l'usine dans le but de valider les résultats obtenus en laboratoire. Ce n'est qu'en 1990, cependant, qu'on pourra anticiper une réduction substantielle des rejets de $SO_2$ et ce, si tout va bien.

En ce qui concerne l'émission de métaux lourds dans l'atmosphère, le problème reste entier. La compagnie Noranda prévoit réduire ses rejets de 80% d'ici peu. Même à ce moment, le taux d'émission sera encore 10 fois supérieur à la norme prescrite par le ministère de l'Environnement !

## Nous sommes d'ici

L'histoire de la destruction du milieu de vie de Rouyn-Noranda c'est en fin de compte l'histoire d'une société qui a toléré que la recherche du profit se fasse au détriment du bien-être général. Il est difficile, en effet, de plaider l'ignorance ou l'inconscience dans le cas de l'usine de smeltage de la compagnie Noranda. En 1926, au moment de la construction de l'usine, la compagnie obtenait, en vertu d'une loi spéciale, la garantie qu'elle ne serait pas poursuivie en cas de dommages causés par les gaz et fumées produits par les opérations de l'usine. Cette loi, abrogée en 1965, les gens de Rouyn-Noranda la connaissent bien. Ils savent aussi que si le groupe Noranda a l'importance qu'il a aujourd'hui, c'est un peu grâce au travail fourni par les mineurs et

travailleurs de l'usine de smeltage depuis 1927. Ils auraient apprécié, à défaut de voir les profits réinvestis ici, qu'au moins on leur laisse en héritage un milieu de vie intact. Après tout, eux aussi sont d'ici.

*Robert Laplante*

# Les serres de Guyenne

La paroisse de Guyenne a été fondée en 1947 sous l'égide de la Fédération des Sociétés de Colonisation par un groupe de jeunes hommes qui rêvaient de créer une paroisse entièrement organisée en fonction de leurs idéaux coopératifs. Au fur et à mesure que la colonie gagnera sur la forêt, ces jeunes célibataires prendront compagne pour fonder foyer et pays. Ils travailleront avec une ardeur admirable. Tout au long de la première décennie la paroisse mettra en place des institutions coopératives fort originales [1] et connaîtra un développement aussi rapide que différent de ce qu'on retrouve alors ailleurs en pays de colonisation. La population paroissiale ne manquera d'ailleurs pas de croître au même rythme que l'enthousiasme de ces jeunes ménages d'idéalistes : au milieu des années cinquante le taux d'accroissement naturel est de 77.7 et la soixantaine de familles regroupe, en 1955, un total de 440 personnes !

Dès le début des années soixante cependant le projet éprouve de plus en plus de mal à composer avec les exigences et la logique du développement capitaliste. À Guyenne comme ailleurs en Abitibi et dans les autres régions du Québec, les intérêts des communautés locales se heurtent aux impératifs du capital et aux exigences du marché. Les heurts sont brutaux et remettent en cause jusqu'à la survie même de régions entières. Pour en affronter les conséquences et en limiter l'impact, l'État commence alors à parler de rationaliser le développement régional et de planifier l'utilisation des ressources (humaines et autres). Dans le grand théâtre de la participation où les communautés locales tiendront à peine les rôles

---

[1] Une analyse détaillée en sera faite dans le cadre du projet « Relations sociales et vie communautaire en milieu populaire » à l'Institut Québecois de Recherche sur la Culture.

de figurants, les aménageurs dresseront et «proposeront» des plans de développement. Déjà aux prises avec le capital la paroisse devra désormais affronter un obstacle supplémentaire : celui d'avoir à s'affirmer et se maintenir en dépit du verdict des technocrates.

En effet, Guyenne est alors dite, en jargon technocratique, une paroisse «marginale», c'est-à-dire un endroit dont les fonctionnaires aimeraient mieux savoir qu'il n'a jamais existé. Car aux dires des experts du développement par les autres, il n'y aurait pas moyen de vivre là convenablement, du moins selon les canons de la «modernité» c'est-à-dire, en gros, selon l'american way of life et l'idéal de la consommation. Condamnée, la paroisse vivra des heures très dures au cours desquelles les idéaux de départ seront remis en cause aussi bien par les difficultés du moment que par les solutions prônées par les technocrates, solutions qui, à terme, signifient la mort non seulement des idéaux coopératifs mais aussi de la paroisse elle-même. Les débats seront très vifs aussi bien entre les différents groupes de la paroisse (particulièrement entre les tenants d'une vocation agricole pour la paroisse et les partisans d'une vocation forestière) qu'entre la communauté elle-même et les différentes instances extérieures. Ces discussions déboucheront sur des projets et des solutions que la communauté elle-même proposera comme alternative aux volontés étatiques. Mais c'était là compter sur une bonne foi qui, pour le moins qu'on puisse dire, n'était pas toujours visible.

Car la stratégie bureaucratique, forte des leçons apprises en Gaspésie, n'était pas d'affronter les volontés locales mais bien plutôt d'user et d'abuser de la volonté des gens de se reprendre en main. Aussi apparaît-il clair maintenant qu'il s'agissait simplement de tenir le temps en multipliant les embûches et les délais en attendant que la misère et le découragement fassent leur œuvre. Cela portera fruit. En dix ans, la population diminue de moitié, un rang ferme, vingt-six maisons sont mouvées à l'extérieur ou aban-

données, le moulin à scie ferme pendant que les discussions se perpétuent en haut lieu... C'est la fermeture tranquille.

Profondément secouée, la population trouvera tout de même l'énergie de consolider ce qui reste. Après une courte période de lassitude morale bien compréhensible, la petite communauté reprend le collier de son destin. Au printemps de 1976 la communauté tient une journée paroissiale d'orientation et les discussions ravivent la flamme de l'idéal coopératif. Le moral est meilleur et la détermination de rester, de vivre et de continuer plus farouche que jamais. Et il en faudra de la détermination car la communauté n'est pas au bout de ses peines.

Avec une population d'à peine deux cent cinquante habitants les enfants commencent à manquer pour rendre l'école conforme aux exigences du modèle technocratique d'usinage scolaire sur lequel gouvernement et syndicats s'entendent comme larrons en foire. En 1979 la quatrième tentative en huit ans pour fermer l'école primaire du village sera cette fois, la bonne. Il apparaîtra plus rationnel aux technocrates de soumettre des enfants de cinq à douze ans à des trajets variant de trente à cinquante milles par jour. Il faut dire que ce ne sont pas *leurs* enfants... La communauté réagit vivement et décide de passer outre aux dictats des fonctionnaires : elle met sur pied — et à ses frais — sa propre école. Une expérience pédagogique fort originale y aura cours pendant une année au terme de laquelle, après de multiples débats et difficultés, il faudra renoncer et fermer l'école.

Fermeture tragique et qui n'est pas sans laisser de blessures profondes dans la communauté mais qui ne suffira pas à baisser d'un cran la détermination farouche de garder Guyenne sur la voie des désirs de ceux qui l'habitent. Sitôt l'école fermée, la paroisse se lance dans un projet économique de grande envergure. Sous l'initiative de deux jeunes biologistes dont l'un réside dans la paroisse, le projet de faire la

production de plants de conifères en serre commence à prendre forme. Pour la petite communauté il s'agit d'un immense défi puisqu'il faut mobiliser des sommes très importantes — du moins en regard des ressources de la paroisse — en même temps que faire la preuve qu'elle peut rapidement acquérir le savoir-faire nécessaire pour réussir et rentabiliser l'entreprise. La *Coopérative ouvrière de production de plants de conifères en serre de Guyenne* voit le jour. La Caisse populaire de la paroisse, l'Association coopérative de travail de Guyenne, la Société de recherche scientifique NORBI et les membres-sociétaires y investissent pour ainsi dire la plus grande partie des réserves et des capacités financières de la paroisse. Il faudra que ça marche ! La Société de Développement Coopératif et l'Union Régionale des caisses populaires viendront ajouter à l'effort financier de la paroisse et tenter l'aventure.

La coopérative ne pourra être mise en marche que si elle obtient le contrat d'achat de ses plants par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec. Il faut croire que l'équipe avait un dossier très bien monté puisque la coopérative a été retenue parmi plusieurs soumissionnaires du secteur privé pour remplir le contrat de production de onze millions de plants de conifères étalée sur cinq ans. Le programme PACLE du gouvernement fédéral aura permis l'octroi d'une subvention pour la période de mise au point technique du projet ainsi qu'une subvention renouvelable sur trois ans qui devrait permettre à la coopérative de fonctionner avec un fonds de roulement convenable.

Ainsi donc à l'automne 80 la coopérative entreprend-elle la construction d'un complexe de serres d'une superficie totale d'un acre. L'enthousiasme est à son comble et en dépit de plusieurs prédictions contraires l'équipe réussit à compléter l'installation en temps pour les premières semences qui ont lieu en décembre. La tâche est énorme ; il faut tout apprendre sur le tas ou presque en plus d'avoir à résoudre des problèmes connexes considérables comme ceux par exemple d'approvisionnement en bois de chauffage (il faut

plus de quatre cents cordes de bois de trois pieds pour un seul hiver). Les six permanents travaillent d'arrache-pied et avec une vigilance de tous les instants : il suffit que la température tombe en dessous d'un certain seuil pendant une heure seulement et c'est la catastrophe. La serre est plus fragile qu'une rose se répète-t-on par les froids de -40° C quand les hommes suffisent à peine à fournir les fournaises qui rugissent à tordre le métal.

Peu à peu ça commence à verdir dans les serres et jamais, comme dira l'un des travaillants, la verdure n'aura été d'autant d'espérance. Les jeunes pousses vont alors devoir être éclaircies et repiquées. Une autre opération d'envergure doit alors être mise en marche. C'est aux femmes de la paroisse qu'elle sera confiée. Une vingtaine d'entre elles apprendront à repiquer. Elles devront à chaque récolte répéter la même opération pendant plusieurs jours. Puis à la fin de la période de croissance, il faudra sortir à l'extérieur et les disposer dans un endroit spécialement aménagé, un million deux cent mille plants d'épinettes noires pour faire place aux nouveaux semis. À la fin de juin le cycle de production aura été accompli en entier.

Pour l'observateur, toute cette besogne aura été accomplie dans un climat de travail d'une exceptionnelle qualité. L'entrain et la bonne humeur qui se dégagent des grandes opérations ne manquent d'ailleurs pas d'impressionner plus d'un visiteur le moindrement familier avec l'atmosphère régnant habituellement dans les milieux de travail. Cela ne veut évidemment pas dire que la coopérative est un paradis. En fait, maintenant qu'une première année d'opération a été complétée, les membres commencent vraiment à découvrir les problèmes spécifiques et inhérents à leur coopérative. Si cela n'est pas apparu plus tôt, c'est que les simples impératifs de survie ont imposé un rythme endiablé qui a marqué l'année entière d'une véritable atmosphère de corvée permanente. Quand un conflit survenait on s'empressait de le refouler pour faire face au plus pressé.

Maintenant que les travaillants sont familiers avec leurs tâches et qu'ils ont une prise et une vue d'ensemble sur tout le processus de production un deuxième défi se pose à eux. Ils devront maintenant trouver les formes d'organisation du travail, de partage des responsabilités et de prise de décision les mieux adaptés à leur vouloir-vivre collectif. Le processus est d'ailleurs déjà amorcé et le groupe commence à pouvoir affronter ouvertement ses conflits et tiraillements ; il lui reste à inventer des formes de traitement de ces conflits qui lui permettront non seulement d'améliorer la qualité de la vie au travail mais encore et surtout d'enrichir la qualité de la vie démocratique aussi bien de la coopérative que de la paroisse.

Le bilan de la première année d'opération est plus qu'impressionnant. Non seulement la coopérative boucle-t-elle son budget avec un léger surplus mais encore peut-elle s'enorgueillir d'avoir atteint des standards de qualité de production qui ont impressionné plus d'un expert en génie forestier. Ces deux performances ne suffisent pas encore à garantir la survie définitive de la coopérative mais au moins elles contribuent à la rendre raisonnablement probable. Mais c'est sans contredit au plan social et communautaire que le bilan s'avère des plus encourageant. Quarante cinq personnes (29 hommes et 16 femmes) sont maintenant membres de la coopérative qui a par ailleurs créé six emplois permanents et mis en place une structure de travail à temps partiel qui a, cette année, embauché *cent (100) personnes* pour des périodes variant de quelques semaines à quelques mois. Dans une paroisse où les technocrates ne voyaient rien à faire, il a fallu faire appel à des travaillants des paroisses avoisinantes et même de la ville d'Amos ! Inutile d'insister pour dire que les serres ont changé la vie de la paroisse.

Il reste maintenant à consolider cet acquis pour pouvoir mieux foncer vers l'avenir. Un avenir qui ne cessera pas d'être problématique pour autant puisque

déjà des concurrents lorgnent le prochain appel d'offres du gouvernement. Et des concurrents qui ont toutes les chances du monde d'être déloyaux parce qu'ils seront des géants comme la CIP et qu'ils pourront soumissionner à perte pour ravir le contrat aux communautés comme celle de Guyenne. Les grandes compagnies forestières s'intéressent en effet beaucoup au marché du reboisement des forêts qu'elles ont elles-mêmes dévastées... Toute la question sera de savoir si le gouvernement consentira à transformer l'industrie du reboisement en occasion de profit pour ceux-là même qui l'ont rendu si cruellement nécessaire par un pillage honteux de nos forêts et un manque de souci flagrant pour l'avenir. Ceux-là voudraient désormais faire croire à un sens des responsabilités sociales maintenant que des coopératives comme celle de Guyenne font la preuve que la production de plants en serre peut représenter une activité lucrative. Comme il s'agit de contrats octroyés par l'État à même les argents de nos taxes, la simple décence exigerait qu'en soient systématiquement tenues à l'écart les compagnies forestières. Il faut choisir de confier ce secteur industriel aux communautés locales et à l'entrepreneurship communautaire : c'est la seule façon de permetre aux paroisses sises en territoire pillé par l'industrie forestière de transformer le gâchis en une occasion et une voie de ressourcement. C'est sur un pareil dossier que se jugent les prétentions à la social-démocratie.

À Guyenne, d'ici le prochain appel d'offres, la coopérative des serres continuera d'alimenter la volonté d'autonomie. L'imagination ne manque pas. La détermination non plus. L'école du village a beau être fermée, la paroisse n'a pas dit son dernier mot. La coopérative d'habitation de Guyenne, formée depuis l'automne 1981, entend bien transformer l'édifice pour y aménager la douzaine de logements manquants actuellement pour les jeunes qui veulent rester, maintenant qu'ils peuvent entrevoir un avenir.

Maintenant qu'il pousse des épinettes d'espérance.



France Lachaine *Vaguement...* Encre 1980

*Pierre Perrault*

# Éloge de l'échec

écrire sur la neige
avec la craie blanche
du silence

Rina LASNIER

On ne peut pas passer sa vie dans la victoire des autres, sans jamais informer la neige de son propre passage... de son existence précaire et clandestine... de son identité illégitime et assiégée... de son silence asservi et dévoré par toutes les marchandises. Aussi bien sommes-nous, pour ainsi dire historiquement, réduits à survivre l'âme en berne, à restaurer un langage humilié, à décaper une fois de plus l'armoire des possibles, à devenir de plus en plus éventuels, de moins en moins probables, éminemment hypothétiques dans le champ clos des échecs répétés, des négociations avortées, des espérances décapitées. Comme si nous n'avions plus que ce recours à l'échec pour nous évaluer. Mais plutôt faire l'éloge de l'échec que de racheter au rabais la fièvre du samedi soir. Qui en voudra de l'échec pour replanter un orgueil en déroute ?

Serions-nous à ce point démunis que nous n'aurions pas même une défaite véritable à négocier avec l'avenir ? Comme si nous étions même privés d'ennemi. Ni agresseurs ! Ni agressés ! Tout simplement une ethnie en dérive dans le social. Une tribu balottée dans le linguistique. Un homme empêché dans son passé qui ne débouche que sur l'assurance-chômage ou l'écriture. Emprisonnement dans le discours. Tous les discours. Et surtout celui des autres. Comme si derrière chaque arbre qui tombe de nos mains laborieuses dans la Gatineau des autres un ennemi n'était pas caché. Comme si tout ce passé constitutionnel et poli et juridique n'était pas inlassable dépossession. Laissant toute la place à l'imaginaire.

Mais lequel ? Et j'en arrive à comprendre ce désarroi de ceux qui ont emprunté au cinéma américain et à l'écriture française ce qu'ils ont nommé l'imaginaire et qui n'est jamais que la mise en marché d'une fiction récupératrice. Nous voilà donc un pied dans le mocassin d'une nostalgie et l'autre dans les bottes lacées (Kodiak bien sûr) du braconnage. Enfermés dans la bière exubérante de la Saint-Jean. Dans le discours encore une fois et nulle part ailleurs. Main-d'œuvre et clientèle. Dans le discours qui *n'a pourtant pas froid aux mots* (Yolande Lemaire). Mais dans aucun événement. N'ayant jamais passé aux actes d'un avènement. N'est vaincu que celui qui prend les armes. Le discours éternise. Je me cherche une défaite qui m'actualise. J'escompte une défaite. Sinon l'avenir restera chimérique. À jamais.

Et s'il en est une seulement, une seule, quel discours l'a invoquée en faveur de la victoire ? Qui l'a soulevée dans le discours prolongé ? Qui a prétendu la triste histoire ? Notre seule aventure collective, notre seule et unique entreprise de conquête, notre seule façon d'échapper au discours et de passer aux actes, qui l'a camouflée dans les humiliations, qui l'a récusée, qui l'a repoussée dans le dérisoire, qui l'a vendue pour trente deniers à un éventuel Louis Hémon ? Pourtant, un jour, à la sauvagesse, en presque secret, sur le dos des plus pauvres, sous de faux prétextes si l'on veut, nous avons levé une armée pour enfin échapper à notre propre désuétude.

*nous fûmes invités à lever des colons...*
*...*
*un immense espace s'offrait en Abitibi pour la fondation de nouvelles paroisses...*

Félix-Antoine SAVARD

Une armée de colons pour fonder des paroisses. Une armée de gueux. Sans état-major. C'est l'histoire de l'Abitibi. La plus triste histoire de notre histoire sans histoire. La plus lamentable. Sous prétexte de

paroisses. Commandée par des prêtres-colonisateurs. Et pour ne pas faire d'histoire nous n'avons pas, à vrai dire, raconté l'histoire. Nous nous sommes nous-mêmes, délibérément, passés sous silence. Par humilité. Nous avons préféré les autres histoires... les histoires des autres. Imaginaires encore une fois.

Nous ignorons délibérément que nous appartenons à *un peuple confronté depuis toujours à son obscurité et incapable de la nommer* (F. Dumont), ayant toujours emprunté ses histoires. *Ma mère se nommait Hollywood. Mon père Saint-Germain-des-Prés,* affirme Jacques Godbout sans protester. Mais qui consentirait à raconter l'histoire d'une catastrophe qu'aucun vainqueur ne revendique? Les survivants eux-mêmes ne soupçonnent même pas qu'ils survivent et ne veulent plus rien savoir de l'aventure dont ils ne sortent pas vaincus à leurs propres yeux, ne soupçonnant même pas l'existence d'un ennemi, mais mortifiés, humiliés, *un peu ridicules d'avoir si souvent exalté l'agriculture mais, pour plusieurs, c'était une solution de désespoir* (F. Dumont). Mais on ne se bat, quand on est pauvre, qu'avec les armes de la pauvreté. Toutefois il faut savoir que l'Abitibi n'a pas exalté l'agriculture mais le royaume, n'a pas prétendu la terre mais le territoire, n'a pas défriché un sol mais affirmé une souveraineté. Et cette pensée je la trouve dans les regrets. Et cet échec n'est pas un échec mais une illustration, une preuve. La preuve qu'on ne sortira pas de la pauvreté par la pauvreté... qu'on ne s'empare pas de la richesse par le travail... qu'on n'entrera pas dans le royaume par le courage. Mais ils ne savent pas encore l'importance d'une telle illustration. Ils ignorent encore que cet échec de leurs mains calleuses démontre le bien-fondé de leur projet. Et que sans la souveraineté, le travail ne rapporte jamais au travailleur. Ils ne savent pas qu'ils ont démontré que pour sortir de la légende il fallait entrer dans l'histoire, que pour échapper au discours de l'impuissance il fallait passer aux actes. Et ils ont passé bien près de réussir. Et les raisons de leur échec nous dictent un avenir.

Mais qui a raconté... qui sait... qui veut savoir que nous avons investi des tonnes de courage dans l'aventure de l'Abitibi ? Seize mille lots ont été concédés. Sur chaque lot plusieurs colons se sont succédé comme sur une ligne de feu. Avec femmes et enfants. Des millions d'arbres et de lièvres ont été abattus. Qui dira la providence du lièvre quand l'hiver n'en finissait plus dans les caves à légumes ? Et on ne leur donnait, à ces simples soldats d'une guerre obscure, que les armes de la pauvreté... que la pauvreté pour seules armes.

*moi, c'est par orgueil... pour pas être aux crochets de personne... pour pas être sur le secours direct... pis pour pas que nos amis nous voient dans la misère... que chus allé là...*
*...*
*mais rendus là-bas on a mangé not' sauce ! ! ! ah oui, là bas, on en a arraché ! ! !*
*...*
*savez-vous ce qu'ils donnaient aux colons ?*
*un fanal...*
*quinze livres de fil d'alton...*
*une chaîne à billots, vingt pieds d'long, pas de crochet ni d'un boutte ni d'l'autre...*
*un tuyau... une pompe...*
*un lighter... une pipe... pas d'tabac...*
*...*
*finalement un calendard (un godendard) de six pieds ; ça va mal un homme tout seul sus un godendard de six pieds avec un p'tit gars de deux ans...*

Qui a investi dans l'espérance du royaume tant et tant de courage désarmé ? Quinze livres de *fil d'alton* pour prendre le lièvre au collet et le royaume à la peine. Et je ne m'étonne pas qu'ils ne veuillent plus en manger, du lièvre et de la misère, et préfèrent *du bon poulet* du Petit Colonel. Mais je ne m'en réjouis pas non plus que cette promesse de royaume les ait réduits à ce dégoût du royaume... parce qu'on les a laissés tomber de la promesse dans l'assurance-chômage sans même lever le petit doigt de l'indignation, sans brandir la vantardise de l'épopée.

*not' charrue, savez-vous comment c'qu'elle était faite?*
*...*
*j'avais une chaîne, une chaîne à billot qu'Auger nous avait donnée...*
*je l'ai attachée après une bûche de bois...*
*ma femme tenait les manchons...*
*pis moi j'faisais le bœuf en avant...*

Un homme attelé à une charrue de bois du commencement du monde et sa femme tenant les manchons dans l'espoir d'un premier jardin pour épargner le prochain hiver. Mais ils avaient compris qu'il s'agissait d'une conquête et qu'on ne bâtit pas un royaume en buvant le scotch des autres. *Un royaume vous attend,* leur disait-on et ils y ont cru. Et ils ont abattu les arbres en dépit des mouches et ils ont enclos un immense territoire pour en prendre possession en leur nom de gueux et non pas, encore une fois, au nom du roi. Et ces hommes et ces femmes de la dépression, expulsés par la misère d'une ville de leurs mains, ces locataires chassés de leur logis par les possédants, ces pauvres gens ont recommencé à même la forêt fondamentable la pénible opération de changer la terre hostile en pays chaleureux... en pays qu'ils nommeront de leur poésie en dépit des géographes qui sont rarement de leur avis. Tout un royaume occupé, conquis, à la mitaine, sans arme qu'un peu de fil d'alton, une pipe pas de tabac, une charrue pas de bœuf et une espérance demesurée. Une espérance qui n'a pas été homologuée. Une espérance honorable aujourd'hui désavouée par les vendeurs d'espérance à meilleur marché. Et tout ce grand combat d'un peuple désarmé est maintenant repoussé dans le grand silence du mépris parce que Beaudelaire n'en a pas parlé.

Pourtant il faut le dire, se le dire, il ne s'agit pas d'une pure et simple entreprise de colonisation. Dans notre triste histoire sans histoire nous avons connu des rébellions, des manifestations, des fronts communs, des querelles parlementaires, des émeutes du Forum, plusieurs dispersions des Acadiens, des événements

d'octobre, des troubles de 37, des revanches des berceaux, des lois 101, des retours de charrette, des congrès eucharistiques, des concerts rock, des coupes Stanley, des victoires des Expos et même un prix Goncourt... mais cette fois-là est la seule où nous ayons levé une armée (pacifique bien sûr: nous n'avons pas les moyens de la belligérance) dans un projet de conquête. Pour une affaire de royaume. En notre pauvre faveur. La première fois depuis 1760 et la seule et la dernière. Pour échapper à l'étouffement, à l'encerclement, à l'aliénation galopante. Pour ne pas perdre le nord dont personne ne voulait, notre seul débouché, tout le reste étant occupé. Aventure de pauvres gens! Sans envergure! Sans tambour ni trompette! Mais quelle générosité! Et quelle humilité! Dans la glaise fondamentale. *La glaise abitibienne est pleine de qualités,* affirmait Raoul Blanchard, le géographe. *Jamais Dieu ne fit à aucun peuple un aussi beau présent d'argile,* surenchérissait Savard, le poète colonisateur. *Un royaume vous attend,* entonnaient les recruteurs. Mais les colons d'aujourd'hui prennent la bonne mesure du discours d'autrefois.

*c'était pour se débarrasser d'nous-autres...*
*...*
*au lieu de manger d'la misère icitte en ville autant manger du lièvre en Abitibi...*
*...*
*moi, chus v'nu au monde*
*l'aut'bord du jeûne pis en d'ça d'la viande*
*...*
*nous aut'on s'est jamais couché sans souper: quand on soupait pas, on s'couchait pas*

mais ils se consolaient de toutes les promesses mal tenues et de la pauvreté et de l'acharnement des souches et de l'excès des mouches et de la complicité du gel:

*on a cru à la hache pour défricher la terre!*
*on a cru aux bœufs pour labourer la terre!*
*...*

*en té cas, moé, j'ai vu les vaches icitte...*
*le mil assez gros que les vaches étaient obligées de casser le mil avec leu gueules sus l'auge pour l'envaler...*
*...*
*moé, au début, j'ai dit :*
*icitte, y aura pas une graine assez fantasque pour pousser là-d'dans ;*
*la terre assez dure... je r'dressissais les clous sus la terre... ;*
*mais un coup travaillée... la meilleure terre ! ! !*
*on marche pas à pas carrés là-d'dans...*
*on veut tomber sus l'nez...*
*le foin nous embarre les jambes... :*
*ben là, j'étais enchanté d'la terre ! ! !*

en désapprouvant la misère qui les torture et le patronage qui les pressure

*c'est par la pauvreté qu'on a fait maigrir la terre*
*...*
*ça fait longtemps qu'on s'cherchait une place*
*pour vivre pas d'argent ;*
*là, on l'a ! ! !*
*...*
*toute tombait dans les mains*
*des mêmes maudits patroneux*
*qui vous siphonnent encore aujourd'hui*
*— toute a toujours fini par tomber dans les mêmes poches —*
*y avait rien qu'une chose qu'ils voulaient pas :*
*les enfants... pis la bonne femme ! ! !*
*...*
*on s'est ruiné à espérer !*
*...*
*y a 25 ans de sacrifices, hommes et femmes*
*dans ma terre*
*...*
*mais les gars v'naient à boutte de rire...*

Et leur indignation vient encore *à boutte de rire* ! ! ! Comme s'ils n'avaient pas perdu la foi. Car ils n'ont rien oublié de la grande détresse. Ils n'ont pas oublié le secours direct et la soupe populaire. On leur avait dit que le travail manquait. Est-ce que le travail peut venir

à manquer quand il y a des hommes à nourrir, à loger, un pays à bâtir avant la nuit ? Si la peine manque avant les hommes, n'est-ce pas que quelqu'un s'en est emparé, l'a dérobée, la garde pour lui, la dissimule à son profit ? Si les hommes travaillaient chacun pour soi, quelqu'un ne pourrait plus les faire travailler pour lui. C'est alors qu'ils se sont dit, les hommes de peine, sans pour autant emprunter un système, ils se sont dit : *Prenons de la peine, reprenons le travail aux patrons et aux patroneux et le travail profitera aux hommes pour une fois qui n'en auront pas que la peine.* Ils ont dit ça, ou à peu près, à Guyenne et à Roquemaure. Ils ont inventé leur système. Ils ont pris de la peine. Ils ont fait confiance à leur simple humanité. Dès 1930. Ils n'ont rien dérobé à personne. Ils n'ont pas fermé les routes. Ils ont ouvert des chemins dans la glaise inconnue. Ils ont choisi un territoire que les notaires n'avaient pas notarié et ils ont recommencé le monde à la sueur des fronts. Et petit à petit ils sont devenus des ancêtres, consacrant leur règne à bâtir le royaume, à défricher un bien pour qu'il devienne du bien d'héritier. En dix ans ni plus ni moins ils ont fait leur démonstration. Le film de l'abbé Proulx, intitulé *En Pays Neuf*, en témoigne. Tout ce qu'ils ont construit en dix ans parmi les souches, parmi les mouches ! D'abord le campe de chaque colon sur son lot et à la croisée des chemins une chapelle en bois rond comme un autre campe d'où on ne voit sortir, un par un, par la porte étroite que des hommes replaçant la casquette après la messe. Puis pour faire la place aux femmes qui les réjoignent une autre chapelle, plus grande et toujours en rondins, et déjà quelques hommes portaient des chapeaux de feutre pour dire que les temps ont changé. Plus tard une vraie église lambrissée. Puis les deux clochers d'une quatrième église digne enfin d'accueillir un cardinal Villeneuve empourpré et la foule se presse autour de l'événement, et les enfants endimanchés comme un printemps, et les femmes enrobées, et les hommes de noir et de gris, et les drapeaux du pape au vent d'une fête, et les équipages rustiques du retour aux souches, et le blé au javelier à pleines clôtures, et une espérance bien jardinée, et les routes au cor-

deau, et la garde bien voiturée comme le curé, et partout le bon visage d'une indéniable prospérité. Et surtout les marchands écartés du marchandage. Des partages! Des corvées! Des coopérations! Une solidarité! Un pays vivait sa vie par ses propres moyens un peu à l'abri de la grande distance. Une armée de colons avait réussi sa conquête. Non sans peine. Mais l'espoir était grand! Et la réussite indubitable et souvent peinte en blanc! En dix ans!

Comment tout cela s'est-il effondré ? En 1972, j'ai rencontré par hasard l'Abitibi du désastre. Je cherchais la Baie James, le goût du royaume parmi les pionniers de l'électricité. J'imaginais une armée de travailleurs à la conquête, encore une fois la bonne, d'un Nord fabuleux. Le Québécois et son goût de l'espace. Mais l'homme de Jamésie me parut morose comme un intellectuel montréalais après les événements d'octobre. Il n'était pas conquérant mais mercenaire. Je cherchais le royaume; ils avaient trouvé une bonne djobbe. Quelqu'un m'a amené à La Sarre. Là j'ai rencontré le notaire Godbout et sa route chimérique. Un notaire Godbout qui ne voulait pas perdre le nord. Un notaire Godbout qui ne se contentait pas de notarier la déroute. Qui ne voulait pas *mendier le pain amer de l'exil*, comme il disait pour vendre son projet de route jusqu'à la Baie James, devançant l'Hydro-Québec et usant des fleurs d'une rhétorique un peu révolue pour annoncer une misère nouvelle, pour dénoncer une déroute accablante, pour projeter une conquête. J'ai aussi rencontré le goût du royaume d'Hauris Lalancette, quarante ans, qui a défriché sa terre lui-même et qui refuse de se rendre à l'ennemi, qui s'entête à construire à lui tout seul, avec sa *petite femme de cent livres*, au bout d'un rang déjà vidé de tous ses soldats, tout le royaume. À lui tout seul il prétend gagner toute la guerre.

Et j'ai enfin connu Charlemagne Gobeil, le magnifique, le chef-d'œuvreux de La Sarre. Cet homme aurait pu inventer la lune. Un trou, une cheville. Il avait réponse à tout. Et il s'était chargé de la déroute.

Je ne dirai pas tous ses talents. Je dirai seulement l'image du désastre qu'il m'a montrée à travers son génie de bricoleur. Il avait imaginé de toutes pièces et construit de ses mains, avec des rebuts, avec son génie de broche à foin, un orgue ni plus ni moins. Un immense orgue hydraulique! Une incroyable mécanique! Et derrière une série de manettes et de leviers qu'il manœuvrait du bout des doigts, sans effort, comme un démiurge tout-puissant et souriant, il obligeait une immense plate-forme à s'abaisser, à pencher tantôt à gauche, tantôt à droite, à se glisser sous les solives par la brèche d'un solage défoncé, à se soulever comme un chameau et à se placer sur le dos une maison qui pouvait être grande comme un couvent. Et si le couvent dépassait les bornes de sa plate-forme, il le coupait en deux. Et si la chapelle était trop haute, il enlevait le clocher. Et il se mettait en marche, louvoyant sur les ponts pour passer entre les lampadaires. Et il prenait la route qui mène à l'espoir d'un nouveau royaume dont personne ne se méfie. Et la maison continue de fumer et les gens de l'habiter. En silence et sans protester un pays se vidait pour ailleurs se recommencer. À Matagami.

Comment dire sans s'indigner ce *mouvage* délibéré, cette transhumance en bois rond, en bois carré, en tôle, en lambris, en papier brique, en papier goudronné, cette fuite, une maison à son cou, de tant d'hommes dépouillés de leur conquête, ce grand dérangement qui bouleverse de fond en comble une Abitibi qui se reconstruit, silencieusement, sur le dos des sillons encore visibles, parmi les aulnes enchevêtrées, les puits abandonnés et les bécosses écroulées qui gardent les vaches d'une espérance délavée, une forêt boréale de l'an premier. Sommes-nous si loin de la Retraite des Dix Mille ou de la Campagne de Russie? Tout cela ressemble en tout cas à une dispersion qu'il est permis de ne pas avoir oubliée. Ni navire britannique à l'aller, ni charrette à Pélagie au retour, mais une maison à dos de chameau, à toute allure, qui change de royaume, transbordant un pays dans un autre, un espoir de royaume avorté dans une

espérance de boîte à lunch. Et les lièvres et les aulnes reprennent en grignotant possession des terres délaissées.

Comment expliquer à nos enfants la déroute de Roquemaure, de Guyenne, de Bellecombe, de Roche-beaucourt ? La défaite de ceux qui ont inventé de toutes pièces, sans l'aide des gauchistes de l'UQAM, sans la bénédiction du goupillon récalcitrant, une société nouvelle, une nouvelle culture, avant la chanson, une société du partage des richesses et du travail, une société qui refusait de vendre sa force de travail au plus fort la poche et qui voulait construire sa richesse à l'abri du marchandage. Ces hommes en déroute, parmi les vestiges de leur solidarité (hangars, caveaux, magasins coopératifs) crèvent de tristesse au bout du rang.

Un jour quelqu'un a fini par retrouver la peine dans les coffres de la libre entreprise. Et alors on les a retirés de leur misère conquérante pour les embrigader dans les briquades, pour les envenimer dans les mines, pour les achever dans les usines, pour les enfermer dans la logique infernale des boîtes à lunch. Et la belle vannerie de leur cohérence forestière et terrienne et souveraine s'est effondrée. Quelqu'un un jour s'est rendu compte que le nord étroit qu'ils occupaient, que le froid qu'ils célébraient, que les épinettes noires qu'ils abattaient, pouvaient devenir rentables... quelqu'un qui avait les moyens de creuser des mines, d'ouvrir des routes, de bâtir des moulins et surtout d'obtenir des subventions pour créer des emplois. Nous les avons payés pour qu'ils nous donnent du travail ! Alors il ne s'est plus agi que de les évincer d'une mince souveraineté, de les priver du troupeau laborieusement acquis, de faire pourrir les enclos qui leur donnaient un peu trop le goût du royaume. Alors on a réinventé la peine pour les faire peiner. À même leur propre force on les a vidés de la force. Allons-nous leur reprocher d'avoir mal négocié le royaume ? À mains nues contre les millions de la Noranda. À dix contre un, une fois de plus. Avec une

vache pas de bœuf pour bâtir un troupeau et résister à la voracité de Canada Packers. Guy Lafleur ne saurait à lui seul battre les dix Maple Leafs de Toronto. La terre ne les a pas trahis mais autre chose qu'il faudra bien nommer par son nom, qu'il faudra bien raconter.

Quand tout a été accompli, quand la terre a été défrichée largement, les champs labourés, irrigués, ensemencés proprement, l'étable construite, les vaches saillies, le troupeau abondant, quand ils ont atteint le modèle proposé, un modèle de ferme du 19e siècle, avec dix vaches et quelques moutons pour la laine et une presque parfaite autonomie comme un couteau entre les dents du pain, quand il ne restait plus qu'à attendre encore un peu pour stabiliser une économie encore précaire, ils se sont retrouvés tête première sans l'avoir ni voulu ni prévu dans une économie du 20e siècle et la voracité des marchands qui les saignaient de leur courage pour faire marcher les affaires.

Et ils n'ont pas su résister. Ensemble ils avaient conquis. Un à un ils ont capitulé. Pour un skidoo! Pour une télévision-couleurs! Pour tous les miroirs des marchands de fourrure! Après trente arpents de courage, ils se retrouvent appauvris, dépossédés par le salaire. Car le travail ne leur appartient pas... et ils ont vendu leur terre aux Américains pour une chanson. Et ils appartiennent au travail. Et quand le travail n'a plus besoin d'eux, ils ne trouvent plus rien à faire dans un pays qui ne nourrit pas son homme, qui ne produit pas son bœuf, qui se chauffe à l'huile et qui laisse pourrir son bois. Après trente arpents de courage, les derniers rescapés, les entêtés de royaume, ceux qui s'acharnent à reconquérir le travail au lieu d'implorer un emploi, ils constatent que toutes les richesses d'une Abitibi qu'ils avaient réussi à enclore tombent comme par enchantement entre les mains de *la grand'rue à Val d'Or* et que leur courage, lui, tombe dans l'oubli.

Je refuse de renoncer à l'Abitibi. Mais comment incuber pareille démonstration. Des hommes sont

exclus de leur légitimité par les truchements de la traite des fourrures. Comment cinq siècles de commerce ont-ils réussi à appauvrir des milliers d'Amérindiens et à enrichir les mêmes marchands ? L'Abitibi et le Québec tout entier procèdent du même marchandage. Je sais bien que l'échec ne demande qu'à se mépriser lui-même, qu'à *tourner le dos à la crèche,* qu'à *se chercher une défaite,* qu'à fuir sa propre évidence. Allons-nous encore une fois tomber dans le piège des contritions ? Parce que nous empruntons souvent ailleurs notre réflexion nous n'avons peut-être pas réalisé que ces hommes de la terre étaient souvent des ouvriers des villes qui ont cherché par ce moyen à reprendre possession du travail tombé entre les mains de la puissance et de l'argent. Aussi bien j'avouerai mon sentiment d'avoir été trahi par l'intelligence, abandonné par l'écriture. Nous avons lu tous les livres. Mais qui s'est donné la peine de lire l'Abitibi. Nous avons archéologisé la Turquie mais qui nous a parlé de la disparition des voitures d'eau, de la mort des villages autonomes d'Abitibi ? Il s'agit de comprendre qu'il n'est pas humiliant de perdre une bataille mais qu'il est honteux d'abandonner le combat, d'abandonner toute une armée de colons à la voracité des marchands. L'Abitibi démontre l'impossible négociation, l'impossible cohabitation. Quand un colon laboure sa terre il passe aux actes et il a des raisons d'espérer. Quand il accepte un salaire il réintègre le discours, il attend une délivrance, il n'espère plus le royaume mais un emploi. Et alors nous subventionnons le capital pour qu'il arraisonne le travail. En vérité, il ne s'agit pas d'avoir raison dans le discours, d'inscrire sa dissidence à la Cour suprême mais de passer aux actes, de reprendre le collier des possibles, de racheter sa terre en quelque sorte. L'intelligence et l'écriture se sont réfugiées dans le discours et nous avons méprisé l'Abitibi de n'avoir pas gagné la bataille du territoire. Nous avons délibérément terni la mémoire des colons qui ont tenté la conquête. Nous les avons accusé d'avoir mal négocié. Alors qu'ils ont démontré l'impossible négociation. Et nous n'avons pas osé

nommer notre ennemi qui s'en lave les mains. Nous n'avons pas même eu besoin de traîtres pour nous trahir. Nous l'avons fait nous-mêmes. Entre nous. Et nous avons gardé pour nous toute l'inimitié. Nous avons accusé notre faiblesse au lieu de construire une force. Nous avons méprisé *l'acharnation* du défricheur. Nous avons négocié une constitution avec le bâton qui nous bâtonne. Et nous avons investi notre intelligence fragile et notre pouvoir d'achat dans les arsenaux de l'ennemi.

Par peur. Par pudeur. Dégoûtés par le fumier de l'histoire. On ne fait pas une conquête en inscrivant une espérance au calendrier des discussions. Il faut aussi reconnaître une urgence. Envisager une campagne. Se mettre à la tâche. *Défricher sa part du royaume dans l'espérance de vivre,* comme dirait Hauris. Se salir les mains aux humbles tâches et non pas seulement confier la peine aux colons. Que de lièvres parmi les gens d'écriture qui refusent de se salir l'âme aux mains de la peine. Ils ont même défroqué le discours depuis octobre 70 pour s'emmitoufler à double-tour dans ce qu'ils ont eux-mêmes nommé la morosité. Alors ils ont pris l'écriture à son cou. Ils ont fui le combat. La peur leur ronge l'âme. Ils ont fait l'éloge de la fuite. Vers les astres pour ne pas regarder le désastre. Vers le texte pour ne pas assumer l'humanité. Vers les galaxies pour ne pas nommer l'humilité. Vers New York pour ne pas reconnaître Drummondville. Ils ont répondu ici aux questions qui se posent ailleurs. Ils n'ont jamais eu l'idée sotte et grenue de questionner un colon, d'interroger l'Abitibi, de s'enquérir de la belle détresse d'un peuple du bout du rang aux confins du froid qui n'a pas perdu tout espoir, qui construit le silo comme une tour d'angle, qui laboure son pays. On a accusé des députés fédéraux de trahison. D'avoir approuvé la défaite. Pauvres députés ! Ils ne sont que des porte-voix. Les écrivains, eux, pourraient être des porte-parole. Où sont-ils ? À New York ou sur la ligne de feu d'une Abitibi encore vivace, toujours exemplaire ?

Encore une fois, ici comme ailleurs, c'est l'état-major qui abandonne le combat, laissant les simples soldats déguster la déroute, commentant la défaite pendant qu'ailleurs on se débat, récusant l'urgence. Comme s'ils n'étaient pas de la partie. Comme s'ils étaient d'une autre culture regardant de haut ce qu'ils nomment région. Je sais bien que nous sommes un résultat. Un confluent d'influences. Une somme de lecture. En tutelle idéologique. À la mamelle musicale. Une anthologie vivante. Le lecteur de l'univers. Nous avons lu tous les livres. Et je sens sur mon entendement tout le poids des prestiges, des autorités, des cultures. Mais comme disait Sartre que je cite à dessein en cette occurrence : *Je crois qu'un homme peut toujours faire quelque chose de ce qu'on a fait de lui.* Je ne connais pas plus émouvante définition de la liberté dans une époque où le territoire de l'âme est occupé par tous les marchands d'images. Autrement dit pour échapper à Sartre il ne s'agit pas de brûler Sartre mais de lire le vécu, le réel, les paysages, un fleuve, un village, une ville, sa vie. Incarner l'intelligence dans une histoire. Se poser à soi-même ses propres question de vie ou de mort. Faire quelque chose de ce qu'on a fait de nous.

Tandis que dans les rues, les champs, les usines, les ruelles et la misère, des hommes, qui ne sont pas subventionnés par le Conseil des Arts, se battent dans l'inconscience collective faute de porte-parole et un sentiment grandissant de désuétude fomenté par ceux-là mêmes qui se prétendent responsables des consciences, tandis que des hommes de peine élaborent à leur détriment une culture de l'échec et de la déroute où je me cherche une identité, je me sens trahi moins par Trudeau et *La Presse* et 73 députés fédéraux que par les pages littéraires du *Devoir* qui regardent de haut mon humanité rustique. Et je reconnais là le fondement de certains suicides. Je suis peut-être injuste. Un peu trop rustique moi-même. Mais je pense que les hommes dépossédés par les puissances de l'histoire ont souvent été abandonnés par les littératures un peu trop princières qui

cherchent refuge dans les grands jeux un peu scouts de l'imaginaire. L'écriture serait-elle un plat qui nourrit toujours une féodalité, une mode, un prince ? J'admets sans le soutenir un cinéma de marchands de miroirs qui fabrique des idoles pour enfermer les hommes encore une fois dans la magie plutôt qu'une pensée qui les libère. Mais l'écriture a-t-elle tellement besoin de se mettre en marché ? En mirage ? En magie ? N'est-elle pas d'abord et avant tout un affranchissement ? Une légitimation ? Non pas d'elle-même mais des hommes souvent privés de paroles. Je me trompe peut-être vulgairement. Mais je me méfie moins des fausses routes que des sentiers battus. Je réclame qu'on exerce l'orgueil de celui qu'on repousse dans la vulgarité. Et je reconnais tenir davantage à un colon d'Abitibi qu'à Sartre. Pour découvrir mes propres cheminements. Et je refuse, comme une injure à l'Abitibi, qu'on me dise du haut de la littérature québécoise des années 70 :

*Tant pis pour les orphelins,*
*ceux de la question nationale*
*et ceux de la contre-culture*

(*Le Devoir*, 21/11/81)

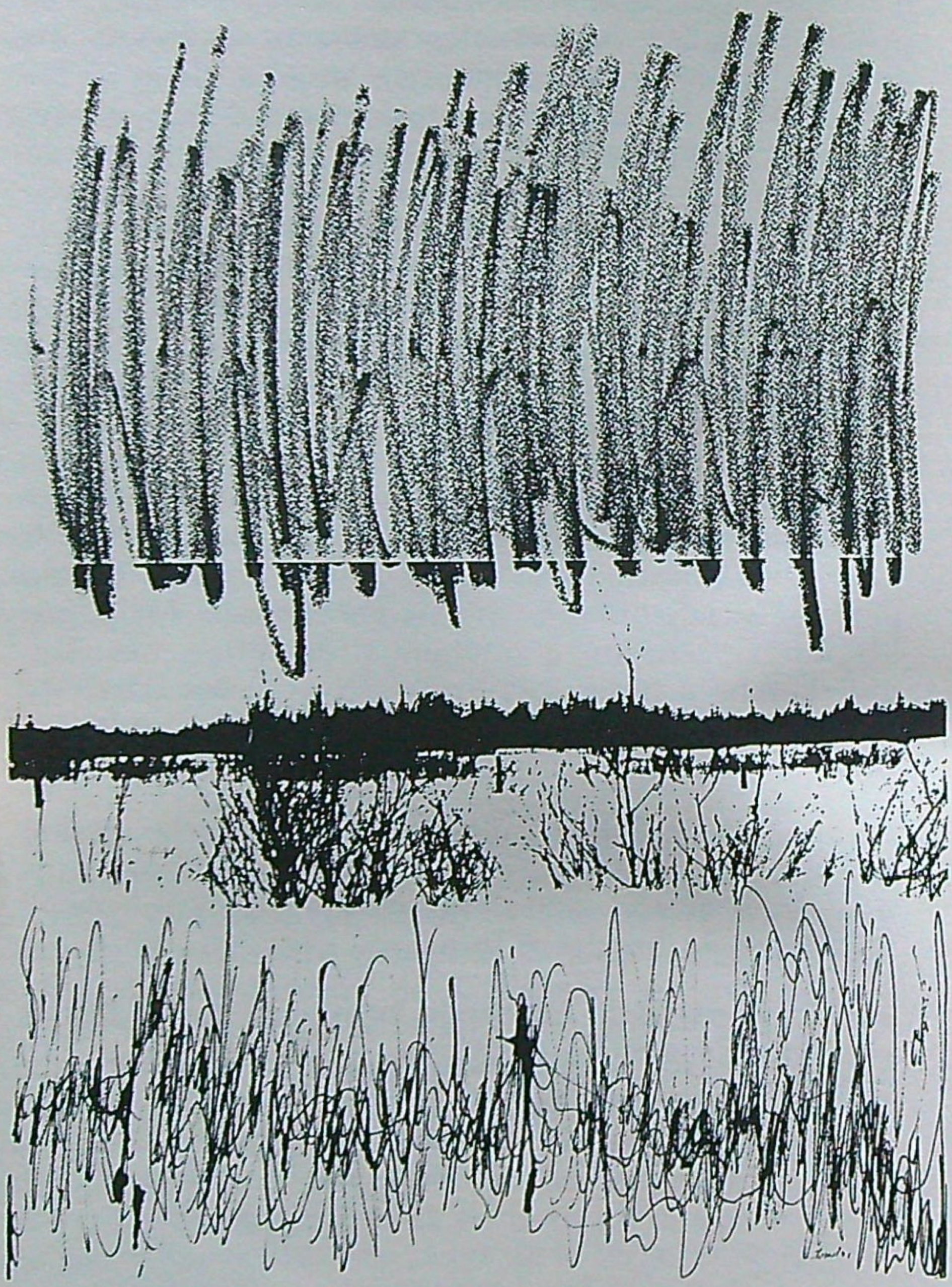
en associant l'échec du retour à la terre fomenté dans un goût du royaume et de la liberté par les plus démunis à cet autre retour à la terre emprunté à Main-Mise et traduit de Californie et qui nous propose de construire le *village global électronique* sur les ruines du courage et de la pauvreté. Je n'accepte pas qu'on dise au nom d'une soi-disant modernité *tant pis* aux orphelins d'un royaume avorté dans les âmes et dans les terres, et pourtant ils continuent, les survivants d'une épopée, tout seuls toute la guerre au bout du rang, de tous les rangs de la terre, de la mer, de l'usine pendant que l'écrivanité a peur, terriblement peur de l'échec, de sauter du train de l'universalité commanditée par l'impérialisme (qu'il nous vienne d'Hollywood ou de Saint-Germain-des-Prés c'est toujours la Hudson's Bay), de se salir les mains à la déroute, d'endosser un courage qui ne se

porte pas en écologie, en alternative, parmi les nouvelles stratégies élaborées rue Saint-Denis. Je n'accepte pas que l'écrivanité se syndicalise, se professionnalise, se textualise grâce aux subventions du Conseil des Arts et méprise au nom de tous les éclatements les orphelins qui, ayant échappé aux discours, sont passés à l'action avec la broche à foin de leur génie de chef-d'œuvreux. Et je ne peux pas m'empêcher de préférer à la robe prétexte du texte la souche du blasphème, les colons d'Abitibi, les pocailles de Maniwaki, l'incroyable silence de tout ce qu'il y a d'inédit en nous, l'incroyable poésie qui invente au fur et à mesure les mots de leur misère sans lire d'autres livres que leur vie.

Peut-être se trouve-t-il encore quelque part dans une maison du bout du rang, à Rochebeaucourt ou à Guyenne, à Normandel ou à Bellecombe, un homme périmé, anachronique, qui ne fera jamais les pages littéraires, acharné à quelque proposition désuète, qui cherche à tenir, à la hache, l'antique et fabuleux langage des défricheurs qui est le seul discours que nous ayons jamais tenu ailleurs que dans le discours...

et je salue sa belle réalité laborieuse, et la vitalité rugueuse à souhait du cœur à l'ouvrage et des mains à la tâche et son génie chef-d'œuvreux armé de fil d'alton et de broche à foin...

et s'il m'entend je lui rends hommage de sa poésie plus grande que les écritures.



Denis Forest *3 langages* Crayon, encre et photocopie 1981

# *Sur les chemins de l'autogestion*

*Andrée Fortin*
*Roger Lenoir*

# L'autogestion au Café Campus ou la suite des aventures du groupe de travail pour * l'autogestion

C'est le 7 décembre à 7 heures p.m., au Bar A du Centre d'essai le Conventum (salle de spectacles autogérée) que s'est tenue la première rencontre organisée par le groupe de travail pour l'autogestion. Il s'agissait d'une soirée d'information, d'échanges et de débats sur la démarche autogestionnaire au Café Campus de Montréal.

Pourquoi avoir choisi cette expérience pour une première rencontre ? Tout le monde à Montréal connaît le Café Campus, le plus gros débit de bière en bouteille en ville ; la lutte pour l'autogestion qu'y ont menée ses travailleuses et travailleurs en 79-80 a été largement publicisée, en particulier par un article dans le *Temps Fou* (numéro 8, déc.-janv.-fév. 79-80, pages 6–8). De plus, le Café Campus, à travers son histoire et son fonctionnement actuel pose une foule de questions, aussi bien au mouvement autogestionnaire qu'aux théoriciens de l'autogestion ; c'est ce dont ont discuté environ cinquante personnes entassées ce soir-là au Bar A. Il y avait une dizaine de travailleuses et de travailleurs du Café, la plupart on s'en doutera des gens du jour, ceux du soir étant retenus au Café. Il y avait ceux du bureau : les coordonnateurs, la secrétaire, le magasinier, le responsable de l'information et de la publicité, quelques serveurs et serveuses du jour et du soir, des cuisiniers, tous différemment impliqués dans le fonctionnement autogestionnaire, la plupart des

---

* Dans le dernier numéro de *Possibles*, une regrettable erreur s'est glissée, faisant du groupe de travail *pour* l'autogestion, un groupe de travail *sur* l'autogestion, ce qui n'est évidemment pas la même chose.

«anciens» du Café, mais aussi quelques «nouveaux». Le reste de la salle était composée de personnes impliquées dans d'autres groupes autogestionnaires, de quelques étudiants et/ou clients du Café.

Il n'est pas question de reprendre ici tout ce qui s'est dit au cours des deux heures et demie qu'a duré la rencontre formelle, ni pendant les conversations qui se sont poursuivies fort tard au Bar A, mais plutôt de faire ressortir les éléments qui font du Café Campus une expérience spécialement intéressante d'autogestion.

Le Café Campus, qui existe depuis une douzaine d'années, avait été ouvert à l'initiative des étudiants de l'université de Montréal pour créer une alternative aux cafétarias de cette université. Les premières années, le Café était déficitaire; c'est graduellement que sa discothèque a pris de l'importance et qu'il est devenu rentable. Il appartenait alors à Services-Campus, compagnie née lors de la dissolution de l'AGEUM (l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal); autrement dit, il était contrôlé par les étudiants de l'U. de M. Une première expérience de syndicalisation, à la FTQ (syndicat des employés de taverne) a favorisé une prise de conscience chez les travailleurs du Café, qui avaient l'impression de se faire fourrer par ce syndicat international. C'est ainsi que depuis 7 ans environ ils sont affiliés à la CSN et ont décidé de prendre leurs affaires en main. Il faut dire qu'au cours des années se créait au Café un noyau d'anciens, y travaillant depuis quelques années; pour ces anciens, le Café n'était pas seulement leur job, c'était leur affaire; ils s'identifiaient beaucoup au Café et savaient exactement comment il fonctionnait. À l'époque (vers 1975) les étudiants qui siégeaient au Conseil d'Administration de Services-Campus étaient assez progressistes, et les employés du Café ont obtenu une convention collective d'avant-garde: égalité des salaires pour tous les travailleurs et travailleuses du Café grâce au partage des pourboires, mesures favorisant la rotation des tâches. Mais au fil des

années, alors que le noyau d'anciens au Café se consolidait et devenait de plus en plus militant, avait de plus en plus envie de prendre ses affaires en main, les étudiants se succédaient à Services-Campus et il y est arrivé une gang avec laquelle les gens du Café ne s'entendaient pas du tout. Différents conflits sont survenus à l'époque de l'agrandissement (ajout de la terrasse et du Bar d'en Bas); après deux ans de déficit, les étudiants de Services-Campus décidaient de fermer le restaurant et de supprimer les spectacles, ce qui aurait provoqué 22 mises à pied sur 52 travailleurs. Le syndicat s'est opposé à cette décision de Services-Campus et c'est alors qu'a débuté la lutte pour l'autogestion proprement dite.

Au début les travailleurs ont proposé la cogestion à Services-Campus, mais devant son refus, ils ont entamé les démarches pour l'achat du Café. Passons vite sur les péripéties et rebondissements multiples de ces négociations; elles sont bien relatées dans l'article du *Temps Fou* déjà cité. Il faut mentionner cependant que pendant les négociations, c'étaient les travailleurs qui géraient le Café et qu'au bout de 5 mois l'entreprise était redevenue rentable, sans la fermeture du restaurant ni la cessation des spectacles. Après 10 jours d'occupation et un mois de grève, le 17 octobre 1980, le Café rouvre ses portes; le syndicat a 5 mois pour trouver les 250 000 $ nécessaires au financement de l'achat: 175 000 $ pour le Café en tant quel tel; 50 000 $ de garantie sur le bail; et 25 000 $ de fonds de roulement. Le Café Campus est un commerce rentable, mais comme il devenait autogéré, entreprise à but non lucratif de surcroît, les banques refusaient toutes de prêter à l'association des travailleurs. Finalement, à la suite de bien des péripéties là encore, les travailleurs ont obtenu 75 000 $ des projets OSE (volet OSE-communautaire); le syndicat a fourni 50 000 $ de son fonds collectif accumulé et les travailleurs ont investi 120 000 $ en rétroactivité et jours de maladie accumulés. Depuis mars 81, le Café Campus est donc officiellement autogéré par ses 63 travailleuses et travailleurs.

Avant de passer au fonctionnement actuel du Café, on peut faire un parallèle intéressant entre l'évolution au Café Campus, du contrôle étudiant au contrôle par les travailleurs, et toutes les associations de consommateurs comme les coopératives d'alimentation ou de garderie. Dans ce type de coopérative de services, on observe toujours des tiraillements entre deux groupes aux intérêts différents : les travailleurs d'une part, et de l'autre, les consommateurs qui s'unissent pour se donner des services. On a beau se regrouper, en coop ou autrement, pour se reprendre en mains et créer une alternative au secteur capitaliste «ordinaire», rien n'assure que la relation entre les administrateurs de la coop et ses employés soit différente de celle qu'auraient les mêmes employés avec des administrateurs «ordinaires». On peut penser à l'exemple des employés des Caisses Populaires de la Fédération de Montréal qui ont mené deux grèves dans les 5 dernières années. Quand on parle d'autogestion en général, de quelle autogestion parle-t-on ? De celle des travailleurs, de celle des consommateurs, ou de celle des deux groupes réunis dans une sorte de cogestion ? Y a-t-il une façon de concilier ces deux types de pratiques «progressistes» que sont les coops de consommation et les collectifs de travail ? L'exemple du Café Campus montre que parfois les intérêts des deux groupes sont tellement divergents qu'il peut devenir très difficile de s'entendre. Du point de vue de Services-Campus, pour rentabiliser et rationaliser le fonctionnement du Café, il était évident, hors de tout doute, qu'il fallait supprimer la cuisine. Pour les travailleuses et travailleurs du Café, au contraire, il s'agissait d'une vingtaine d'emplois à temps plein et il fallait absolument trouver une façon de les garder. Ce qu'ils ont réussi en quelques mois de gestion autonome (et probablement avec une approche différente de la rentabilité...)

Il y a 63 travailleuses et travailleurs au Café Campus ; 63 c'est beaucoup si on compare avec d'autres collectifs autogérés comptant une vingtaine

de membres et même certains à peine une dizaine, comme Composition Solidaire, Le Conventum, la revue *Focus* ou... *Possibles*. À 60, on est obligé de se donner des règles de fonctionnement assez bien définies, une structure souple mais efficace. Quelle est donc cette structure ? L'Assemblée Générale est bien sûre souveraine et la participation y est assez bonne, environ 45 personnes en général. Les travailleurs sont aussi regroupés en secteurs : Bar d'en Bas, cuisine, bureau, disquaires, portiers, « plancher » (i.e., serveuses et serveurs) jour et plancher soir. Chacun de ces secteurs se nomme un délégué ; ceux-ci se retrouvent hebdomadairement au conseil de secteurs. Il y a aussi deux coordonnateurs (un homme et une femme). À noter, cette structure n'est pas née tout d'un coup avec l'autogestion, elle a été lentement mûrie à travers toute la démarche des travailleurs. Par exemple, les deux coordonnateurs sont arrivés quand l'ancien gérant a demandé un congé demi-solde d'un an. Le syndicat a refusé qu'on lui impose un nouveau gérant de l'extérieur et a élu deux coordonnateurs; au début Services-Campus refusant de payer des coordonnateurs, c'est le syndicat qui leur versait leur salaire.

Le Café a aussi bien sûr un Conseil d'Administration, qui est là surtout à cause des exigences de la loi. (Le Café-Campus est enregistré sous la 3$^{e}$ partie de la loi des compagnies, c'est-à-dire qu'il est une corporation sans but lucratif.) Actuellement, le C.A. semble plus honorifique que décisionnel, se contentant d'entériner les décisions de l'Assemblée Générale ; d'ailleurs ce sont surtout des anciens ou « sénateurs » du Café qui en font partie. Voilà donc pour la structure autogestionnaire proprement dite. Parallèlement, il y a aussi le syndicat. Pour les gens du Café, le syndicat n'est pas une fleur de plus pour leur image progressiste, mais bien un élément indispensable de leur fonctionnement autogestionnaire. À 60, on n'est pas toujours dans le cool, l'harmonieux et le consensus. Comme partout ailleurs, il y a des gens plus ou moins motivés, des

conflits de personnalité, quelqu'un qui arrive en retard quatre jours de suite, etc. Il peut donc y avoir des griefs contre certaines personnes, et c'est alors le syndicat qui est chargé de les défendre «contre» l'Assemblée Générale. Bien sûr il s'agit des mêmes personnes dans le syndicat et dans l'A.G. : les 63, mais il faut trouver des mécanismes pour protéger à la fois l'ensemble des travailleurs (rôle de l'A.G.) et chacun d'eux en particulier dans ses droits (rôle du syndicat). À cet égard, on a assisté au Conventum à une «bonne discussion» entre le délégué syndical et le coordonnateur, discussion qui s'est terminée par un sourire complice et l'aveu que dans le fond, ils pourraient fort bien échanger leurs rôles et conséquemment le point de vue plus ou moins personnel ou collectif qu'ils défendaient. Ça fait partie du fonctionnement autogestionnaire et démocratique que de discuter fort ! Le syndicat est aussi une façon pour le groupe du Café de trouver une place dans le mouvement ouvrier, de se faire entendre à la CSN, d'y intervenir dans les débats et d'y prêcher la bonne nouvelle autogestionnaire.

Ceci dit la question que tout le monde se pose est : le Café est-il rentable ? Les travailleuses et travailleurs se donnent-ils de bons salaires ? Et bien oui le Café est rentable ! Tous, aussi bien à la cuisine, dans le bureau ou sur le plancher gagnent le même salaire (brut) et ils partagent intégralement les pourboires. Mais on ne peut pas dire qu'ils se graissent la patte avec, dépendant du nombre de personnes à charge et des pourboires de la semaine, environ 230 $ clair par semaine. Ce en quoi ils sont favorisés, c'est du côté des avantages sociaux. Il y a deux aspects sur lesquels il faut insister ici :

— le Café est la propriété collective de l'Association des travailleuses et travailleurs du Café Campus ; ils n'ont pas chacun leur part individuelle, de sorte que si un travailleur quitte le Café, il ne part pas avec ses actions ; de même, chaque nouveau travailleur devient automatiquement un des propriétaires collectifs du Café.

— le Café est une entreprise sans but lucratif. Les profits sont donc soit a) réinvestis au Café ; b) redistribués sous forme d'indexations salariales ou de remboursement de l'investissement en congés de maladie et rétroactivité que les travailleurs avaient consenti à l'achat du Café ; c) redistribués à d'autres groupes poursuivant les mêmes objectifs que les travailleurs du Café, selon les principes énoncés dans leur « Plateforme d'autogestion ». D'après cette plateforme, c'est un groupe formé de représentants du Café, de la communauté universitaire de l'U. de M. et du quartier Côte des Neiges, qui décide de l'allocation des surplus du Café à d'autres groupes.

On ne peut donc pas dire que l'autogestion au Café Campus soit un prétexte au capitalisme de groupe. Comme le disait un vieux de la vieille, travaillant au Café depuis bientôt dix ans : « Le Café, c'est une vraie mine d'or. Mais pour nous ce qui est important, ce n'est pas de faire de l'argent, mais de faire un endroit agréable, autant pour les travailleurs que les clients. » On ne peut pas dire non plus que les gens du Café forment un gang repliée sur elle-même. Bien sûr, ils doivent consacrer beaucoup d'énergie à leur propre fonctionnement, mais leur présence, à titre individuel ou collectif, à la CSN, au Groupe de Travail Pour l'Autogestion, dans des coopératives d'alimentation naturelle, et en général dans différents groupes « alternatifs » témoigne de leur implication, à différents niveaux, dans la transformation de la société.

Et puis le Café fait des p'tits. Un groupe de travailleurs (et d'anciens travailleurs) du Café est en train de mettre sur pied un restaurant-bar autogéré à Joliette ! À suivre. Si le Café fait des p'tits, il en fait de toutes sortes, et il n'est pas rare le midi de voir arriver des travailleuses ou des travailleurs avec leur(s) enfant(s). On a déjà parlé des anciens. Certains sont passés du plancher au bureau, à la cuisine ou au Bar d'en Bas et vice-versa, ou ont tout bonnement conservé le même poste. À mesure que le « staff » vieillit en âge et en sagesse, plusieurs

questions nouvelles se posent : congés sans solde, congés de maternité et de paternité, place des femmes dans le fonctionnement autogestionnaire et dans le fonctionnement tout court, et en général, la question de l'interférence de l'autogestion sur la vie privée et familiale des travailleurs. Une assemblée générale par mois ou à peu près, cela veut dire autant de dimanches consacrés au Café et pas à la famille. Une mère de deux enfants est moins disponible pour la tâche de déléguée de secteur qu'une célibataire, etc. Depuis quelques années, depuis l'égalisation des salaires en fait, on engage alternativement un homme et une femme au Café, pour en arriver éventuellement à une véritable égalité des sexes. Il faut cependant dire qu'il y a un secteur d'où les femmes sont totalement absentes et cela semble un enjeu important pour plusieurs d'entre elles. Il s'agit du secteur des portiers, plus communément appelés « bouncers ». Les portiers disent que ça prend des gros bras pour faire leur travail, au cas où il y aurait de la bataille. Les filles répondent que c'est autant une job de tête qu'une job de bras, surtout que quand il y a des problèmes, cela prend l'intervention des serveurs et serveuses, quelle que soit la grosseur des bras de la personne à la porte. D'après ce qu'on a su au Conventum c'est une histoire qui est loin d'être terminée. Et pour la petite histoire, on peut relater qu'un soir il y avait 4 filles sur le plancher ; elles ont lancé un défi aux 4 portiers. Les filles s'en sont bien tiré à la porte et ont gardé le contrôle de la salle, mais il paraît que les gars ont eu plus de misère à servir la clientèle... À suivre également. Pour le moment, il n'y a pas non plus de fille à la cuisine, une des tâches les plus dures physiquement paraît-il, la seule qui y est officiellement rattachée étant en congé de maternité jusqu'au printemps. (Le Café fait des p'tits, c'est ce qu'on disait...)

Si on parle autant des anciens, c'est qu'il y a aussi des nouveaux. Il y aurait de 20 à 30 anciens (sur 63) ; il y a une dizaine de nouveaux par année, ce qui est énorme proportionnellement. Les raisons des départs

peuvent aller de la pure et simple envie de faire autre chose que de travailler dans un endroit sombre, enfumé et bruyant, à celle d'ouvrir un autre endroit sombre, enfumé et bruyant (autogéré si possible...) en passant par les congés de maternité qui s'étirent... Toujours est-il que pour les travailleurs en place c'est tout un défi que d'intégrer ces nouveaux et d'arriver à leur communiquer l'esprit autogestionnaire. C'est surtout au niveau des secteurs que se fait l'intégration. Il y a aussi le journal paraissant à tous les quinze jours et broché au chèque de paye, qui donne les petites nouvelles de l'autogestion et les comptes-rendus des réunions (conseil de secteurs, A.G., etc.) Au Café, on est conscients du danger que l'autogestion devienne l'affaire d'une petite gang d'anciens détenant l'information et le pouvoir alors que les autre sont là comme ils pourraient être ailleurs. C'est une des raisons pour lesquelles un des coordonnateurs, en place depuis 3 ans vient de céder son poste pour retourner «en bas» (au Bar d'en Bas...); il sentait qu'il commençait à devenir indispensable et à jouer un peu le rôle d'un boss, et ne trouvait pas cela très autogestionnaire.

Un autre phénomène qui facilite l'intégration des travailleurs et augmente leur sentiment d'appartenance au café, c'est la rotation des tâches. Même si certaines tâches sont plus spécialisées que d'autres — on ne s'improvise pas cuisinier ou discaire — il n'y a pas de véritables spécialistes au Café, pas de corps de métier, et il est relativement facile de passer d'une place à l'autre. L'organisation du Café est basé sur une technologie «douce» et en ce sens c'est plus facile d'y organiser l'autogestion et la rotation des tâches que dans une entreprise hautement technologisée. (Comment faire pour autogérer Canadair, l'Alcan, la GM ?)

Pour continuer sur le thème des anciens, on peut se demander si le Café n'est pas le haut-lieu d'une contre-culture moribonde à l'ère de la musique new wave et de la crise économique. D'ailleurs le soir en

écoutant la musique au Café, on se sent parfois transportés en 72... C'est sûr que les anciens, les leaders de l'autogestion sont de la génération des occupations de Cégeps, du QL (*Quartier Latin* des dernières années) et de *Mainmise*, mais ils ne sont pas restés accrochés. Il y a entre autres leur affiliation à la CSN et les contacts qu'ils entretiennent avec d'autres groupes autogestionnaires et alternatifs qui les situent de plain pied dans la réalité et l'actualité. À ce sujet, il est intéressant de souligner la complicité immédiate qui s'est établie au Bar A entre la gang du Café et Paul-André Boucher ancien président du syndicat et du C.A. de Tricofil. Il semble que l'on vienne du mouvement ouvrier plus classique comme Tricofil, ou du mouvement plus contre-culturel comme le Café, lorsqu'on arrive à l'autogestion, on se rejoint. Les relations entre l'A.G. et le syndicat, le fonctionnement des secteurs (départements à Tricofil) est très semblable dans les deux cas. La principale différence entre les deux entreprises semble résider dans le fait que Tricofil est basé sur une technologie «lourde», c'est-à-dire sur des machines et des compétences très spécialisées ce qui fait qu'on y trouve des techniciens et/ou spécialistes — mécaniciens, teinturiers, par exemple — qu'il n'y a pas au Café; cela modifie la structure de pouvoir et complique la rotation des tâches [1]. Mais cette complicité entre des groupes autogestionnaires aussi différents, aussi bien en ce qui concerne l'allure vestimentaire, le style de discours et le type d'entreprise, est encourageante pour l'avenir. Peut-être qu'à force de rencontres, on en arrivera à des solidarités, à des regroupements d'autogestionnaires...

Dans le fond, au Café, même si ça n'est pas explicite, même si ça n'est pas toujours évident, c'est tout un projet de société différente qui est véhiculée.

---

1. À Tricofil, ce qui complique également la situation, c'est le marché du textile dans lequel elle doit s'insérer; la structure de financement aussi est très différente; les prêteurs gouvernementaux ont imposé des conditions, entre autres, la présence d'un directeur général.

On peut penser aux efforts qu'on fait pour lutter contre le sexisme, aussi bien dans les engagements que dans le partage des responsabilités. Pour protéger leur indépendance à la fois face aux pouvoirs publics et au crime organisé, les travailleurs du Café voient à ce qu'il ne se fasse pas de vente de «dope» au Café. On y joue du théâtre engagé, on y a même tenue une soirée de «performances» artistiques (de mémorable mémoire...). Le Café est une des seules salles qui a encouragé le Syndicat de la Musique (québécois) contre la Guilde des Musiciens (internationale). De plus, on y fait de sérieux efforts du côté de la cuisine : on ne sert que des légumes frais (pas de conserves ni de produits congelés), deux ou trois fois par semaine un des plats du jour est végétarien. Sans parler de notre gâteau aux carottes préféré qui a fait a renommée du Café à travers le monde !

Bref, on trouve au Café ce qui fait la différence entre le capitalisme de groupe et l'autogestion : une propriété collective de l'ensemble des travailleurs et pas une somme de parts individuelles, une solidarité avec d'autres groupes, une sensibilité communautaire. C'est sûr qu'il reste encore des structures à roder, des questions à éclaircir ; certains secteurs marchent mieux que d'autres, il y en a qui s'impliquent à fond et se brûlent, d'autres qui s'en tiennent au minimum ; on «discute fort» régulièrement dans les A.G. Mais ce qui est le plus encourageant, c'est que dans toutes les conversations que l'on peut avoir avec les gens du Café, dans les réunions du groupe de travail pour l'autogestion, au Conventum, au Café même, ou au hasard des rencontres, on remarque que tous se sentent concernés par l'autogestion, même que chacun a tendance à se trouver un peu plus autogestionnaire que les autres ! Ce qui prouve bien qu'il s'agit d'un projet vivant, incarné, et pas seulement d'un slogan ou d'un mot d'ordre.

*Marcel Fournier*

# La Pologne autogestionnaire : une illusion ?

Plus que jamais, le socialisme (ou les socialismes) est en question... Un sociologue français, Alain Touraine a même eu l'imprudence ou l'impudence, quelques mois avant l'élection de Mitterrand en France, de titrer son ouvrage *Après le socialisme* et d'écrire en toute première page : « Le socialisme est mort ». Et il ajoutait : « Le mot figure partout, dans les programmes électoraux, les noms des partis et même les États, mais il est vide de sens ». Dans les années 1930, il suffisait de se référer au modèle soviétique pour fournir avec assurance une conception (matérialisée) du socialisme. Suffit-il aujourd'hui de se démarquer du modèle stalinien pour donner sens à une action politique qui se veut orientée vers l'invention d'un nouveau socialisme ? En dépit de la « réussite » de Mitterrand, la désillusion est actuellement grande : l'« échec » récent d'un Walesa vient encore nourrir notre désenchantement... La grande interrogation autant là-bas qu'ici, concerne la possibilité d'une « voie » qui permette de sortir du capitalisme (et de l'impérialisme américain) sans tomber dans un socialisme totalitaire (et sous la dépendance de l'URSS) ; la voie du « socialisme » à visage humain, du « socialisme démocratique, du socialisme autogestionnaire ».

Lorsque les leaders du mouvement Solidarité furent amenés ou contraints par la conjoncture à définir le modèle de société auquel ils se référaient ou vers lequel tendaient leurs actions : ils n'eurent qu'un mot : « Self-Government » (ou Autogestion). À ce mot — slogan ne correspondait peut-être pas un programme politique bien précis et concret, mais il traduisait clairement un sentiment général non seulement chez les intellectuels mais aussi dans

l'ensemble de la population : le besoin de liberté à la fois dans les entreprises et dans la société. Plus précisément, l'on voulait transposer à l'ensemble de la société ce que l'on revendiquait au sein de l'entreprise, dans son milieu de travail : pouvoir se prendre en mains... afin de se donner de meilleures conditions de vie. La très large mobilisation que réussit Solidarité et qui transforma ce syndicat en un véritable mouvement social fut aussi un moment de «libération de la parole» : les gens osaient dire ce qu'ils pensaient... Ce qui était déjà suffisant pour inquiéter les dirigeants d'un régime de plus en plus contesté. Le développement d'un tel mouvement social suscitait d'autant plus d'inquiétude que non seulement il se réalisait dans un conjoncture économique difficile mais aussi qu'il mettait en question le mode d'organisation de la société polonaise (par exemple la relation Parti-syndicats) : l'avenir devenait imprévisible. La prévision étant au centre de l'activité de l'État-Parti, l'action de Solidarité devenait irrationnelle, non raisonnable...

Il faut bien reconnaître que le mouvement Solidarité, qui s'était développé très (trop) rapidement se caractérisait par une faible unité, qu'illustre bien la référence simultanée au catholiscisme, au nationalisme et au socialisme. En raison de son histoire et de sa localisation géographique, la société polonaise est évidemment complexe, et Solidarité traduisait cette complexité, mais pour l'observateur étranger — que j'ai été quelques semaines avant la déclaration de l'«état de guerre» —, l'action de ce mouvement ne pouvait que susciter l'étonnement. En Pologne dans le cadre d'un programme de coopération universitaire, j'ai été principalement en contact avec des intellectuels, en particulier des sociologues, qui pour la plupart manifestaient une grande sympathie (et une adhésion) à Solidarité même s'ils ne.ménageaient pas leurs critiques (à propos de Walesa, de l'Église, etc.). J'ai aussi rencontré un ancien leader du Parti Communiste du Canada, Fred Rose, qui depuis son expulsion du Canada au début des années 1950 vit en

Pologne. Âgé de soixante-quatorze ans, ce militant qui fut le premier et le seul député communiste à la Chambre des Communes d'Ottawa, s'est refusé à une interview sur la Pologne. Mais il m'a exprimé, de façon indirecte, à la fois sa déception (face à la dégradation de la situation économique) et son inquiétude (devant une guerre civile ou une intervention militaire). Par ailleurs, et peut-être en raison des luttes qu'il avait menées au Québec dans les années 1930 et 1940 contre le cléricalisme et le nationalisme de Duplessis, il n'associait pas nécessairement le catholicisme et le nationalisme à une orientation idéologique progressiste : il était plutôt porter, non sans raison, à s'en méfier. Enfin, parce que celui-ci était rentré en Pologne au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, pendant une période qui est dite « stalinienne », la perception qu'il avait de l'URSS n'est pas totalement négative : la « patrie du socialisme » apparaissait probablement plus comme une force de libération que comme une force d'oppression, bref comme un « grand frère ».

Dans sa conception du socialisme, des relations entre l'État, le Parti et les syndicats, des rapports entre l'avant-garde et la masse, etc., Solidarité était très peu orthodoxe... Et si l'on comprend que des groupements marxistes-léninistes étrangers, tel le Parti Communiste Ouvrier au Québec, appuie Solidarité dans la lutte qu'il menait contre la domination de l'URSS sur la Pologne, l'on voit mal qu'ils ne soient pas critiques à l'égard de l'orientation politique d'un mouvement aussi peu fidèle à la « tradition » marxiste : devenue doctrine de l'État, cette théorie ne fournissait ni aux leaders ni aux intellectuels — experts liés à Solidarité d'instruments conceptuels pour comprendre leur société et pour élaborer leur ligne d'action.

En Pologne, l'avenir était devenu, de toute évidence, imprévisible... Certains affirmaient, avec tout le sérieux de l'analyste averti, que « s'il y avait des élections libres en Pologne, la majorité irait non pas

au Parti communiste, qui ne recueillerait que 3 à 6% des votes, mais bien à un courant chrétien — démocrate.» D'autres pensaient que «si la Pologne n'était pas voisine de l'URSS, elle redeviendrait capitaliste en moins de deux semaines». Mais si le mouvement Solidarité pouvait susciter de l'inquiétude chez les dirigeants polonais, ce n'était pas tant parce qu'il voulait renverser le régime, prendre le pouvoir et réinstaurer le capitalisme: l'action de ce syndicat, qui était d'abord préoccupé de défendre les intérêts (économiques) des travailleurs, a certes remis en question la légitimité des dirigeants polonais, mais, plus fondamentalement, elle a, en la rendant visible, accentué la désarticulation de la société polonaise et, plus précisément pour reprendre la terminologie de Gransci, la dissociation entre la société politique (État et Parti) et la société civile. Tout en s'appuyant sur l'Église, Solidarité avait en effet reconstitué une large partie du tissu social et redonnait à la sociabilité sa dimension communautaire: parce qu'elle s'effectuait à l'extérieur du champ proprement politique, cette réorganisation de la société polonaise s'effectuait sous le mode «associatif». La Pologne se trouvait alors dans une situation originale et paradoxale: dans une même société, se développaient parallèlement deux formes très différentes du socialisme, un *socialisme étatique* (prépondérance du Parti et de l'État, centralisation des prises de décision et planification, etc.) et un *socialisme autogestionnaire* ou associatif, qui, encore mal défini demeurait embryonnaire.

Dans un tel contexte, le seul choix est-il: la guerre civile ou l'intervention militaire (soviétique)? Il semble bien, et les événements récents le démontrent, qu'une telle situation caractérisée par l'absence d'échanges entre l'État et la société civile et l'absence de légitimité des dirigeants politiques auprès de l'opinion publique, puisse conduire au despotisme et/ou à la militarisation d'une société.

À ce sujet, il faut lire l'ouvrage que Bernard Lacroix consacre au sociologue français Émile

Durkhenin : cet intellectuel s'était intéressé, au tout début du XX^e siècle, au problème du maintien de l'ordre social et avait soulevé la question de la relation dirigeants politiques–opinion publique. L'absence d'échange (ou relation unilatérale), entre les deux était selon lui, un facteur explicatif du despotisme (B. Lacroix, *Durkhenin et la politique*, Presse de l'Université de Montréal, Montréal 1981.) Le processus de militarisation n'est pas inhérent, comme le laisse entendre Castoriadis (*De la guerre*), au socialisme lui-même ; ce processus n'a de chance de se produire que s'il n'y a plus de relations entre l'État et la société : les dirigeants politiques, qui ont perdu toute légitimité à l'extérieur d'un Parti lui-même de plus en plus marginalisé, ne peuvent maintenir leur pouvoir que d'autorité. L'*Armée*-Parti se substitue alors au *Parti*-Armée.

# *Courtepointes et pointes sèches*

# La coopérative ouvrière de production et la participation des travailleurs au Québec

Il s'agit du titre du dernier numéro de la Revue du C.I.R.I.E.C. (Centre interuniversitaire de recherche, d'information et d'enseignement sur les coopératives). Ce numéro, d'une centaine de pages, a été produit par une équipe du Centre de gestion des coopératives sous la direction de Benoît Tremblay.

Depuis le milieu des années '70, les coopératives de production ou organisations assimilables — c'est-à-dire ayant un fonctionnement coopératif, mais un statut juridique de compagnie — servent de matière à des articles de journaux, de magasines et de revues. Et plusieurs d'y aller de leurs opinions sur ce «nouveau» phénomène social.

Les opinions reposaient parfois sur des expériences personnelles et sur celles d'amis. Mais, le plus souvent, elles partaient d'à priori, de sympathies ou d'antipathies, révélant ainsi des échelles de valeurs différentes, mais aussi notre ignorance de notre secteur coopératif de production. Les coopératives de production de la France nous étaient plus familières que les nôtres. Et pour cause, puisque personne ici ne s'était attaqué à la tâche de nous donner une vue d'ensemble de notre secteur coopératif de production.

Sans être exhaustif, les auteurs parlent d'une première contribution, l'ouvrage de Benoît Tremblay et de ses collaborateurs nous apporte des repères essentiels. Par exemple, nous obtenons pour la première fois des réponses aux questions suivantes :

— Dans quelle proportion nos coopératives de production et organisations assimilables sont-elles rentables ?

— Les retrouve-t-on surtout dans certains secteurs d'activités économiques ? Et dans certaines régions ?

— Jusqu'à quel point est-il exact de dire que ces entreprises voient le jour par l'achat d'une entreprise fermée à cause de difficultés financières ?
— Qui siège sur les conseils d'administration de ces entreprises ?

Avec « La coopérative ouvrière de production et la participation des travailleurs au Québec » l'entrepreneurship collectif des travailleurs québécois quitte le domaine de l'anecdote.

On peut se procurer ce dernier numéro de la Revue du C.I.R.I.E.C. pour 5 $ en écrivant au :

Centre de gestion des coopératives
5780, avenue Decelles
Porte 270
MONTRÉAL (Québec)
H3S 2C7

Roger LENOIR

# Albert Meister

Jeune sociologue québécois débarquant à Paris au début des années soixante, j'ai eu la chance d'être accueilli au Collège Coopératif, milieu chaleureux, informel et dynamique dont Albert Meister, qui vient de mourir sur le terrain au Japon, était alors un des principaux animateurs.

Du Kenya au Japon, d'Israël au Pérou, de l'Italie à l'Argentine, de la Yougoslavie au Québec, ce travailleur infatigable pourchassa partout les possibles autogestionnaires. Il en montra, dans plusieurs livres essentiels [1] tirés d'enquêtes empiriques approfondies, les limites et les contradictions. Son intransigeance morale avait en effet beaucoup de difficulté à accepter les inévitables décantations des utopies.

---

1. *L'Afrique peut-elle partir ?*, Seuil, 1966. *Participation, Animation et Développement*, Anthropos, 1969. *Où va l'autogestion yougoslave ?*, Anthropos, 1970. *L'autogestion en uniforme*, Privat, 1981.

Pour Meister, la lucidité et un certain pessimisme n'exclurent cependant jamais un engagement profond envers les individus et les communautés de base. Travailler avec lui pour un comité de citoyen à Drancy, en banlieue parisienne, ou avec une communauté de travail, à Niort, au Poitou, nous montra, alors que c'était loin d'être la mode, que la pratique sociologique se fondait autant sur la compréhension des gens que sur la rigueur des concepts.

Tous ceux qui, comme lui, cherchent à tâtons une société plus solidaire, devraient relire les travaux de ce sociologue modeste et acharné pour qui la critique lucide était aussi une forme de l'espoir.

Gabriel GAGNON

## Café Campus life (mardi midi)

Je ne me contente pas de discourir sur le Café-Campus, j'y mange régulièrement et même parfois j'y passe des fins d'après-midi... qui s'étirent en début de soirée.

Et de quoi parle-t-on au Café ? Il y a cet homme aux yeux dorés qui me dit qu'il ne croit plus à l'amour, et pourtant me parle des enfants qu'il aura bientôt. L'autre jour de la fenêtre de la coop, je voyais les flots fumer leur joint, effoirés sur un cadre de porte, dans une ruelle du Plateau. Les mêmes ruelles qui servent de raccourcis à d'autres, trop pressés de créer un nouveau parti ; qui se montent des bateaux, des cargos, se chauffent au bois au coin de Mont-Royal et passent toujours par la porte d'en arrière, deux par deux, au moins. Les spécialistes de la révolution font des stages à St-Benoit du Lac. Perdu la foi. Rapetisser le format des sérigraphies pour qu'elles rentrent dans le 4X4. Dimanche, jour des extravagances, des grandiloquences. Projets de voyages aux confins de la Gaspésie, au boutte de l'Abitibi quand y a plus rien entre toi et le pôle. Que lisent les jeunes de 16–18 ans ? Pas le *Temps Fou*

entéka; cherchent *Mainmise* dans les librairies de seconde main. Urgence : le Québec fout l'camp et les Anglais vont brailler à l'ONU, à l'UNESCO... et on les laisse faire ! L'autogestion c'est pas toujours rose, des fois ça tend vers le fuschia, des fois même ça prend des couleurs plus froides comme le bleu. Mais notre poster pour le 7 février, il est rose...

Andrée FORTIN

# Leçon antillaise

Pointe-à-Pitre, le 18 janvier '82. Ce n'était pas la première fois que Sivis Pacem mettait les pieds en Guadeloupe. Il y a plusieurs années déjà, lors de son premier mariage, il y était venu en voyage de noces avec Liliane. Il avait voulu faire découvrir à sa femme, originaire des côtes japonaises, les beautés de la mer des Antilles. Mais cette fois-ci, la situation était toute différente, il devait rencontrer un certain H. de Heutz, un Suisse ayant trempé dans des mouvements terroristes. Sivis Pacem ignorait ce dernier détail, mais il avait l'habitude de transiger avec de drôles de personnages et dans toutes sortes de conditions.

Sivis Pacem achetait des ordinateurs des Américains qu'il revendait par la suite aux Européens. Les transactions se faisaient un peu partout, en Europe, dans les îles du Sud, à Abab-Rupto, à Bâton Rouge, mais rarement au Québec. Il adorait voyager, et, de plus, cela faisait très sérieux, très professionnel de se déplacer pour la clientèle. Lui, qui pourtant exerçait son métier en dilettante. Sa principale occupation étant plutôt la direction d'un petit orchestre qui joue du baroque et donne à l'occasion des concerts au Québec, dans les Maritimes et sur les côtes du Nord-Est des États-Unis. Son plus grand rêve était d'ailleurs d'organiser pour son ensemble une mini-tournée en Europe. Également violoniste dans ce petit orchestre, la musique, avec le jeu des perles de verre qu'il pratiquait assidûment avec son ami Designori, meublaient toute sa vie intérieure.

H. de Heutz avait donné rendez-vous pour la fin de l'après-midi à Sivis Pacem. Ils devaient se rencontrer à un bar de plage à Gosier. Ils pourraient ainsi passer inaperçus dans cette partie touristique de Grande-Terre.

H. de Heutz en était à sa 49e bière lorsque Sivis Pacem vint le rejoindre au bar de la plage du Callinago Hotel. Le soleil s'apprêtait à se coucher dans la Souffrière. Plus à gauche, au large, on pouvait apercevoir Victor-Lévy Beaulieu, à dos de baleine, écrivant sa dernière lettre d'amour à K.

Françoise, une splendide serveuse antillaise qui hier avait pris H. de Heutz pour Claude Léveillée qu'elle avait vu la veille sur les ondes de TF3, apporta sur un signe de de Heutz deux Sagba. H. de Heutz glissa quelques «cruzing words» à l'oreille de Françoise; Sivis Pacem se crut obliger de faire de même, Françoise l'identifiant alors à son accent lui dit:

— «Connaissez-vous Rouyn?»

Sivis Pacem quelque peu abasourdi lui répondit:

— «Oui, c'est en Abitibi»

Françoise:

«J'y ai passé trois semaines, il y a deux ans».

Sivis Pacem:

«Ah oui».

Françoise:

«Des amis québécois m'y avaient invitée. C'est un beau coin, y êtes-vous déjà allé?»

Sivis Pacem, embarrassé, dut avouer qu'il n'y avait jamais mis les pieds. Françoise ajouta alors comme pour le mettre à l'aise:

«C'est vrai que c'est loin...»

Jean-Pierre DUPUIS

## Ont collaboré à ce numéro

Pour la rédaction des textes, dans l'ordre de présentation du sommaire :

*Jean-Pierre Deslauriers,* professeur à l'Université de Sherbrooke ;
*Enrique Colombino et Cécile Sabourin,* professeurs d'économie au Ceuat ;
*Serge Tessier,* agent de recherche au Ceuat ;
*Daniel Martin,* professeur au Ceuat ;
*Louise Bédard ;*
*Clément Mercier,* professeur au Ceuat ;
*André Dudemaine,* pigiste, réalisateur en télévision ;
*Benoit Gourd,* recherchiste en histoire régionale, président de la Radio communautaire de Rouyn-Noranda ;
*Yvon Dallaire,* journaliste à la pige s'intéressant de près à la question de l'environnement ;
*Louise Anaouïl* écrivain, a publié *l'Opale juillet* aux Éditions de l'Esterel en 1980 ;
*Pierre Perrault,* poète et cinéaste.

Pour l'illustration, dans l'ordre d'apparition des images :

*Hélène Jolin* d'Amos
*René Breton* de La Sarre
*Jacqueline Plante* de Rouyn
*Julien Lacombe* de Granada
*Denis Chiasson* de Val d'Or
*Sylvain Tanguay* d'Amos
*France Lachaine* de La Sarre
*Denis Forest* de La Sarre

# Le Québec en revues

CAHIERS•COPIE ZERO•DÉRIVES•ÉCRITURE FRANÇAISE DANS LE MONDE•FOCUS•LA GRANDE RÉPLIQUE•LES HERBES ROUGES•IMAGINE•INTERVENTION•JEU•LETTRES QUÉBECOISES LE MAGAZINE OVO•LA NOUVELLE BARRE DU JOUR•PARACHUTE•PARURE•POSSIBLES•SOLARIS•SPIRALE•LE TEMPS FOU•VIE DES ARTS•CAHIERS•COPIE ZERO•DÉRIVES•ÉCRITURE FRANÇAISE DANS LE MONDE•FOCUS•LA GRANDE REPLIQUE LES HERBES ROUGES•IMAGINE•INTERVENTION•JEU•LETTRES QUÉBECOISES•

Abonnez-vous à POSSIBLES
Dans les prochains numéros:

La crise... dit-on

---

**Bulletin d'abonnement**

Nom .....

Adresse .....

Ville ..... Code postal .....

Province .....

Occupation .....

ci-joint un chèque ..... mandat-poste ..... au montant de $15.00 pour un abonnement à quatre numéros à compter du numéro .....

Abonnement institutionnel: $25.00
Abonnement de soutien: $25.00
Abonnement étranger: $ 30.00

**Revue Possibles, B.P. 114,**
**Succursale Côte-des-Neiges,**
**Montréal, Québec, H3S 2S4**

---

Dépôt légal Bibliothèque Nationale du Québec
D775 027
Dépôt légal Bibliothèque Nationale du Canada

Les articles parus dans la revue *Possibles* sont répertoriés dans RADAR (Répertoire analytique des articles de revues).
ISSN: 0703-7139

Boîte postale 114, Succursale Côte-des-Neiges,
Montréal, Québec

## ENCORE DISPONIBLES

**Volume 1**
numéro 1 :
Spécial Tricofil; Alfred de Vigny et le Québec; Sciences sociales et pouvoir; poèmes de Roland Giguère et Gérald Godin
110 p. $3.00

numéro 2
Possibles Santé : Question nationale; poèmes de Gilles Hénault, Luc Racine, Robert Laplante; Campagne électorale vue par Gérald Godin
154 p. $3.00

numéro 3/4 :
Les Amérindiens : politique et dépossession; De l'artisanat comme instrument de conquête; Sur le renouveau de la musique traditionnelle
249 p. $5.00

**Volume 2**
numéro 1 :
Fer et titane : un mythe et des poussières ; Nouvelles perspectives du roman québécois; La sociologie : nouvelle conception du social; nouvelle de Jacques Brossard
142 p. $3.00

numéro 2/3 :
Spécial Bas du fleuve - Gaspésie; le pouvoir régional; poème de Françoise Bujold
240 p. $6.00

numéro 4 :
Spécial Mouvements sociaux; les syndicats; Coopératisme et autogestion; contribution d'Alexis Lefrançois
151 p. $4.00

**Volume 3**
numéro 1 :
Spécial : la ville en question; à qui appartient Montréal; poèmes de Pierre Nepveu
179 p. $4.95

numéro 2 :
L'éclatement idéologique; débattre, bâtir et rêver; La poésie, les poètes et les possibles (enquête); Paul Chamberland : La dégradation de la vie
159 p. $3.95

numéros 3/4 :
Possibles spécial éducation; Sur les chemins de l'autogestion : Le J.A.L.; poèmes de François Charron et Robert Laplante
292 p. $5.95

**Volume 4**
numéro 1 :
Des femmes et des luttes
207 p. $4.00

numéro 2 :
Projets du pays qui vient
158 p. $4.95

numéros 3/4 :
Faire l'autogestion : Réalités et défis; Poèmes de Gaston Miron
284 p. $5.95

**Volume 5**

numéro 1 :
Qui a peur du peuple acadien ? — 182 p. $4.95

numéro 2 :
Élection 81 : question au P.Q.
Gilles Hénault : d'Odanak à l'Avenir
Victor-Lévy Beaulieu : l'Irlande trop tôt — 157 p. $4.95

numéro 3/4 :
Les nouvelles stratégies culturelles :
témoignages, régions, autogestion ;
Manifestes pour les femmes — 328 p. $6.95

**Volume 6**

numéro 1 :
Cinq ans déjà...
Le risque de continuer
L'autogestion quotidienne
Poèmes inédits de Marie Uguay — 177 p. $ 4.95

NOM .....
Adresse .....
Ville .....
Veuillez me faire parvenir le(s) numéro(s) suivant(s) :
.....
Ci-joint un chèque ..... mandat-poste .....

ou montant de $ .....

IMPRIMERIE
L'ÉCLAIREUR
BEAUCEVILLE

# ABITIBI

## DANS CE NUMÉRO


Éditorial:
La voie du Nord ..... 7

Moé, je viens de l'Abitibi
*Jean-Pierre Deslauriers* ..... 15

Région ressource ou économie sous-développée et dépendante ?
*Enrique Colombino et Cécile Sabourin* ..... 21

De l'autre côté
*Louise Anaouïl* ..... 43

Dossier santé: des réflexes de colonisés ?
*Serge Tessier* ..... 46

Au cimetière de Languedoc
*Robert Laplante* ..... 57

L'Université sans nom...
*Daniel Martin* ..... 59

De cœur à corps
*Louise Bédard* ..... 73

Les clubs de consommation: des solidarités nouvelles ?
*Clément Mercier* ..... 81

Syllabus de l'Utopie
*André Dudemaine* ..... 99

Entrevue avec Benoit Gourd
Recréer le perron d'église ? ..... 107

Un inédit de Shakespeare
*Denys Chabot* ..... 121

Entrevue avec Richard Kistabish ..... 129

La poubelle du Nord
*Yvon Dallaire* ..... 135

Les serres de Guyenne
*Robert Laplante* ..... 145

Éloge de l'échec
*Pierre Perrault* ..... 153

SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION

L'autogestion au Café Campus ou la suite des aventures du groupe de travail pour l'autogestion
*Andrée Fortin et Roger Lenoir* ...173

La Pologne autogestionnaire: une illusion ?
*Marcel Fournier* ..... 185

COURTEPOINTES ET POINTES SÈCHES .....191

ICONOGRAPHIE:
Hélène Jolin
René Breton
Jacqueline Plante
Julien Lacombe
Denis Chiasson
Sylvain Tanguay
France Lachaine
Denis Forest